



The
Robert L. G.
Collection

A Memorial to the Founder
of the Collection

HD
9042.6
H41e
1755

HD
9042.6
H41e
1755



The
Robert E. G.
Collection

A Memorial to the Founder
of the

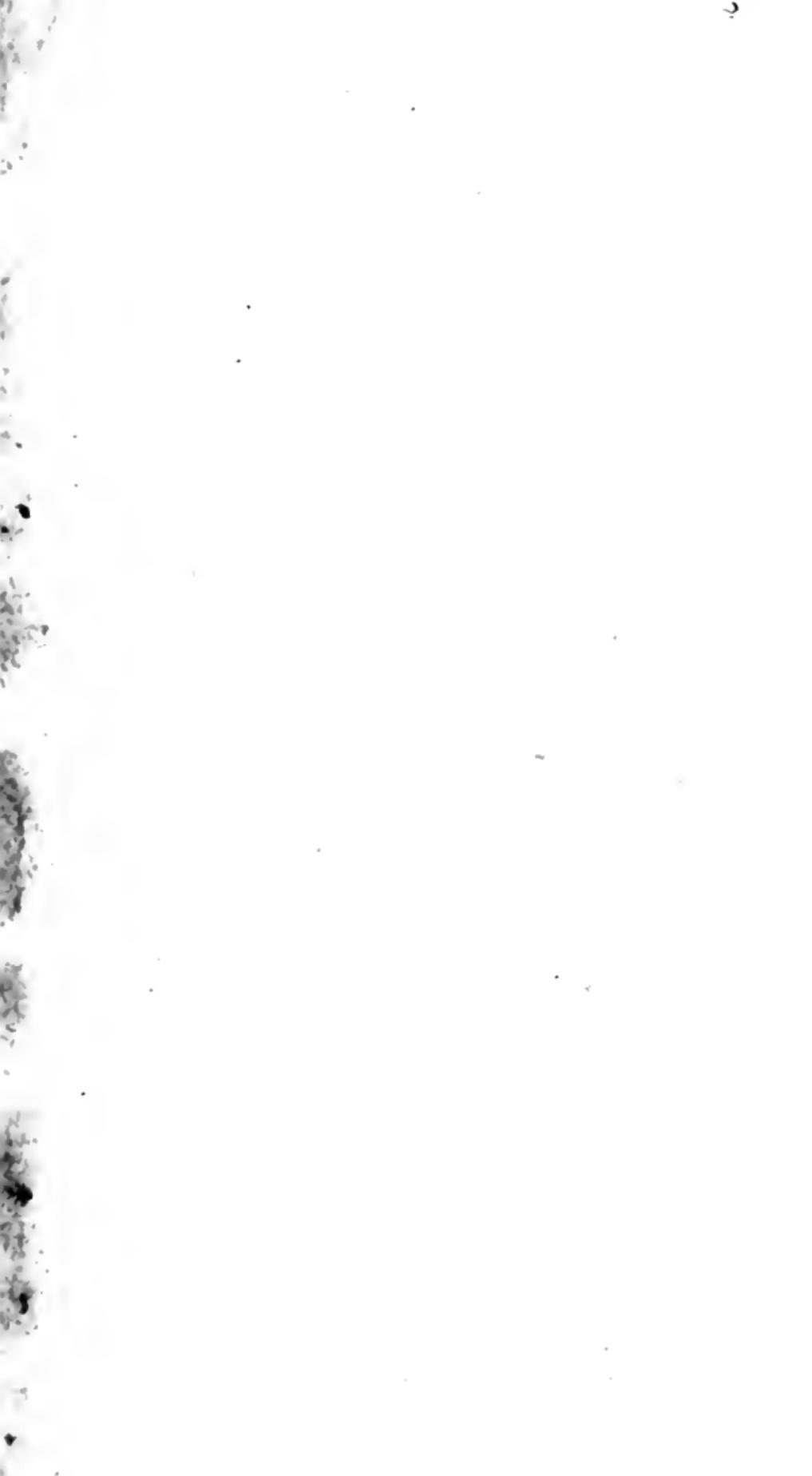
*Lockheed Aircraft
Corporation*

Business Administration Library
University of California
Los Angeles

HD
9042.6
H41e
1755









ESSAI
SUR LA POLICE
GÉNÉRALE
DES GRAINS,
Sur leurs Prix & sur les Effets de
l'AGRICULTURE.

*Qui operatur Terram suam, saturabitur
Panibus. Prov. Cap. 12. v. 15.*



A BERLIN,

M. DCC. LV.





A M O N S I E U R
DE MAUPERTUIS,
DE L'ACADEMIE FRANÇOISE,
E T
PRÉSIDENT DE L'ACADEMIE
Royale des Sciences & Belles-
Lettres de Prusse.

L'Amitié que je vous ai
vouée dès ma plus tendre
jeunesse, & la connoissance
intime des qualités de votre
cœur, m'engagent à vous of-
frir cet *Essai*. Ce n'est point
au Géomètre, au Philo-

*sophe, à l'homme célèbre que je l'adresse, mais au Citoyen, à l'honnête homme, au véritable ami, qui réunit les *Vertus civiles* avec les *talens* de l'esprit. Si vous n'eriez recommandable que par vos travaux & vos lumières, vous feriez des admirateurs, vous n'auriez point d'amis. Jouissez de l'heureux avantage d'être aimé & estimé de ceux qui vous connaissent ; vous le méritez, & vous en sentez tout le prix.*

Vous ne trouverez point ici ces calculs profonds, où se déploye toute la sagacité

de l'esprit humain. Vous n'y verrez que des combinaisons simples ; mais qui peuvent contribuer à l'aisance & au bonheur des Peuples ; & je suis persuadé que vous les lirez avec plaisir. Locke & Newton (a) s'occupèrent de Sujets économiques, & vous êtes sensible à tout ce qui peut être utile au genre humain.

Que n'ai-je pu me renfermer dans une précision Géométrique ; vous m'en aime-

(a) Locke a écrit sur les Monnoyes, & Newton fut fait Directeur de la Monnoye de Londres.

vj E P I S T R E.

riez davantage, & j'aurois évité des répétitions. Vous n'avez besoin que de quelques signes pour exprimer plusieurs idées; & convaincre : il m'a fallu beaucoup de mots pour développer des vérités communes, & peut-être ne pas persuader. J'aurois été plus concis, si j'avais, comme vous, le talent des Axiômes & des Corolaires, & celui d'instruire & d'éclairer.

Si je n'étois point destiné à vous suivre dans la carrière des Sciences, j'en ai du moins conservé le goût que vous m'avez inspiré; &

É P I S T R E. vij

dans les différens emplois de ma vie, je l'ai porté sur les objets les plus connus. Vous en trouverez peut - être ici quelques traces ; vous y reconnoîtrez des idées & des principes de feu M. Melon notre ami commun. J'ai profité de sa théorie & de vos conversations ; j'en ai fait usage, pour réfléchir sur ce qui nous environne, & examiner la surface de cette petite portion de l'Univers, qui fait l'enceinte de notre Patrie. Pour vous, parcourrez les Cieux, mesurez les Poles, perfectionnez la navigation, & enseignez-nous

vijj E P I S T R E.

*à transporter avec moins de
risques les productions de
notre Sol. J'exhorterai nos
Citoyens à les faire éclore ,
& je serai content , si vous
approuvez mon zéle , & si je
puis engager nos Patriotes à
aimer & à cultiver la terre
qu'ils habitent & qui les
nourrit.*



AVERTISSEMENT.

Cet Essai n'étoit point destiné à paroître dans le public : la premiere Partie ayant été imprimée à l'insçu de l'Auteur , il s'est déterminé à la retoucher ; & à y ajouter quelques réflexions sur le prix des grains , & sur l'Agriculture.

Depuis l'Arrêt du Conseil du 17 Septembre 1754 , qui permet le commerce des grains dans le Royaume , & leur sortie par quelques portes du Languedoc , il auroit

été inutile de s'étendre encore sur cette liberté, si quelques personnes ne la regardoient comme dangereuse; & s'il n'étoit pas nécessaire, que le public ne perdit point de vue les motifs de ce nouveau Réglement, & sentît les avantages qui peuvent résulter d'un commerce plus étendu. L'on a quelquefois besoin du suffrage des peuples, pour concourir au bien général; & il s'opere plus aisément, quand il est plus connu.

Accoutumés à craindre toutes sortes de transports de

grains , il n'y a pas longtems que leur communication , même dans le Royaume , ne se faisoit qu'avec difficulté , & paroissoit nuisible dans la plûpart de nos Provinces. L'Arrêt qui vient d'être rendu a levé le bandeau ; & nous sommes surpris , de n'avoir pas vû plutôt , que leur commerce intérieur est utile & même indispensable. Examinons aujourd'hui sans prévention , si leur commerce extérieur peut s'exercer sans risques ; & s'il peut être avantageux aux sujets & à l'Etat.

Ce n'est pas la premiere

fois, que cette question a été agitée en France. On en trouve les principes dans un Traité donné par un Auteur François, (a) qui a avancé, que plus nous vendrions de grains au dehors, plus notre culture seroit abondante, & le Royaume florissant. Cette opinion fondée sur des raisons assez probables, a sans doute été regardée comme un paradoxe. Ni les Mémoires donnés en 1739, par un

(a) Il se trouve dans le détail de la France, imprimé pour la première fois en 1695.

Magistrat célèbre ; ni le Mémoire imprimé en 1748 , pour prouver les avantages de l'exportation des grains ; ni les Livres Economiques qui en ont parlé peu , n'ont pu vaincre notre répugnance pour la sortie de nos bleds. La proposition seule nous allarme ; elle est aussitôt écrasée sous l'autorité de la loi & de l'habitude ; on y oppose des difficultés effrayantes ; elle n'est ni écoutée , ni examinée.

L'exemple de nos voisins doit au moins nous engager à peser mûrement les raisons

pour & contre , sans nous arrêter toujours à des allégations peu réfléchies. Nous vendions beaucoup de grains au dehors , avant que nous eussions pensé que ce commerce pouvoit être préjudiciable ; les Nations qui entendent le mieux leurs intérêts , s'en sont emparées à notre préjudice. Il est visible , qu'il a relevé leur culture , & contribué à augmenter leurs richesses & leur Marine. Considérations assez puissantes pour réveiller le zéle du bien public , & l'attention du Gouvernement.

Au surplus les réflexions de cet Essai ne sont point le fruit de la nouveauté, ou de l'imagination. Les routes de la force & de l'opulence des Etats sont tracées depuis long-tems ; pourquoi en chercher de nouvelles, dans lesquelles on peut s'égarer ? Choisissons les plus certaines & les moins éloignées. L'attention, l'expérience, & le bon sens, nous conduiront plus sûrement, que l'esprit d'invention.

L'on a dit cent fois que l'Agriculture est le soutien des Etats, & la base du com-

merce & de l'aisance. Vérités si vulgaires, qu'on les oublie aisément, pour courir après des objets plus brillans & moins solides. Il importe cependant d'avoir toujours devant les yeux ce principe simple, mais universel. Que la terre bien ou mal employée, & les travaux des sujets bien ou mal dirigés, décident de la richesse & de l'indigence des Etats. Le Physique du climat obéit aux précautions du Législateur ; l'industrie des Habitans se plie à sa volonté ; la terre & l'ouvrier s'animent à sa voix bienfaisante.

Que ne devons-nous point attendre de l'attention de notre Monarque , & des Ministres qui s'occupent de l'utilité publique , & qui cherchent à encourager les connaissances économiques. Plus elles se répandront , plus nous nous empresserons , comme sujets bien intentionnés , à concourir au bien de l'Etat. La subsistance des peuples & la culture y contribuent si essentiellement , qu'on ne peut se dispenser d'en examiner les causes & les effets. Il faut les envisager sous différents aspects , pour en con-

xvij *Avertissement.*

noître toute l'étendue ; & l'on ne sauroit y réfléchir trop souvent. Sur un objet aussi intéressant, invitons les bons Citoyens à donner leurs observations, & à relever les erreurs dans lesquelles on pouvoit être tombé. *Maxima sibi lætitiæ esse prædicavit, quod aliquos Patria sua se meliores haberet.* Val. Max. L. 6. Cap. 4.

ESSAI



ESSAI
SUR
LA POLICE GÉNÉRALE
DES GRAINS,
SUR LEURS PRIX,
ET SUR L'AGRICULTURE.

REGLEMENTS.

 Les fruits de la terre sont les richesses les plus réelles des Nations. Tout ce que l'art fait ajouter à la nature, ne produit que des richesses de convention, sujettes à la

A

2 *Essai sur la Police*
vicissitude des tems, & aux caprices des usages. L'Agriculture seule ne peut éprouver ces révolutions. C'est toujours de la culture des terres ; c'est de cette source féconde, que coulent tous les biens dont nous jouissons ; & elle ne peut s'altérer, sans causer des dérangemens dans toutes les parties du Gouvernement.

Depuis que les arts & les sciences ont élevé la France au degré de splendeur où elle est parvenue ; depuis qu'un commerce plus étendu a répandu chez nous une aisance que nous ne connaissons point, il paroît que nous nous sommes plus appliqués aux productions de l'art, qu'à celles de la nature. Cette richesse primitive abandonnée aux mains les plus viles, semble n'intéresser l'Etat que dans les tems de disette. L'abondance ramène bien-

tôt la sécurité. Nous remédions aux besoins pressans; nous songeons rarement à les prévenir.

Si la France est aussi abondante qu'il y a lieu de le croire; si ses terres fécondes produisent plus de fruits que n'en demande la subsistance de ses Habitans, pourquoi sommes-nous quelquefois dans la nécessité d'aller chercher chez nos voisins cette denrée si précieuse & si nécessaire? N'y a-t-il pas lieu d'être surpris, que les Etats qui produisent le moins de grains, soient ceux qui nous en fournissent le plus? Dans des tems de disette, la Hollande peu fertile sert de grenier à la France Septentrionale; la Barbarie, cet Etat si mal policé, vient au secours de nos Contrées Méridionales. Cependant dans ces pays il n'y a point de Loix particulières pour la Police des

¶ *Essai sur la Police*
grains, & la France en a de permanentes & de momentanées, suivant les occurrences. Cette réflexion seule peut faire penser, qu'il y a quelques vices dans les Réglemenſ sur lesquels nous fondons l'administration & le commerce de nos grains.

En vain nos Loix seront-elles dictées par la prudence, & consacrées par l'usage ; si nous sommes plus exposés aux inconveniens de la disette, que des Etats moins fertiles, on ne sauroit s'empêcher de croire que ces Loix si sages en apparence, sont cependant défectueuses ; & qu'elles ne favorisent point assez, ou la culture des terres, ou le commerce des grains. Avant d'en examiner les dispositions, il est à propos de remonter à leur origine.

On trouve peu de Réglemenſ en France sur la Police des grains,

avant le seizième siècle. Il y avoit eu des disettes, & le Gouvernement ne s'étoit point encore empêtré d'y remédier. Peut-être que le tumulte des armes n'avoit pas permis au Ministere de porter ses vues sur cet objet. Peut-être avoit-on pensé que le libre commerce des grains suffit pour entretenir l'abondance. Une disette survenue en 1566, & qui dura quelques années, réveilla l'attention du Conseil. Le Chancelier de l'Hôpital, qui en étoit le Chef, fit faire un Réglement général le 4. Février 1567.

Il y a apparence que le zèle des Magistrats, guidé par les seules lumières de la Jurisprudence, alla chercher dans le Droit Romain, ce qui s'étoit pratiqué pour prévenir les inconveniens de la disette. On trouva dans le Digeste & dans le Co-

¶ *Essai sur la Police*
de (a) les précautions que la
République & les Empereurs
prenoient, pour l'approvisionne-
ment des greniers publics ; les
regles établies pour le transport
des grains ; les défenses d'en faire
des amas ; les peines infligées aux
Monopoleurs ; & enfin toutes les
entraves que l'on donnoit au
commerce des Particuliers. De-
là l'esprit des Loix Romaines
passa dans l'Ordonnance de Char-
les IX. & s'est perpétué dans
tous les Réglemens faits jusqu'à
présent.

Mais ces Loix si nécessaires
chez les Romains, sont-elles
applicables à notre position ac-
tuelle ? A Rome tout se décidoit

(a) Dig. l. 47. tit. 11. fl. 6. de ex-
traordinariis criminibus. Dig. l. 48.
tit. 12. de annostrâ. Cod. l. 11. t. 22.
23. 24. 27. . . .

par les largesses de blé & de pain que l'on faisoit au peuple. (a) L'élection d'un Magistrat, l'élevation à l'Empire, dépendoient de ces libéralités mal entendues, sources de troubles & de divisions. Pour se concilier la bienveillance des Citoyens ; pour contenir un peuple oisif & tumultueux, il importoit à l'Etat, que tout le commerce des grains fût entre les mains de la République, ou des Empereurs. De là vinrent ces précautions si multipliées, pour en assurer la manutention à ceux à qui l'on confioit le soin de l'approvisionne-

(a) Quoque modo vanos populi
conciret amores.

Gnarus, & irarum causas, & summa
favoris

Annonâ momenta trahi..... Luca:
L. 3. V. 5.4.

ment des greniers publics. C'est à ces circonstances que l'on doit imputer la sévérité des Loix Romaines contre ceux qui vouloient se mêler de ce négoce, & toutes les bornes étroites dans lesquelles on le renfermoit. En France au contraire, où l'on n'a point de greniers publics, ou peu de Particuliers font ce commerce; les Loix semblent devoir être différentes, & lui accorder toute sorte de protection, au lieu de le gêner.

Il est rare que l'on songe à se précautionner contre les besoins, quand on se trouve dans l'abondance; & en effet toutes nos Ordonnances concernant la Police des grains, n'ont été rendues que dans des tems de calamité. Il n'est point étonnant que dans des circonstances critiques, la nécessité ne permette pas d'é-

Examiner les moyens les plus efficaces pour se délivrer de la misère, ou pour la prévenir; & l'on se persuade aisément que les précautions les plus sages, sont celles que présentent l'Histoire & la Jurisprudence. Les murmures des peuples prévalent alors sur les réflexions les plus sensées; la pitié se prête à leurs discours; elle a même de tout tems adopté leurs préjugés. On en trouve une preuve authentique dans un Capitulaire de Charlemagne.

Il survint une disette subite en 795, après deux années d'une récolte abondante. On ne put imaginer ce qu'étoient devenus les grains; l'on se persuada que les Esprits malins les avoient dévorés, & que l'on avoit entendu dans les airs les voix affreuses de leurs menaces. Charlemagne consulta sur ce triste événement

10 *Essai sur la Police*
des Prélats assemblés à Francfort ;
& pour appaiser la colère du
Ciel, il fut ordonné que les dî-
nées seroient payées exactement.
Les termes de ce Capitulaire
sont trop singuliers, pour n'être
point rapportés.

*Et omnis homo ex suâ proprie-
tate legittimam decimam ad Eccles-
iam conserat. Experimento enim
didicimus, in anno, quo illa va-
lida fames inrepuit, ebullire va-
cuas annonas à Dæmonibus de-
voratas, & voces exprobrationis
auditæ. (a)*

Il ne faut pas s'étonner, que
cette opinion ait eu cours du
tems de Charlemagne. Chaque
siècle a ses préjugés, ses travers.
Un des plus judicieux Ecrivains

(a) *Capitul. Regum. tom. 1. fol.*
267. *Edit. Baluze.*

de l'antiquité (a) raconte, que les Démons causent souvent la famine, pour faire périr les humains. D'autres ont cru (b) que Dardanus, fameux Magicien, disposoit à son gré des moissons, & pouvoit par son art amener la stérilité ou l'abondance. Ainsi c'est de tout tems que l'esprit humain s'est formé successivement divers fantomes, enfans de l'ignorance & de la crédulité :

(a) *Plutarchus in Oraculis.*

(b) *Dardaniæ veniant artes. Col. de cult. l. 10. v. 358. Atque satas alio vidi traducere messes. Virg. Eccl. 8. v. 99. Frugum quoque egestas, & exorta ex ea fames, in prodigium accipiebatur. Tac. ann. l. 12. sec. 43. Senéque s'est moqué de la trop crédule antiquité. Apud nos in duodecim Tabulis cavetur, ne quis alienos fructus incantassit; rudit adhuc antiquitas credebat, Lib. 4. natur. questio.*

quand l'idée des Démons & des Magiciens s'est évanouie , l'on a cru trouver des causes de disette plus vraisemblables , dans les manœuvres des Usuriers , des Avares , des Monopoleurs ; autre espece de montres , pour qui les Jurisconsultes ont conçu tant d'indignation , qu'ils ont inventé de nouveaux noms (a) pour accabler d'injures les Marchands de grains ; sans alléguer aucun faits , sans rapporter aucunes preuves , & sans songer à mettre

(a) *Dardanarii ; Sephasiarii ; Pantopolæ ; Pantometaboli ; Sitocapeli ; Cociatores , Ciciones , sive Coquini ; Ariblatores ; Directarii ; truscatores ; annonæ flagellatores. Vide Dictionn. Ducange. Julii Pollucis Onomasticon. Cujacium. L. 10. observati. Cap. 19. Gothofredi notas in Digest. l. 47. tit. 11. ff. 6.*

à profit la cupidité des hommes, toujours avantageuse au public, quand les Loix savent la gouverner.

Depuis que l'esprit de commerce a éclairé quelques Nations sur leurs véritables intérêts, on ne les entend point invectiver contre ceux qui font des magasins de blés; au contraire, elles les protégent: & si nous avons conservé cet ancien préjugé, c'est que nos Réglements l'autorisent, en imputant la cherté des grains à ceux qui se mêlent de ce négoce, plutôt qu'à l'intempérie des saisons. Lisez les trois Ordonnances générales sur la Police des grains; elles commencent toutes trois par une déclamation qui indique la source où elles ont été puisées, & qui se sent de l'esprit qui animoit les Compilateurs. Le préambule

■4 *Essai sur la Police*
de la Déclaration du 31 Août
1699, que nous allons transcri-
re, n'est qu'une répétition du
Règlement du 4 Février 1567,
sous Charles IX. & de celui du
27 Novembre 1577 sous Henri
III. « Les soins que nous avons
» pris pour faire fournir les
» bleds à nos peuples dans quel-
» ques Provinces où ils en man-
» quoient, nous ont fait connoî-
» tre que ce qui avoit le plus con-
» tribué à augmenter leurs be-
» soins, n'avoit pas tant été la
» disette des récoltes, que l'avi-
» dité de certains Particuliers,
» qui, bien qu'ils ne fussent pas
» Marchands de bled de profes-
» sion, se sont néanmoins ingé-
» rés à en faire le commerce.
» L'unique but de ces sortes de
» gens étant de profiter de la né-
» cessité publique, ils ont tous
» concouru par un intérêt com-

» mun à faire des amas cachés,
» qui en produisant la rareté &
» la cherté des grains, leur ont
» donné lieu de les revendre à
» beaucoup plus haut prix qu'ils
» ne les avoient achetés. Et après
» avoir fait examiner dans notre
» Conseil les moyens les plus
» propres à faire cesser ce désor-
» dre, nous avons cru qu'il n'y
» en avoit point de meilleur,
» que de suivre la voie que nos
» Prédécesseurs nous ont tracée
» par leurs Ordonnances, &c.

Il est nécessaire d'observer ici,
qu'en suivant les traces des an-
ciennes Ordonnances, on s'en
est écarté dans le point le plus
essentiel. Cette Déclaration,
dont le préambule se ressent plus
de la précipitation du Rédac-
teur, que de la majesté du Trô-
ne, n'est effectivement qu'un
abrégé des anciens Réglements,

Elle contient les mêmes motifs, les mêmes dispositions ; à la réserve du commerce intérieur, recommandé par tous nos Rois, & interdit seulement en 1699, immédiatement après une malheureuse récolte. Cette Déclaration contient onze articles, dont l'extrait fera connoître sur quels principes la Police des grains se trouve actuellement établie dans le Royaume.

Le premier ; le second & le troisième, font défenses à toutes personnes d'entreprendre le trafic & marchandise de grains, qu'après en avoir demandé & obtenu la permission des Officiers des Justices Royales, dans l'étendue desquelles ils résident, avoir prêté serment devant eux, & en avoir fait enregistrer les actes aux Greffes desdites Justices, avec leurs noms, surnoms,

& demeures, comme aussi aux Greffes des Jurisdictions de Police des lieux de leur résidence, à peine de confiscation & amende.

Le quatrième article veut que les trois premiers soient exécutés, sans préjudice aux déclarations que les Marchands de grains de Paris sont obligés de faire à l'Hôtel-de-Ville, ni aux Règlements particuliers des autres Villes du Royaume.

Par le cinquième, il est défendu à tous les Laboureurs, Gentilshommes, Officiers de Justice & de Villes, à tous Receveurs, Fermiers, Commis, Caissiers, & autres intéressés dans le maniement des Finances de Sa Majesté, ou chargés du recouvrement de ses deniers, de s'immiscer directement ni indirectement à faire le trafic de mar-

chandise de bleus, sous prétexte de Société, ou autrement, à peine d'amende, & même de punition corporelle.

Le sixième règle les droits des Juges & Greffiers pour la prestation de serment, à 30 sols pour les Juges, & à 20 sols pour les Greffiers.

Le septième exempte de permissions & enregistremens ceux qui voudront faire venir des grains des pays étrangers, & ceux qui voudroient en faire sortir en tems d'abondance, *en vertu des permissions générales & particulières qui seront accordées.*

Le huitième défend toute Société entre Marchands de grains; elles sont permises néanmoins par le neuvième article, à la charge d'en passer les actes par écrit, & de les faire enregistrer aux Greffes.

Le dixième défend aux Marchands & autres d'éナarrher, ni acheter des bleds en verd, sur pied, & avant la récolte, à peine de 3000 livres d'amende, & même de punition corporelle.

Le onzième enfin déclare nuls tous marchés & éナarrhemens de grains précédemment faits.

La Déclaration du 9 Avril 1723 ajoute de nouvelles précautions à la précédente, & annonce les mêmes défiances contre la conduite des Marchands. « Le Roi étant informé, dit-elle, » que la plûpart des grains, au lieu d'être portés aux halles & marchés, étoient vendus dans les greniers & magasins des Particuliers ; ce qui donnant » occasion aux monopoles, cau- » soit souvent la disette de cette » marchandise, au milieu même » des récoltes les plus abondanç

» tes : Sa Majesté , pour remé-
» dier à ces abus , a ordonné que
» les bleds , farines & grains ne
» pourroient être vendus , achié-
» tés , ni mesurés , ailleurs que
» dans les halles & marchés , ou
» sur les ports , &c. » Cette dé-
fense , que l'on n'avoit point jugé
à propos d'insérer dans la Déclara-
tion de Louis XIV. est prise
de l'Ordonnance de Henri III.
du 27 Novembre 1577.

On ne peut plus douter , après
la lecture de ces Réglements ,
qu'il ne regne en France une
prévention générale contre ceux
qui se mêlent de la marchandise
de grains. La voix des Loix s'é-
leve contre eux avec celle du
peuple ; on est fermement per-
suadé qu'on ne peut prendre con-
tre eux trop de précautions ; &
la crainte du monopole a enfanté
ces Ordonnances rigoureuses ,

qui n'annoncent que des formalités, des restrictions & des peines. Cette crainte est-elle fondée? Et n'est-ce pas plutôt de la contrainte & des entraves que nous donnons à ce commerce, que naissent les défordres qui nous allarment avec raison?

Le premier moyen, & le plus efficace pour prévenir les trop grandes chertés ou les disettes, est de favoriser l'Agriculture. Elle est l'aliment des hommes & des arts, & la base la plus solide de toutes les opérations du Gouvernement.

Le second est d'avoir des magasins, où nous puissions toujours trouver à propos, ce que l'inconstance des saisons refuse quelquefois aux travaux les plus pénibles. Notre Police s'y oppose, en défendant les amas de grains, & il ne faut les at-

22 *Essai sur la Police*,
tendre d'aucune Loi prohibitive,
dont l'effet forcé est toujours in-
suffisant. Les besoins & l'intérêt
gouvernent l'Univers ; unissez
ces ressorts ; & les hommes, par
un instinct naturel , se porte-
ront de concert vers les objets
de leurs besoins & de leur cu-
pidité.

MAGASINS.

LA premiere idée qui se pré-
sente, comme la plus simple &
la plus naturelle , est de former
des greniers publics. Nous en
voyons dans quelques villes bien
policées; & nous avons entendu
parler tant de fois de ces maga-
sins immenses de l'Empire Ro-
main, dont l'Histoire nous est si
familiere, que nous n'imaginons

point de moyens plus assurés pour la subsistance des peuples. Mais si nous faisons attention, que dans toutes les Histoires qui font mention de greniers publics, on y voit souvent les disettes & les troubles qu'elles excitent; & que l'on ne trouve point ces mêmes évenemens dans celles qui ne parlent point d'approvisionnemens publics; nous serons peut-être persuadés, que la crainte de manquer de grains, & les précautions qui en résultent, entraînent dans l'œil que l'on veut éviter.

Nous apprenons dans la vie de Coriolan, (a) que les blés envoyés à Rome par Gelon tiran de Siracuse, furent un présent fatal, & l'origine des dissentions

(a) *Plut. in Coriol. Tit. Liv. l. 21*

24 *Essai sur la Police*
qui ne cesserent d'agiter la République, & qui l'obligerent à avoir des magasins.

Sparte & Athenes au contraire, dans un petit canton de la Gréce, nourrissoient une multitude infinie d'Esclaves & de Citoyens, sans aucun greniers publics. Leurs Législateurs crurent qu'il suffisoit, pour entretenir l'abondance, de bannir l'oisiveté, & de la punir; (a) & l'on ne voit point que les disettes ayent causé chez eux aucun troubles. Le peuple d'Israël ne paroît avoir eu aucune inquiétude sur ses provisions; cependant renfermé dans une petite région peu fertile, il étoit la Nation la plus nombreuse de la terre. L'Agriculture

• (a) *Plut. in Dracone leg. 3. & in Solone leg. 4. 5. & 7.*

y étoit en recommandation , & Dieu ne lui avoit promis que d'abondantes moissons (a) pour récompense de ses travaux & de son obéissance.

Si nous regardons ce qui se pratique à présent en Europe , nous verrons que les Etats qui n'ont point de Loix , ou qui en ont de contraires aux nôtres , pour pourvoir aux besoins des peuples , sont toujours les mieux approvisionnés. Les magasins publics , & toutes les précautions alimentaires , ne sont donc pas aussi utiles qu'on le pense. Il seroit plutôt à souhaiter qu'un grand nombre de Particuliers pussent faire un grand nombre de petits magasins , & que les

(a) *Deuter. Cap. 7. v. 11. 12. 13. 14. Cap. 8. v. 7. 8. 9. 10. 11. Cap. 11. v. 12. 13. 14. 15.*

26 *Essai sur la Police*
Réglements fussent favorables à
leurs entreprises.

L'on a proposé bien des fois de faire des magasins publics ; mais il y a tant d'inconvénients dans cet établissement, qu'il n'est point surprenant qu'on n'ait point encore pris ce parti. Si l'on considère l'immensité de la dépense pour la construction des bâtiments, l'achat des grains, leur garde & leur entretien; on avouera qu'il n'est pas possible qu'aucun Ministre consente à cette entreprise. Plus il sera éclairé, plus il envisagera de difficultés dans l'exécution, & de risques dans la manutention. Que l'on suppose les frais de constructions, ceux d'achats, ceux de régie, tant des Supérieurs, que des Commis, Gardiens & Domestiques, les déchets naturels des grains, les pertes imprévues oc-

causées par la négligence, l'ignorance, ou la malice; & l'on conviendra, qu'à quelque bas prix que l'on fit ces provisions, elles reviendroient en peu de tems à des prix excessifs, & que l'on coureroit souvent les risques d'avoir des bleds fort chers, & de mauvaise qualité.

Il ne seroit ni plus prudent, ni plus utile, de charger une Compagnie de former des magasins dans le Royaume. Quand même elle seroit composée de Citoyens les plus entendus & les mieux intentionnés; ils ne pourroient se livrer à cette entreprise, sans avoir l'intention d'y trouver la récompense de leurs peines; & l'économie marchande n'est pas toujours la qualité essentielle des entrepreneurs. Ainsi l'on tomberoit encore dans les mêmes inconveniens, de payer

l'intérêt de grosses avances, de multiplier les frais, & d'avoir souvent des grains, dont le public auroit lieu de se plaindre; ce qui est inévitable, dans des achats un peu considérables.

D'ailleurs, pour peu que l'on y fasse attention, l'on sentira aisément, que ces deux sortes de moyens sont, sans que l'on s'en doute, le véritable monopole; à qui l'on ne donne point ce nom, parce qu'il est autorisé, & qu'on ne le fait qu'avec de bonnes intentions. Car le monopole n'est autre chose, que de s'emparer seul d'une marchandise; pour la revendre. Et quoique dans le cas présent, on n'achète des grains, que dans la vue de soulager le peuple; l'effet est cependant le même, que si l'on agissoit par d'autres motifs.

En effet, que l'on fasse des les

vées de grains dans quelque tems que ce soit pour le compte de l'Etat, ou pour celui d'un Entrepreneur ; il est impossible que le public n'en soit bientôt informé, & que le prix n'en hausse considérablement, quelques précautions que l'on puisse prendre : ce qui n'arrive pas, quand ce sont des Marchands particuliers qui achetent imperceptiblement, en petites quantités, & sans éclat. Si pour prévenir le surhaussement que peut occasionner une levée de grains un peu considérable, on s'oppose aux achats que pourroient faire quelques Particuliers ; c'est nuire au vendeur & au public. Au vendeur, qui est souvent le cultivateur lui-même, parce qu'on le frustre d'un profit naturel & légitime, sur une denrée précieuse que l'on ne doit qu'à ses soins ; au pu-

blic, parce qu'on le prive du bénéfice de la concurrence, & du choix : car écarter les acheteurs dans un tems, c'est diminuer le nombre des vendeurs dans un autre ; c'est se rendre seul maître des achats & des ventes ; c'est établir un taux forcé à la marchandise ; c'est la rencherir de tous les frais d'une entreprise souvent mal conduite ; c'est se mettre dans le cas de ne pouvoir revendre les grains au public, qu'avec ce surtaux ; & ce surtaux influe sur le prix des marchés, qui auroit souvent baissé, si les bléds eussent été en des mains plus économes.

Ainsi, de quelque côté que l'on considere les magasins publics, on y verra des inconveniens sans nombre. C'est de la liberté seule de ce commerce, que l'on doit attendre les maga-

générale des Grains. 31
sins les moins couteux , & les
plus utiles à la subsistance des
peuples.

L I B E R T E'.

L'Opinion est la reine du monde , & la Loi est la mère de l'opinion. Des Règlemens gênans , des prohibitions répétées , des formalités multipliées , jettent dans l'esprit de toutes sortes de Nations des idées de contrainte & de timidité , qui s'y impriment de façon , qu'elles influent sur leurs actions & sur leurs pensées : & la diversité que l'on remarque dans les peuples de la même Région , ne vient que de la trempe des Loix , & de l'habitude du Gouvernement , qui leur donne plus ou moins d'es-

32 *Essai sur la Police*
for. Ce sont les coutumes & les usages qui décident des opinions, & de la conduite des sujets; & qui mettent autant de différence entre les façons d'agir & de penser de chaque peuple, que l'éducation en met entre les différentes classes d'une même Ville.

Si nos Réglements n'avoient jamais défendu les amas de grains, nous penserions naturellement qu'ils sont utiles; & il se trouveroit en France des magasins de bleus en plus grand nombre, & à meilleur compte, qu'en Hollande. Nos Côtes mieux garnies que celles du Nord, de cette denrée qui reste souvent ensevelie dans nos campagnes Méditerranées, auroient établi une branche de commerce considérable, qui auroit multiplié nos Matelots, nos bâtimens, nos richesses; & nos voisins n'auroient

pas si souvent profité d'un bénéfice qui appartient à notre sol. Car tel est l'effet de la liberté du commerce; elle porte dans les pays les moins féconds, les heureuses productions des climats les plus fertiles; elle fait un objet de commerce des denrées les plus nécessaires, & répand sur les peuples les plus industriels les fruits d'une terre étrangère, qui ne fait pas les recueillir. (a) Ainsi Tyr, Carthage, Athènes, Contrées ingrates, jouissoient cependant avec abondance de toutes les choses nécessaires à la vie; tandis que Rome, maîtresse des Nations, ne subsista jamais que d'un secours précaire & forcé. Elle avoit établi des Loix pour

(a) Sic vos non vobis fertis Aratra Boves. *Virg.*

les bleds ; & au sein de la liberté & de la licence , elle ignoroit , que le commerce seul peut remplir tous nos besoins.

Cette idée de liberté , que l'on prétend plus active dans les Républiques qu'ailleurs , peut avoir les mêmes influences dans les Monarchies. Alexandrie ne fut pas moins florissante sous les Séleucides , que Tyr sous le Gouvernement Républicain. Rome au contraire , qui ne connut jamais les avantages du commerce , fut toujours exposée aux malheurs des disettes , & agitée par la crainte de manquer de pain.

Si de nos jours , ainsi que dans les tems les plus reculés , la liberté du commerce s'est plutôt fixée dans l'Etat Républicain ; cet avantage dépend moins de la constitution particulière de ce Gouvernement , que de la nécessi-

sité; & de la qualité d'un sol peu favorable pour les productions, mais facile pour les débouchés. Il a été nécessaire que les Républiques, peu ambitieuses dans leur origine, & situées dans des terrains peu féconds, s'appliquassent plus particulièrement aux moyens de suppléer par le travail & l'industrie, à tout ce qui pouvoit leur manquer. Ainsi la nature leur a indiqué plutôt qu'aux autres peuples, les routes d'un commerce indispensable & fructueux; & la nécessité, maîtresse de tous les arts utiles, leur a enseigné, qu'elles ne pouvoient le soutenir, que par la liberté. Réflexion souvent tardive dans une Monarchie opulente, plus volontiers occupée de la splendeur de l'Etat, que des effets d'un commerce étudié, dont elle semble pouvoir se passer.

Mais la liberté du commerce s'allie sans peine à toute sorte de Gouvernement. Elle marchera même d'un pas plus prompt & plus assuré, par-tout où elle trouvera une autorité & une obéissance plus décidées. Naples & Livourne seront aussi florissantes que Génés & Vénise ; & tous les peuples seront aussi commerçans, & ne seront point exposés à manquer des denrées les plus nécessaires, quand ils adopteront les mêmes principes. Les mouvements & les vues de tous les hommes sont les mêmes, par rapport à l'intérêt, quand ils ne sont point gênés.

La Nation, qui la première inventa les prohibitions, rendit un mauvais service au genre-humain ; (a) & la liberté, attachée

(a) Les Athéniens défendoient la

à la pluralité des suffrages, ne préserve pas toujours de l'erreur, un Gouvernement où les délibérations sont les plus débattues; (a) parce que la multiplicité des sentimens ne réunit pas toujours la plus grande quantité de bon sens. La République Romaine ne se conduisait pas plus sagement par les Comices, que

sortie des figues. Ils ne vouloient pas apparemment, que d'autres peuples mangeassent d'aussi bons fruits.

(a) Lorsque l'Angleterre défendit les vins de France, elle se priva de la moitié de son commerce de draps & étoffes de laine. Elle aimait mieux payer bien cher de mauvais vins de Portugal, que de boire à meilleur marché de bon vin de France; ce que quelques Ecritvains Anglois ont déjà observé. C'est cependant une délibération de la Nation entière. Un peuple heureux ne croit jamais se tromper.

que par l'autorité du Sénat:

L'esprit d'examen & de discussion, la raison, la pénétration, les connaissances, brillent dans les Conseils des Rois, comme dans les Assemblées Nationales. Les motifs de décision y sont balancés aussi sagement; quoique moins publiquement, quand le sujet des délibérations est bien connu, bien exposé: & si l'expérience d'un commerce raisonné n'y a pas toujours porté la lumiere la plus éclatante, nous pouvons cependant nous féliciter des progrès de notre industrie dans tous les genres. Nous les devons à des Ministres & à un Conseil éclairés; & nous avons peut-être peu de pas à faire, dans la carriere d'un commerce plus utile & plus étendu. Un nouveau jour se leve, les rayons paroissent; on s'éclaire, on s'inf-

truit : nos Magistrats aiment & cherchent le bien public ; & notre auguste Monarque ne demande qu'à répandre la lumiere & ses bienfaits sur un peuple qu'il chérit.

Nous convenons d'un grand principe, c'est que la liberté est l'ame du commerce ; cependant nous croyons devoir la borner quelquefois, & sur-tout pour le commerce des bleds, que nous rétrécissons le plus qu'il est possible. Nous ne voyons pas que ce même commerce enrichit nos voisins ; & que la liberté, non-seulement approvisionne les territoires les plus ingrats, mais les met en état de fournir des grains aux Nations qui en recueillent. Regardons en effet autour de nous, nous verrons partout régner la liberté des grains ; excepté peut-être en Espagne &

40 *Essai sur la Police*
en France. C'est cette liberté ;
qui alimente de grains étrangers
la Provence, Génes & les Côtes
d'Italie. C'est elle, qui les porte
dans les stériles montagnes de
la Suisse. C'est elle, qui s'oppo-
sant aux barrières que semblent
former tant de Souverains, les
répand également dans toute la
Germanie. C'est elle qui les en-
tasse à Dantsick, à Stetin, à Ham-
bourg, & qui les entretient dans
les humides Contrées de la Hol-
lande. C'est elle, qui défriche
l'Angleterre, & change ses ter-
res incultes en fertiles guérets.
C'est le manque de liberté, qui
desseche l'Espagne, & qui amai-
grit quelquefois la France. Quand
jouirons-nous de cette liberté
bienfaisante, pour donner un
nouvel aiguillon à notre culture,
une valeur plus réelle à nos ter-
res, & une émulation à nos Ci-

générale des Grains: 41
toyens, qui les engage à devenir
eux-mêmes les pourvoyeurs de
leurs besoins?

M A R C H A N D S:

CHAQUE profession devient
plus ou moins utile & honnête,
à proportion de la faveur ou du
mépris qui se répand sur elle.
Celles qui n'ont pas besoin de
distinctions pour être recher-
chées, s'élevent d'elles-mêmes
par l'espoir du gain, pourvû que
la Loi les mette en sûreté, & ne
les rende point odieuses. C'est
elle, qui dirige les sentimens &
les occupations des sujets.

Nos Loix alimentaires parlent
de Marchands de grains de pro-
fession, & ne cessent d'inveâtiver
contre ceux qui font des amas

42 *Essai sur la Police*
de bleus. Elles ont entrevu, que
ceux qu'elles nomment Mar-
chands, pouvoient être utiles ;
mais elles ont craint que tous les
Marchands ne le fussent pas éga-
lement. Elles ont pensé, que les
uns faisoient un commerce ou-
vert, & les autres un commerce
clandestin & nuisible. Elles ont
tâché d'établir des distinctions
entre tous ceux qui pouvoient
se mêler de la marchandise de
grains. Foible menace, que le
préjugé & la crainte (a) peuvent
seuls entrevoir : car tous ceux
qui achetent & qui vendent des
grains, paroissent agir dans les
mêmes vues ; & il est bien diffi-
cile d'apercevoir des différen-

(a) Metus in deteriora semper in-
clinatus interpres est. *Tit. Liv. l. 27.*
sec. 44.

ces entre le Marchand de grain de profession, le Marchand de grains par hazard, en gros ou en détail; le Regratier, le Commissionnaire, l'Avare, l'Usurier & le Monopoleur. Tous se conduisent par les mêmes principes; ils ont tous envie de gagner, & ne veulent pas perdre. Rendez-leur à tous la liberté du commerce, & ils feront tous Marchands de grains. Pour suivre ceux que la Loi indique par un nom odieux; c'est les obliger de se cacher, dans un tems où ils seroient le plus nécessaires.

S'il est de l'intérêt public d'avoir des magasins de blé, il n'est pas moins essentiel d'avoir des gens versés dans ce commerce; l'un ne peut exister sans l'autre; & quand nous verrons naître des Marchands, nous verrons des magasins se former d'eux-mêmes,

44 *Essai sur la Police*

C'est de la liberté seule du commerce, que l'on peut attendre ces avantages si désirables. Elle suffit à nos voisins, pour les préserver de la disette : pourquoi n'auroit-elle pas en France les mêmes effets? Sommes-nous plus avares, plus usuriers qu'eux? L'intérêt regne également chez toutes les Nations : mais nous avons un préjugé plus que les autres; une Police différente, & des Règlemens particuliers pour les bleds, que nous aurions honte d'adopter pour tout autre commerce, parce que nous pensons que cette denrée n'en doit point être un objet : comme si le commerce le plus nécessaire devoit être traité avec plus de rigueur que les autres. Tout le monde convient cependant, que la liberté est l'âme & le soutien du commerce, & que la concur-

rence est le seul moyen d'établir le prix de toute marchandise au taux le plus avantageux au public.

En conséquence de ces principes, si les Réglements exigent quelques formalités des Marchands de toute espece; c'est moins pour l'utilité du commerce, ou du public, que pour faire aux charges des Communautés. Mais l'Etat n'entreprend point de régler le trafic particulier; il ne donne exclusion à personne; il ne défend point à un Négociant ce qu'il permet à un autre; il ne limite point le tems des achats & des ventes; il n'empêche point le transport des marchandises de Ville à Ville, ni de Province à Province; il ne le permet pas exclusivement à quelques Particuliers. C'est la liberté, qui apporte l'abondance, en faisant circuler les denrées & les

46 *Essai sur la Police*
marchandises; & c'est la concurrence, qui maintient le prix de toutes choses dans un juste équilibre.

Personne ne taxe les Marchands d'avarice, d'usure, & de gains illicites. On fait qu'ils doivent gagner, & qu'ils ne peuvent se conduire que par des motifs d'intérêt. Pourquoi penser différemment du commerce des grains? Pourquoi suivre d'autres principes? Si l'on veut regarder d'un autre œil le commerce des grains, ce ne doit être que pour le favoriser, le soulager, l'encourager plus qu'aucun autre. Nous avons senti de tout tems, qu'il ne pouvoit porter aucun droit; (a) quand senti-

(a) En 1382. sous Charles VI. Il fut mis un droit d'Ayde sur le pain; excepté Paris, & quelques Villes, où

rons-nous qu'il ne peut suppor-
ter aucunes entraves ?

Si le commerce des bleds étoit toujours libre ; s'il étoit permis à tout le monde d'en acheter sans aucune formalité ; s'il ne falloit pas de permission particulière ; pour les faire passer d'une Province à l'autre ; si l'on pouvoit même les exporter dans le tems d'une abondance superflue , sans attendre l'autorité du Ministere ; s'il n'y avoit jamais de défenses d'en faire sortir , que lorsqu'ils monteroient à un prix à charge au public ; il n'est pas douteux qu'il se formeroit dans le Royaume des magasins , qui ne coute-
roient rien à l'Etat. On s'adon-

les Boulangers payoient le droit sur la farine. *Tom. 7. des Ordonn. pag. 746. & 748.*

48 *Essai sur la Police*
meroit à ce négoce, sans crainte
& sans méfiance, parce que la
Loi les protégeroit, & qu'il se-
roit aisément de se livrer à cette pro-
fession, qui ne demande que des
fonds & de l'attention.

« Mais ces Marchands, dira-
» t-on, seront plus nuisibles qu'u-
» tiles : ils achèteront tous les
» grains ; & lorsqu'ils en seront
» les maîtres, ils agiront de con-
» cert, pour les renchérir & les
» survendre. Il vaut mieux que
» les bleds restent chez les La-
» boureurs, pour les trouver au
» besoin ; & c'est dans cette vûe,
» que nos Ordonnances ont été
» faites. »

1°. Dans ces années heureu-
ses où les saisons favorisent nos
travaux, tout cultivateur ne se
trouve point en état de garder
toute sa récolte. Il n'en faut que
deux ou trois bonnes au plus ai-
sés,

ses, pour les faire gémir sous le poids de l'abondance. Alors ils dissipent, ou laissent gâter un bien qui leur est à charge; & si des gens plus riches ne les débarrassent de leur superflu, une partie des terres reste en friche, ou est mal cultivée. Plus il y aura de Marchands, plus les Laboureurs trouveront de prompts secours.

20. Les Marchands n'empêcheront pas que les Laboureurs ne gardent chez eux, suivant leurs moyens, toute la quantité de grains qu'ils ne feront pas pressés de vendre. Ainsi, en cas de besoin, on trouvera dans les fermes tout le grain qu'il est possible d'y conserver; & chez les Marchands, tout celui qui courroît risque de se perdre chez le cultivateur. C'est le moyen de mettre en sûreté l'abondance,

50. *Essai sur la Police*
& d'empêcher qu'elle ne soit
préjudiciable.

3°. Nous avons ci-devant parlé des inconveniens qui résulteroient d'une entreprise générale, & des dépenses énormes, dans lesquelles l'Etat s'engageroit, s'il vouloit déposer les grains superflus dans des greniers publics. Le peu d'économie, la régie mal entendue ou infidelle, la gêne sur ce commerce, établiront toujours des bleus à un prix trop haut, pour que le public n'ait pas lieu de s'en plaindre. Il n'y a que ceux qui ont un intérêt personnel à la conservation des grains, qui puissent les bien gouverner, & en tirer le meilleur parti. Un Commis, un Régisseur, n'y veillent point avec la même attention. L'œil du maître est un argus.

4°. Les Marchands ne ren-

générale des Grains. 51
cheriront point les grains par un concert frauduleux , comme on l'imagine. Cela peut arriver seulement , quand un petit nombre de gens se sont emparés de la marchandise : mais quand les Ordonnances ne mettront plus d'obstacles à un plus grand nombre de Marchands , ils se multiplieront ; & leurs intérêts seront si différens , & si divisés , que l'activité , la jalousie , l'amour du gain , la crainte de perdre , régleront seuls leurs démarches ; ainsi qu'il arrive dans tous les commerces que l'Etat autorise & protège. :

5°. Cette méthode de laisser agir l'émulation & la concurrence , a par-tout de bons effets. Pourquoi douter de son efficacité sur le bled , qui est la denrée la plus nécessaire , & qui doit être la plus circulante ? Faut-il

en retarder la marche, & que les Loix s'obstinent à la rendre immobile, quand elle devroit voler, pour ainsi dire, au devant des peuples? C'est cette activité, qui engagera les Marchands à en faire passer promptement où ils feront chers, & à ne les tirer que du canton où ils feront à vil prix. Double avantage, qui soulage celui qui a faim, & celui qu'accable l'abondance. C'est du Marchand libre, qu'on doit l'attendre; & non du cultivateur, qui ne peut s'occuper de ce soin; & qu'il est d'ailleurs important de ne point détourner de son travail journalier.

6°. Si les Marchands font renchérir les bleus dans quelques Provinces, ils les feront diminuer dans d'autres; & previendront l'avilissement de leurs prix, aussi préjudiciable à l'Etat & au

peuple, que la plus mauvaise récolte.

Enfin si ces Marchands profitent de l'abondance de nos récoltes, en les faisant passer à propos à l'étranger, ils enrichiront le Royaume; & ils sauront aussi dans les tems de calamité en faire entrer par les voies les plus sûres, & les moins couteuses, parce qu'ils feront plus au fait de ce commerce.

La rigueur de la Loi nous prive de tous ces avantages. Nous n'avons ni Marchands, ni magasins. Ce sont les étrangers qui achètent nos grains, quand ils sont à vil prix; ce sont les étrangers qui nous les revendent, quand ils sont chers. C'est ce qui nous est souvent arrivé; & ce que nous pourrions éviter, si loin de restreindre le commerce des grains aux Marchands de

54 *Essai sur la Police*
profession seulement, nous le
permettions à tout le monde in-
distinctement, Laboureurs, Gen-
tillshommes, Financiers & au-
tres. Il importe au bien public
d'avoir des Marchands riches,
en état de faire des magasins,
de répandre l'argent chez le cul-
tivateur, & de soutenir les frais
de garde. Ce n'est pas des petits
Marchands ordinaires, que l'on
doit attendre de grands secours;
mais de ceux qui peuvent faire
de grosses avances. Il en faut de
toute espece, pour entretenir la
concurrence. Nos Loix nous
obligent à penser différemment.
Il seroit cependant à souhaiter
pour le bien public, qu'il se for-
mât plusieurs magasins de bled
dans l'Etat; afin de trouver au
besoin ces amas, que la Police
a toujours cherchés inutilement.
Nous n'en manquerions point;

& plusieurs personnes s'appliqueroient à conserver les grains, s'il étoit aussi honnête d'employer son argent à cette marchandise, qu'à toute autre; & elle auroit bientôt la préférence, s'il ne falloit ni formalités, ni frais de réception. Eh! quelle profession plus utile, que celle qui pourvoit aux besoins & à l'aliment des peuples? Nous craignons que nos sujets ne s'enrichissent du commerce de nos productions; nous regardons ces profits comme illicites; & nous n'appréhendons pas de payer à l'étranger les frais de garde, de transport, & l'intérêt usuraire de ses avances: ainsi nous ne savons ni nous parer de la disette, ni profiter de l'abondance.

ABONDANCE.

Lorsque nos fertiles campagnes étaient la richesse de nos moissons, & qu'une saison favorable annonce la joie & l'abondance; nous pourrions nous féliciter de ces heureux présens, si nous savions les mettre à profit. Souvent le Laboureur en gémit en secret: il prévoit qu'il va languir au milieu des biens qu'il recueille; & qu'ils ne satisferont point à ses besoins, s'il n'en a un débit avantageux. Le bas prix des marchés voisins l'allarme: il n'a pas le moyen de mettre ses denrées en réserve; & la vente ne lui fournit pas de quoi se dédommager des frais de sa culture, payer sa ferme, ses im-

pôts, & faire l'avance d'une nouvelle récolte. Il se degoûte alors d'une profession pénible qui le ruine. Il cesse de cultiver, ou il cultive mal. C'est à quoi se trouve souvent réduit le petit Laboureur, dont le travail est quelquefois plus heureux que celui du plus riche, parce qu'il est mieux suivi.

Le cultivateur plus aisé soutient quelque tems cette abondance ; mais il souhaite des récoltes moins fécondes ; & si la terre lui prodigue ses bienfaits pendant plusieurs années, il cesse de regarder comme précieux un bien qui ne répond plus à ses espérances. Il prodigue ses grains aux engrais ; il les laisse gâter, parce qu'il ne peut plus faire les frais de leur entretien. Il dénature quelquefois ses terres ; il ne donne ses soins qu'aux meilleu-

58 *Essai sur la Police*
res, & néglige les autres. C'est
ainsi que les cultivateurs sont
souvent accablés sous le poids
de l'abondance même, fau-
te de pouvoir se débarrasser
d'un superflu nuisible. Qu'il se-
roit heureux alors pour eux, &
pour l'Etat, de trouver dans des
Marchands habituels les ressour-
ces que ne présentent plus les
marchés voisins! La disette ne
marcheroit plus après la fécon-
dité, & la cherté ne suivroit pas
le bas prix des grains.

Quand même l'Histoire ne
nous apprendroit pas, que les
plus grandes chertés ne sont ve-
nues qu'après les années les plus
abondantes; la réflexion seule
nous en feroit sentir la raison.
On ne pourvoit point à la con-
servation des grains; la Loi s'op-
pose aux amas de bleus, & les
condamne: de-là il arrive néces-

fairement, qu'il y a moins de terres ensemencées après une bonne récolte, qu'après une mauvaise. (a) Celle-ci anime le cultivateur, l'autre le décourage. L'abondance avilit les grains; c'est le précurseur ordinaire de la disette.

Ainsi pensoit le Conseil en 1709. On lit dans la Déclaration de Louis XIV. du 27. Avril de cette même année, qu'une longue suite de récoltes abondantes avoit fait descendre les bleds à un si bas prix, que les Laboureurs se plaignoient de la trop grande quantité de grains, dont ils étoient embarrassés. C'est ainsi qu'une cherté excessive succede

(a) *Nemo enim fanus debet velle impensam ac sumptum facere in culturam, si videt non posse refici.* *Varro de Re Rusti. L. 1. c. 2. sect. 8.*

60 *Essai sur la Police*
en un moment à une abondance
onéreuse, par le relâchement du
cultivateur.

Comme il n'est que trop ordinaire de trouver des personnes qui doutent que le Laboureur se néglige dans l'abondance, l'on a peine à imaginer qu'elle puisse être nuisible, & que le bas prix des grains soit un mal réel. Examinons une ferme à vingt lieues autour de Paris.

M. Duhamel a calculé, (a) qu'une ferme de trois cens arpents, cultivée à l'ordinaire, produit communément 500 septiers de bled, & autant d'avoine; & qu'elle coute pour les labours,

(a) Chap. 21. de la Culture des terres. Il seroit aisé de faire un autre calcul des dépenses de la même ferme, qui confirmeroit cette supposition par un plus grand détail.

femailles, & frais de moisson, 5000 livres. Si le septier se vend 12 livres, le Fermier tirera 6000 livres de ses bleds, & de son avoine 2000 livres; parce que la mesure de l'avoine est double, & se vend un tiers moins que le froment. Ainsi il ne reste au Fermier, que 3000 liv. pour payer ses impôts, fermages, & frais domestiques; ce qui n'est pas suffisant. Il faut donc nécessairement, qu'un Laboureur peu opulent épargne sur la culture suivante, dont il peut à peine faire les avances, quoiqu'il ait vendu tous ses grains; ce qui le réduit à ne donner que de foibles labours, ou à laisser les terres trop fortes, qui demandent de forts attelages.

Si le blé tombe encore à plus bas prix que nous l'avons supposé, ce qui arrive dans une suite

62 *Essai sur la Police*
de bonnes récoltes ; le Fermier
est encore obligé de diminuer
son domestique & ses attelages :
il a plus de profit à engranger des
volailles avec son bled, qu'à sou-
tenir le même train de charue.
Ainsi il en met bas une partie ,
& ses terres produisent moins.
Si cela arrive dans plusieurs Pro-
vinces à la fois , il n'est pas diffi-
cile d'imaginer comment l'abon-
dance engendre la disette par le
bas prix des grains ; & pourquoi
l'on en trouve moins après plu-
sieurs bonnes années. *In opem me
copia fecit.*



DISSETTE.

On ne sauroit donner trop de louanges à l'attention & à la bonté du Gouvernement. Il veille sans cesse à la conservation des sujets. On le voit sur les premières apparences de cherté, prendre toutes sortes de précautions, pour assurer la subsistance des Provinces qui manquent, & surtout de la Capitale. Il fait souvent venir du dehors à grands frais, ce que la moisson semble nous avoir refusé dans des années peu favorables. C'est effectivement le seul remede à une vraie disette. Mais ces soins empressés du Ministere font souvent penser, que le mal est plus grand qu'il ne l'est en effet. La méfiance

64 *Essai sur la Police*
l'augmente, & ces attentions ne
sont pas toujours couronnées
d'un heureux succès.

Toute opération publique sur
les bleds est délicate, dispen-
dieuse, souvent même dange-
reuse. Le peuple confirmé dans
ses préjugés par les motifs & les
formalités des Ordonnances, ne
voit point tranquillement un
transport de grains fait avec ap-
pareil. Il est vrai que dans les
tems de guerre, les convois l'é-
tonnent moins; il en sent le mo-
tif: mais en tems de paix, ils l'ef-
frayent toujours. Il se plaint, ou
que l'on épouse la Province par
de mauvaises manœuvres; ou
que les bleds étrangers sont trop
chers, & de mauvaise qualité.

Il n'est pas possible en effet,
qu'il ne se rencontre bien des in-
convénients dans les achats pour
le compte de l'Etat. Quand mê-

me ils seroient faits avec toute la fidélité imaginable, on ne peut y apporter la même économie & le même soin que des Négocians, qui n'auroient en vûe que leur intérêt personnel ; d'où il s'ensuit un surtaux indispensable, qui est payé par le prince, ou par le peuple. D'ailleurs, lorsque le bruit se répand que l'Etat a acheté des grains, aucun Commerçant ne se hasarde d'en faire venir ; il craint avec raison de n'y pas trouver son compte. Il tourne ailleurs ses fonds ; & le public est privé du bénéfice de la concurrence, qui seul pourroit établir le prix le moins onéreux. Dans ces occurrences, où tout se passe avec précipitation, & même avec crainte, l'Etat ne peut savoir quelles doivent être les bornes de ses achats. S'il en fait trop peu, son objet n'est point rem-

Essai sur la Police
 pli; & dans l'intervalle d'un achat
 à l'autre, on court risque de sen-
 tir toute l'horreur de la disette.
 S'il en fait trop, les bleds se gâ-
 tent, excitent des murmures, &
 tombent en pure perte pour l'E-
 tat. (a)

Si le Ministere dans ces occa-
 sions laissoit agir le commerce,
 & que l'on fût assuré que l'on
 peut s'y livrer sans risques & sans
 formalités; les importations de
 bled se succéderoient à propor-
 tion des besoins. Cherté foison-
 ne, dit le Proverbe; & c'est dou-
 ter de l'avidité des hommes pour
 le gain, que de craindre qu'ils
 ne conduisent pas la denrée par-
 tout où ils la vendront avanta-

(a) Voyez le tom. 2. du Traité de
 la Police. Dépôt du Louvre, où une
 partie des bleds se trouva gâtée.

geusement. Il est bon de porter promptement des grains à ceux qui ont faim ; ils les achetent sans marchander. (a) La concurrence , ce principe le plus actif & le plus étendu du commerce , fera baisser le prix insensiblement ; & le bled ne cessera d'aborder dans un canton , que quand il n'offrira

(a) Cassiodore , Ministre de Téodoric Roi d'Italie , rapporte , qu'y ayant en France une disette l'an 524 ; ce Prince donna ses ordres , pour y envoyer des bleus promptement , parce qu'ils y seroient vendus très cher. Et il ajoute , qu'il est bon de mener du grain à ceux qui ont faim , parce qu'ils l'achetent sans marchander ; au lieu que ceux qui sont rassasiés , chicanent sur le prix.

Ad saturatos cum mercibus ire certamen est. Suo autem pretium poscit arbitrio qui victualia potest ferre jejunis. *Cass. Variarum , L.4. Ep. 5.*

plus de bénéfice au Commerçant; & ce tems sera le terme de l'abondance, plus sûrement & plus promptement ramenée par l'appas du gain, que par les opérations forcées du Gouvernement.

L'on a vu plusieurs fois des Magistrats zélés & entendus secourir promptement les Provinces & la Capitale, en se servant de Marchands forains qui arrivent successivement, & sans appareil. La descente de quelques bateaux inconnus dans nos Ports, l'approche de quelques bâtimens étrangers sur nos Côtes, dissipent toute crainte, & font baisser les prix sans effort. Heureux effet de la concurrence & de la liberté, qui contiennent les Marchands dans de justes bornes, plus sûrement que la Loi la plus sévère, & que la Police la mieux

compassée. Elle n'a jamais mieux réussi dans ses opérations sur les grains, qu'en excitant l'émulation, & en donnant toutes les facilités & suretés nécessaires aux Marchands de toute espece, sans s'entremettre dans les achats ni dans les ventes. Il y a eu de tout tems une espece d'antipathie, entre les Marchands habituels & les forains. La rivalité les divise, & empêche un concert frauduleux. Ils cherchent le débit aux dépens les uns des autres ; & cette jalouſie est toujours plus avantageuse au public, que les achats les mieux médités.

Un Commissionnaire zélé, entendu, intégre, se transporte dans le canton où ses ordres & sa bonne volonté le conduisent. Il en ignore les détails. Il achete des grains au prix courant, souvent sans distinction de qualités :

il est rare qu'il ne les fasse bien-tôt renchérir, & qu'il n'excite des murmures, des soulevemens souvent dangereux. Il force les voitures, pour les faire passer promptement où la nécessité le demande. Que s'ensuit-il de cette opération? Que le Commissionnaire n'ayant d'autre but, que de faire une emplette, a pris indistinctement tout ce qui s'est présenté; qu'il a parcouru une Province avec plus de zèle que de réflexion sur les achats, & sur les frais; qu'il a payé le médiocre comme le bon; que sa précipitation a renchéri voitures & grainis; qu'il faut les vendre de même sans distinction, ou que l'Etat y perde; que ces grains sont au prix le plus cher, sans être les meilleurs, ni les mieux conditionnés; le prix & les qualités étant indifférens à celui qui

ne court aucun risque d'y perdre. Et lorsque le Gouvernement procure au peuple affamé une subsistance nécessaire, il murmure, il crie ; parce qu'il n'a pas la liberté de marchander, ni de choisir, & qu'il faut passer par les mains du Pourvoyeur public. (a)

Le Marchand au contraire, guidé par le seul espoir du gain, a intérêt de n'acheter que dans les endroits où la marchandise est la moins chère. Si elle hausse trop dans le pays où il commence ses achats, il va lesachever dans un autre. Il marchande, il choisit, il fait ses transports à propos, & avec la plus grande économie. Il y est même nécessaire, si la con-

(a) Voyez tom. 2. du Traité de la Police sur les disettes, depuis la page 329. jusqu'à 420.

currence s'en mêle, parce que la perte tomberoit entierement sur lui. Ainsi plusieurs Marchands qui se dispersent, operrent plus surement qu'un seul Commissionnaire, à qui son ardeur ou sa mal-adresse ne peuvent faire aucun tort. C'est ainsi que les prix peuvent se mettre de niveau sans aucun effort, & que l'équilibre des grains s'établit de lui-même par des acheteurs épars, que le seul appas du bénéfice fait concourir au bien général. La liberté bien établie, & l'habitude des Marchands encouragée, diminueront plus promptement & plus surement la misere & la cherté dans les tems les plus difficiles.

Il n'est que trop ordinaire dans ces tems malheureux, d'entendre crier contre les usuriers qui cachent les grains, & qui les renchérissent:

enchérissent : mais où sont-ils ces ennemis du bien public ? Peut-on faire un magasin, ou si l'on veut un amas de bleus, sans que tout le canton en soit informé ? Le peuple n'a-t-il pas intérêt de les découvrir, & de les indiquer ? Ne fait-on pas en tout tems, dans quelle grange, dans quel grenier, on peut trouver des grains ? Et si la Loi n'intimide pas le Propriétaire ; si le commerce en étoit libre, & regardé comme licite ; quelle raison auroit-on de les cacher ?

Mais une preuve qu'il y a peu de prévaricateurs ; c'est-à-dire, qu'il n'y a point de Marchands ou de conservateurs de grains ; & que le monopole est une terreur panique : c'est que la Marre, cet exact Compilateur de la Police, ce rigide observateur des Règlemens, qui ne cesse de dé-

74 *Essai sur la Police*
clamer contre les usuriers, & de
louer la sévérité des Ordonna-
nces, ne rapporte cependant que
très-peu de condamnations con-
tre les contrevenans dans les di-
fettes de 1662, 1693, 1699 &
1709. Il détaille cependant tou-
tes les perquisitions de grains,
faites dans ces années malheu-
reuses (a)

Il fut commis lui-même en
1699 & 1709, pour visiter les
cantons qui pouvoient fournir à
la Capitale; & il ne trouva en
1699, que trois prétenus usu-
rières, suivant les procès-verbaux
qu'il rapporte. Malgré son zèle
& son exactitude, il ne fit pas
saisir vingt-cinq muids de bled.

(a) Tom. 2. de la Police, depuis
la pag. 339. jusqu'à 421. & dans le
Supplément à la fin du même Tome. -

Cette quantité pouvoit-elle causer la cherté ou la disette ?

Il détaille aussi toutes les précautions qu'il prit en 1709, pour faire conduire à Paris des bleus de la Champagne, de la Lorraine, & de l'Alsace même; & l'on voit, que les mesures qu'il prit avec les Marchands, furent plus salutaires que la rigueur des Ordonnances. Leur émulation fit descendre à Paris les bleus nécessaires; & quand ils furent certains des payemens, ils amenerent ceux que la méfiance avoit fait resserrer. La Loi est donc vicieuse ou inutile, si toutes les précautions que l'on prend pour son exécution, ne procurent pas les secours qu'elle fait espérer; ou si la malice des hommes trouve le moyen de l'échapper. On ose même avancer, qu'elle est nuisible, & contraire

à l'abondance des denrées, qui n'est jamais mieux entretenue que par la liberté. Plusieurs choses ne vont bien, que parce qu'elles ont échappé à la vigilance des Loix. Celles qui touchent aux besoins, ne sauroient être trop simples. Elles ne doivent s'empresser qu'à lever les obstacles, & entretenir la concurrence. C'est elle, qui soutient l'abondance, & qui previent les trop grandes chertés; & c'est le moyen le plus sûr de mettre plus d'égalité dans le sort des différentes Provinces & des mêmes sujets. Le concours de plusieurs Marchands, la liberté & la sûreté du commerce, sont donc, après la culture, le meilleur remède contre les disettes.

PERMISSIONS.

LE plus grand obstacle que trouve cette liberté si nécessaire & si efficace, est l'usage introduit depuis le commencement de ce siècle, des permissions générales ou particulières, (a) accordées ou refusées, pour le transport des grains. On s'étoit apperçu, que dans les disettes précédentes, les précautions les plus recherchées n'avoient pas eu tout le succès que l'on s'en étoit pro-

(a) On auroit pu supprimer une partie de ce paragraphe, depuis l'Arrêt du 17 Septembre 1754, qui permet le commerce intérieur des grains : mais il est nécessaire de ne point perdre de vue les motifs de cet Arrêt.

78 *Effai sur la Police*

mis : l'on crut prevenir le mal ; en remontant à la source ; & que l'on conserveroit le bled dans les Provinces abondantes, en ne l'en laissant sortir qu'avec permission.

Ce fut sans doute le motif de l'article 7. de la Déclaration du 31 Août 1699, qui s'exprime ainsi. *N'entendons néanmoins assujettir aux permissions ni enregistremens portés par ces Présentes, les Négocians de notre Royaume, & autres, qui voudroient y faire venir des grains étrangers, ni ceux qui voudroient en tems d'abondance en faire sortir, EN VERTU DES PERMISSIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIERES, QUE NOUS EN AURONS DONNÉES.*

Plus on lira cet article, plus on sentira qu'il implique contradiction. Car par la premiere par-

tie, les Négocians & autres ne sont assujettis à aucunes permissions, pour faire venir des grains étrangers ; ni ceux qui voudroient en faire sortir en tems d'abondance. Il semble d'abord, que l'on a liberté entiere pour l'entrée (quand il y a disette apparemment) & pour la sortie, quand il y a abondance : cependant la fin de ce même article jette sur tout le reste une obscurité impénétrable, en ajoutant, *EN VERTU DES PERMISSIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIERES, QUE NOUS EN AURONS DONNÉES.* Faut-il se conformer au commencement ou à la fin de l'article ? Est-ce au Conseil, ou aux Commissaires départis dans les Provinces, qu'il faut s'adresser, pour obtenir ces permissions ? Seront-

30 *Essai sur la Police*
elles accordées ou refusées, pour
l'intérieur, dans les tems de di-
sette ou d'abondance ? C'est ce
que la Loi n'explique point. Elle
parle de permissions générales
ou particulières, & laisse dans
une indécision propre à former
toute sorte de difficultés, en tout
tems, & en toute occurrence :
& les différentes interprétations
dont elle est susceptible, expo-
seront toujours à des inconvé-
niens qui ne permettront jamais
de profiter des circonstances heu-
reuses, ou de secourir à propos
les Provinces qui se trouveront
dans la misere. Toute Loi qui
n'est point précise, est une fausse
lumière, qui ne jette qu'un jour
trompeur. Nos anciennes Or-
donnances n'étoient point équi-
voques.

Les Baillis & Sénéchaux s'é-
toient anciennement arrogés le

générale des Grains. 81
droit (a) de défendre ou de permettre la sortie des grains, & autres denrées, hors de leurs Ressorts; & de n'en accorder la traite qu'à certains Particuliers, à des conditions aussi avantageuses.

(a) Il est fait mention de traitures de grains dans les Capitulaires de Charlemagne. *Tom. 1. col. 424. Edition de Baluse.* Et sous Louis le Débonnaire, année 819. *Ibid. col. 617. & 788.* On n'en trouve plus aucune trace, jusqu'à Charles IV. Et l'Ordonnance de S. Louis donne lieu de croire, qu'un nouveau genre de possession s'étant établi sous le nom de Fiefs, vers la fin de la seconde Race; les Seigneurs devenus Propriétaires des lieux dont ils n'étoient que les Magistrats, soit Militaires, soit Civils, se crurent en droit d'ordonner des grains. Enfin l'autorité Royale raffermie dans la troisième Race, reprit le dessus.

D y

ses pour eux, qu'onéreuses pour le public. S. Louis au retour de la Terre-Sainte, voulant réparer les maux qu'une absence de six années avoit faits à son Royaume, publia une Ordinance au mois de Décembre 1254, pour la réformation des mœurs; par laquelle il prescrivoit entr'autres choses, de ne point défendre le transport du bled, du vin, & autres marchandises, hors d'aucun Territoire, sans un bon conseil non suspect. Il ne défendoit même de porter aux Sarrasins des vivres & autres choses, sans permission, que dans le tems où l'on étoit en guerre avec eux; & il le permettoit en tems de trêve. (a)

(a) *Deffensum etiam bladilis (bled)*
vini, vel metcium aliatum non ex-

Ce saint Roi, dans son Ordonnance rendue en 1256, pour l'utilité du Royaume, renouvela cette même disposition, (a) tant il sentoit la nécessité & l'u-

traendaruī de terrā, sine causā urgente, non faciant; & tunc cum bono & maturo Consilio, nec suspecto..... Arima tamen deferri Sarracenis prohibemus, & tam victualia, quam res alias, omni tempore, quo Christianis guerram habebunt. Inimicis etiam nostris nihil sine licentiā nostrā deferri voluimus, nisi tempore quo treugam (treve) habebimus cum eisdem. Recueil des Ordonnances. Imp. Roy. Tom.

1. pag. 74.

(a) *Ibidem, pag. 81: art. 24.* Nous défendons que nuls de nos Officiatix ne facent deftisés de porter vin, ne bled, ne autres marchandises par notre Royaume, ne hors de notre Royaume, sans cause nécessaire. *Nota.* C'est une ancienne traduction de l'Ordonnance Latine.

§4 *Essai sur la Police
tilité du libre commerce des
bleds & des denrées.*

Charles IV. surnommé le Bel, étoit si persuadé de cette vérité, que son Ordinance du 13 Décembre 1324, dit formellement, que *quiconque voudra par terre & par yauie douce, pourra traire hors du Royaume, toutes fois & quantes que il lui plaira, vivres & marchandises*; *sur ce que pour cause des deffenses de traire & mener bleds, vins hors du Royaume, ils avoient moult grands deffauts, & nécessités de vivres, & de marchandises.* (a)

En 1350, le Roi Jean donna la liberté à tous les Habitans du Royaume, de porter les bleds par terre & par eau, par-tout

(a) *Ibidem, Tom. 2. pag. 148.*

générale des Grains.: 85
où ils voudroient, & en tout
tems. (a)

La récolte fut mauvaise en
1398, & Charles VI. défendit
de faire sortir des bleds du Ro-
yaume, par Ordinance (b) du
14 Août 1398. Mais ayant été
informé que la moisson avoit été
abondante dans le Languedoc,
il ne tarda pas à déclarer par ses
Lettres du 27 Septembre 1398,
(c) que cette défense ne seroit

(a) *Quilibet habitator.... possit*
bladum.... per aquam & terram por-
tare, quocumque voluerit, omni tem-
pose. Tom. 4. des Ordonn. pag. 51.

(b) *Tom. 8. des Ordonn. pag. 292.*

(c) Néantmoins nous a été rap-
porté, que les Sénéchaussées de Tou-
louse & Carcassonne avoient telle &
si grande abondance de bleds, & au-
tres grains, que se notredite Ordon-
nance se tenoit quant ezdites parties,

point exécutée dans cette Province : & dans la crainte que les bleds ne s'y perdissent, que les sujets n'eussent pas de quoi labourer, & que les Habitans ne

il s'ensuivroit tel inconvénient, que les bleds se y perdroient, & ne au-
toient nos subjets qui y habitent, de
quoi pour faire labourer, ne dont
querir & avoir leurs nécessités. Mê-
mement que les deniers qu'ils rece-
voient de la vendition de leurs grains
qu'ils cueillent par chacun an, sont
moult grand partie de leurs chevances.
Pourquoi toutes ces choses considé-
rées, voulons, s'il est ainsi, que notre
Ordonnance dessus dite n'aye mi lieu
esdites mettes (*bornes*) de votredite
Sénéchaussée; mais que chacun puisse
vendre de ses grains à son plaisir, en la
maniere accoutumée patavant notre-
dite Ordonnance. Lettres adressées au
Sénéchal de Beaucaire, *Tom. 8. des
Ordonn. pag. 296.*

souffrissent quelque dommage ; faute de pouvoir vendre leurs denrées ; il leur rendit sur le champ la liberté de porter leurs grains, comme du passé , partout où ils jugeroient à propos.

François I. ayant imposé un droit de sortie sur les grains, par Edit du 8 Mars 1539; & sentant les inconvénients qui en résulteroient, en ce que chacun dans son Département vouloit se mêler de l'exécution de cet Edit, s'explique ainsi dans ses Lettres du 20 Juin de la même année: *Comme despieça (ci - devant) nous eussions voulu & déclaré, que de pays en autre de notre obéissance, il fût & soit loisible à tous respectivement, & indifféremment, vendre, acheter, enlever & transporter leurs bleus...., en & au dedans de notre credit Ro-*

38 *Essai sur la Police*
yaume ; sans que par les Gou-
verneurs , leurs Lieutenans ,
Baillis , Sénéchaux , Gardes de
ponts , ports & passages , & au-
tres personnes quelconques , ils
fussent & soient en ce empêchés ,
travaillés , ni molestes ; ni qu'il
leur fût besoin en avoir ni recou-
vrer d'eux aucunes Lettres de
traitte , permission , ou sauf-con-
duit ; ce que nous avons entendu
avoir été mal observé en aucun
lieux. Et pour ce que notre vou-
loir est , que telle chose qui est
tant utile , nécessaire , & profitab-
le à toute la chose publique de
notre Royaume , soit entretenuë
& gardée par Édit perpétuel &
irrévocable ; & en ce faisant don-
ner ordre que par le transport &
trafics desdits vivres , les pays
soient respectivement subvenus en
leurs nécessités , & en ce user de
la mutuelle communication & ami-

rié que nosdits sujets doivent avoir ensemble, sans occasion de contrariété ou de répugnance en un même corps politique; les Pays & Provinces duquel comme membres vivans & régis sous un chef, doivent subvenir & aider les uns aux autres: sçavoir faisons, que voulant à ce pourvoir en telle forme que l'on n'en puisse douter, ne en ce contrevénir ci-après, avons déclaré.... qu'il est & sera loisible & permis à toutes personnes nos sujets, **DE QUELQUE QUALITÉ QU'ILS SOIENT**, tirer & enlever, mener & ramener, en & au dedans de notre Royaume.... leurs bleus, fromens, seigles..... & autres grains.... & vivres à eux appartenans, à cause de leurs Terres, Seigneuries, Bénéfices, ou **PAR ACHAT ET AUTREMENT....** iceux vendre, revendre, & au-

90 *Essai sur la Police*
trement en user.... tout ainsi que
bon leur semblera, en payant les
droits, sans qu'on les puisse en
empêcher, ne qu'il leur soit be-
soin en avoir ne recouvrer des
Gouverneurs.... aucune *Lettre*
de traite, *CONGÉ*, *NI PER-*
MISSION. *Et si par contrainte*,
d'autorité, *ou autrement*, *pour*
rédimer vexation, *nosdits sujets*
prennent lesdites Lettres de traite,
congé, *permission*, *ou sauf-con-*
duit; *voulons que de cette faute*
ils en soient moultés, *& punis*
d'amendes arbitraires; *& quant*
à ceux qui les auront à ce con-
traints, *le fait par nous connu*,
y sera aussi procédé, *ainsi que*
nous verrons être à faire.

Cet Edit méritoit d'être trans-
crit; il n'a pas besoin de Com-
mentaires. On y voit clairement
les raisons qui établissent solide-
ment la nécessité du commerce

des grains ; & l'on sent avec plaisir les principes de l'humanité se réunir à ceux de la politique, pour concourir au bien de l'Etat.

Le Réglement général fait par Charles IX. pour la Police des grains, le 4 Février 1567, dont nous avons déjà parlé; loin de gêner la circulation intérieure, porte au contraire, que le commerce des grains, & transport d'iceux de Province à Province du Royaume, seront libres *A UN CHACUN*, sans que l'on puisse y donner aucun empêchement, & sans qu'il soit besoin de prendre congé des Officiers, Gouverneurs, ou Capitaines des lieux; lesquels aussi ne pourront empêcher ladite liberté par quelque forme ou façon que ce soit.

Le même Roi, par Edit de Juin 1571, en établissant des re-

92 *Essai sur la Police*
gles pour les traittes de blés
hors du Royaume, déclare for-
mellement, art. IV. qu'il n'en-
tend toutefois empêcher les trans-
ports de blés & grains, qui se
font dedans le Royaume de Pro-
vince en autre.

Henri III. fit un Réglement
général le 21 Novembre 1577,
peu différent de celui de Char-
les IX. son prédécesseur, & eut
attention sur-tout d'y répéter les
mêmes termes que nous avons
ci-devant rapportés, pour le com-
merce intérieur des grains.

On lit dans les Mémoires de
Sully, que le Juge de Saumur
ayant voulu empêcher un trans-
port de grains, il en fut sévére-
ment réprimandé par ce sage Mi-
nistre.

Les Lettres-Patentes du 30
Septembre 1631, qui défendi-
rent sous Louis XIII. la sortie

des bleus hors du Royaume, permirent néanmoins pour le bien des sujets, de les transporter de Province à Province, pour s'en secourir & assister.

Que l'on cherche toutes les Ordonnances de nos Rois, on en verra qui défendent la sortie des grains hors le Royaume, dans des tems de disette scullement; on n'en trouvera pas une qui, loin de gêner la circulation intérieure, ne s'accorde à la faciliter, & à lever les obstacles que l'on y formoit quelquefois dans les Provinces. Ce ne fut que sous Louis XIV. en 1699, que l'on ne s'expliqua pas sur la communication intérieure, & que l'on commença à croire, que les permissions particulières étoient nécessaires dans les Provinces. Les termes de la Déclaration de 1699, sont propres

Toute Loi ambiguë est un labyrinthe, dans lequel la crainte, l'intérêt, le préjugé, nous égarent aisément. Quiconque n'envisagera que le bien particulier ; quiconque ne pourra s'imaginer que le bas prix des grains engendre l'oisiveté, & l'abondance mal gouvernée la disette, croira toujours que c'est un grand bien d'avoir du pain à très-bon marché. C'est ce qu'une bonté aveugle fait penser le plus communément. C'est le cri ordinaire du peuple. (a) Il ne regarde point dans l'avenir ; le présent seul le touche ; le sort d'autrui l'intéresse rarement. Fatal bandeau de l'amour personnel, qui ne

(a) *Pavor pauperum egestas eorum.*
Pro. Salo. Lib. 10. V. 15.

laisse voir qu'autour de soi.

L'on ouvrit cependant les yeux en 1709, tems d'une affreuse calamité; & le Roi ordonna par deux Arrêts consécutifs des 25 Août & 21 Septembre de cette malheureuse année, que tout commerce & transport de grains seroit libre & permis à tout le monde, même des farines & légumes, tant de Ville à Ville, & de marché à marché, que d'une Province à l'autre, dans toute l'étendue du Royaume, *SANS QU'IL FUT NÉCESSAIRE D'EN DONNER AVIS, NI D'OBSERVER AUCUNE DES FORMALITÉS ORDINAIREMENT PRÉSCRITES.* Ces termes sont remarquables, & doivent faire impression. L'on voit que l'intérêt général l'emporta alors sur toutes les considérations particulières. L'on sentit

vivement la nécessité urgente des communications. L'on étoit accablé par une guerre ruineuse, pressé par la famine; & l'on crut ne pouvoir apporter un remède plus efficace à ces maux, que de permettre à tous les Citoyens de partager leurs denrées, & de se prêter les secours mutuels après lesquels ils languissoient. Faudroit-il jamais penser différemment, & peut-on perdre de vue des motifs aussi intéressans? Peut-on les sentir, sans en être vivement touché? Cependant loin de suivre ces exemples, il arrive souvent, que c'est dans les tems les plus critiques, que l'on redouble d'attention, pour empêcher, ou pour suspendre l'exportation intérieure. Elle n'est permise dans certaines Provinces, que lorsque l'on ne doute plus d'une abondance superflue; elle est défendue,

due, si-tôt que l'apparence de cherté se fait sentir. C'est cette retenue, qui produit l'avilissement préjudiciable dans un département, & la cherté nuisible dans l'autre.

Le Royaume est composé de différentes Provinces, qui ne sont point toutes également fécondes. Il n'y a point d'années, qu'elles n'ayent besoin de la communication réciproque de leurs productions. Celle du bled est toujours la plus nécessaire, & doit être la plus prompte : & cependant, par une pratique fatale, c'est celle qui se fait le plus difficilement, le plus lentement, & avec le plus de précautions. Si une Province se trouve affligée par quelque fleau particulier, on ne peut sentir tout d'un coup le poids de sa misere. Elle languit quelque tems ; ses voisins

98 *Essai sur la Police*
ne peuvent lui faire part de leurs richesses, sans un ordre exprès. On délibère dans la Province voisine ; on examine si l'on a du superflu. Enfin l'on permet la sortie des grains, après bien des sollicitations, des dépenses, & des peines. Le mal a déjà fait des progrès dans celle qui souffre de ces retards ; il faut lui porter du secours à quelque prix que ce soit. Le transport s'en fait d'une façon précipitée, & toujours plus couteuse que dans tout autre tems. De sorte que par tous ces frais extraordinaires, le renchérissement devient nécessairement plus fort dans cette Province malheureuse, qu'il ne l'auroit été, si les grains eussent pu y aborder librement, sans retards, & sans formalités.

Voilà le triste effet des per-

missions particulières, auxquelles l'ambiguité des termes de la Déclaration a donné lieu. Mais les Loix générales étant puisées dans la source du bien général, les interpréter autrement, c'est aller contre l'esprit du Législateur; s'arrêter aux termes, c'est ne les pas entendre. (a) La Déclaration de 1699 n'a eu d'autre intention, que de procurer du bien à tous les sujets : c'est s'y

(a) *Scire Leges, non est verba eorum tenere, sed vim ac potestatem. Et si maxime verba Legis hunc habent intellectum, tamen mens Legislatoris aliud vult. Cod. Lib. iii. 14. & 17. de Legibus, & de veteri jure enucleando.*

Omnis juris quæstio, aut verborum proprietate, aut æqui disputatione, aut voluntatis conjecturâ continetur. *Quint. L. 12. cap. 2. pag. 1061. Edit. 1724.*

opposer, que de n'en faire l'application, qu'à une portion du même peuple. Les Arrêts de 1709, ci-devant rapportés, auraient dû nous détricher; & nous apprendre, que si dans un tems de disette, toute communication de Province à Province a été rendue libre, elle est également avantageuse dans toute autre circonstance. C'est le seul moyen de prévenir la trop grande cherté ruineuse dans la Province stérile; & l'avilissement du prix, qui accable le Laboureur dans la Province abondante. L'activité d'un commerce toujours permis & autorisé, portera les grains dans les endroits où ils seront les plus chers, ainsi qu'elle y porte toutes les autres denrées. Les correspondances intéressées des Marchands iront au devant des besoins, & y remé-.

générale des Grains. 101
dieront toujours à propos, lors-
qu'ils pourront le faire avec su-
reté, & sans contrainte.

Le bled est la base de tout
commerce ; c'est la seule mar-
chandise dont tout le monde ait
besoin ; & si la France en pro-
duit assez pour sa subsistance, ne
craignons point d'en manquer
dans quelques cantons. Plus il y
aura de vendeurs, plus l'activité
& l'émulation du Commerçant
le feront passer où il sera néces-
saire, quand on cessera de le re-
garder comme marchandise de
contrebande, que l'on ne peut
transmettre sans permission. Lors-
qu'une crainte & une vigilance
mal entendues n'empêcheront
plus ces biens précieux de se ré-
pandre également sur tous les
sujets ; ils reflueront de proche
en proche, sans que l'on s'en ap-
perçoive, sans murmures, sans

alarmes, sans désordre. N'attendons plus ces tems de calamité comme en 1709, pour ouvrir les yeux sur l'intérêt général du Royaume. Chaque Province n'est point un Etat séparé ; elles sont toutes les membres du même corps, les enfans d'une même famille. Elles ne peuvent subsister, sans se prêter journallement un secours mutuel. La variété de leurs productions, l'abondance & la disette le rendent indispensable. Les Sociétés civiles ne sont fondées que sur nos besoins ; & si celui des alimens est le plus vif, le plus pressé, c'est rompre les liens de la Société ; c'est exciter la dissention, que d'empêcher que la denrée la plus nécessaire à la vie ne se communique le plus facilement.

Les Permissions accordées à

quelques Particuliers , sont des interdictions pour les autres ; elles tournent rarement au profit de la culture ; elles sont la proie du plus adroit. Ce sont des digues que l'on oppose au niveau qui s'établirait de lui-même entre les différentes Provinces. Il semble que la France soit toujours en guerre avec elle-même , par rapport aux blés. Faisons-la cesser , en leur donnant la circulation volontaire que demande l'utilité publique ; & que cette circulation ne soit jamais interrompue , sous quelque prétexte que ce soit.



S O R T I E S.

Chaque Nation a ses opinions particulières ; & si les préjugés les plus contraires à l'humanité ont souvent régi des peuples entiers, faut-il s'étonner, que ceux qui paroissent tendre à leur conservation, soient si difficiles à déraciner ? Il semble qu'il est naturel de penser, que plus on conserve de grains dans un pays, moins on en doit manquer. Cette idée reçue comme principe incontestable, nous aveugle sur les conséquences & sur les effets.

Ce n'est point la garde opiniâtre de nos blés qui nous alimente ; mais leur production successive, & annuelle. Leur conservation est un avantage

réel, mais passager ; leur culture seule est le fonds inépuisable de nos provisions. C'est de ce principe qu'il faut partir, pour ne point s'égarer. Jamais la sévere Police sur les grains ne fit croître un épi ; elle ne fait pas même les conserver. Ne prenons donc plus la forme, pour le fonds. Animer le cultivateur par une juste retribution de ses travaux ; ne point effaroucher le gardien, mais l'entretenir par l'espoir du bénéfice, sont les seuls moyens de ne jamais manquer de grains.

Dans les anciennes Ordonnances, nous appercevons de tems à autre quelques traits de lumiere, qui auroient dû nous conduire à la bonne administration des grains. Ils se sont éteints, & n'ont point percé jusqu'à nous. Il semble au contraire, que plus nous ayons voulu perfectionner

106 *Essai sur la Police*
cette Police , plus nous nous
sommes écartés de la bonne voie.
C'est en vain , que Louis IX.
Charles IV. Jean I. Charles VI.
& François I. dont nous avons
ci-devant rapporté les Réglement
mens , avoient annoncé une en
tiere liberté pour l'intérieur &
pour l'extérieur : la Police plus
circonspecte & plus timide sous
Charles IX. & sous Henri III.
commença à intimider le pu
blic , en voulant introduire plus
de régularité & plus d'appareil.
Il est vrai , que ces Monarques
avoient senti que la vente exté
rieure des grains , *est un des prin
cipaux moyens de faire venir ar
gent des étrangers dans la bourse
des sujets* : (a) mais la Décla

(a) Termes de l'Ordon. de Henri
III. du 27 Novembre 1577.

ration de 1699, qui semble avoir affecté de ne point parler de l'exportation, qui n'avoit encore été oubliée dans aucune Ordonnance, a achevé d'étouffer d'heureux germes, qui auroient dû fructifier sous un regne aussi éclairé. Si elle nous a tant allarmés sur le commerce des grains, essayons de nous assurer par la raison, par l'exemple, & par l'expérience des autres Nations.

La sortie des grains n'est défendue dans aucun Etat de l'Europe, si ce n'est dans des cas extraordinaire. Elle est au contraire facilitée chez les peuples les plus attentifs à leurs intérêts. Il n'y a qu'en France, où, par un excès de précaution, elle soit toujours suspendue; & où les bleus ne puissent avoir un libre essor sans permissions. La crainte de la disette, le désir de l'abon-

108 *Essai sur la Police*
dance, les retiennent dans une inaction infructueuse, & souvent préjudiciable. Nous mettons des barrières aux bienfaits de la Providence; & nos bleus s'accumulent, dépérissent, & nous deviennent à charge. Alors le vil prix des grains, la difficulté des recouvrements, le vuide dans les revenus publics & particuliers; nous avertissent, que nous avons trop long-tems gardé des biens, dont nous n'avons pas su faire usage. C'est sur des indices aussi marqués, & trop long-tems attendus, que l'on se détermine à permettre la sortie. Chacun dans l'instant se félicite, comme un captif délivré des fers. On s'empresse de vendre; on croit ne pouvoir assez tôt se débarrasser de ses grains; on les donne à très-grand marché. La permission est le signal de l'abondance

& du bas prix. L'étranger en profite, pour mésouffrir; & le Propriétaire se croit trop heureux de se délivrer d'une marchandise avilie. Cependant le cultivateur découragé a interrompu ses travaux, ou dénaturé ses terres. Il n'a pas eu le moyen de donner tous les labours nécessaires; il a mal cultivé, ou laissé des portions en friche; il a converti sa culture en denrées, dont la vente est libre, & plus profitable. Ainsi, sans aucun accident physique, il faut s'attendre au moins à une rareté, après quelques riches moissons: & l'expérience s'accorde ici avec le raisonnement. Les disettes sont toujours précédées de quelques années abondantes; & les permissions générales ont toujours eu un mauvais succès. La raison en est évidente; c'est le prix des grains

qui anime, ou qui décourage le cultivateur. S'ils s'avilissent, il a un intérêt sensible à ne plus souhaiter une si bonne récolte; & s'il ne vend point à propos, il ne peut faire les avances d'une nouvelle culture. C'est à proportion de l'espérance des secours présens, que ses travaux augmentent, ou diminuent. S'il a langui dans l'attente de la permission, il a perdu ses forces & ses ressources : le mal a fait des progrès; & cette permission n'est plus qu'un topique hasardé, qui pallie la maladie, sans la guérir. (a)

Il est difficile en effet, qu'en suivant notre Ordonnance, on

(a) *Invitus ea, tanquam vulnera attingo, que nisi tacta, tractataque, sanari non possunt.* *Tit. Liv. L. 28. cap. 25.*

puisse appliquer le remede à propos. Toujours intimidés par une pratique contrainte , & par la Déclaration de 1699 , enfant de la crainte & de la disette ; nous en gardons toutes les impressions.

Si l'on pouvoit savoir exactement le produit de chaque récolte , & ce qui reste des précédentes ; il seroit aisé de prescrire avec certitude , le tems , & les quantités des exportations : mais on n'a fait que des calculs incertains à ce sujet ; & la crainte de manquer ne permet de se déterminer à des sorties générales , qu'après s'être bien assuré par les avis des Provinces , qu'il y a une abondance superflue. Elle n'est même jamais bien constatée , que lorsque le vil prix des grains ne laisse plus lieu d'en douter ; & le cri général en annonce la

nécessité, plutôt que l'Arrêt que l'on attendoit avec impatience. C'est trop tard, que l'on a recours au remede ; la plaie est alors presqu'incurable. Une partie des Laboureurs a négligé sa culture. C'est le prix, & non la quantité, qui regle ses travaux, & qui le détermine à tracer plus ou moins de sillons. C'est l'espoir du gain, qui plante des vignes, ou qui forme des guérets. N'est-il pas naturel, qu'un Propriétaire tourne ses vûes sur la denrée dont la vente est la plus assurée, la plus libre, & la plus avantageuse. Celle des bleds est toujours la plus gênée ; ainsi leur culture doit se dégrader insensiblement, & nous faire courir bien des risques, en attendant qu'elle puisse se rétablir.

Il ne faut point espérer de meilleurs effets des permissions

particulieres accordées à quelques Départemens. Si les quantités ne sont point limitées, elles peuvent épuiser une Province, avant qu'on s'en apperçoive. Un essain d'acheteurs peut se répandre dans l'instant, arrher & enlever tous les bleds; & faire naître la disette au sein de l'abondance: car les Marchands ne peuvent se jettter que dans l'endroit où il leur est permis d'enlever; & ils se hâtent de profiter d'une permission momentanée.

Si les quantités sont fixées, tous les vendeurs s'empresseront d'avoir la préférence pour le débit. De-là le bas prix enlèvera nécessairement au cultivateur le fruit de ses travaux, qu'il auroit pu recueillir, s'il avoit pu se débarrasser à propos de son superflu.

Le même inconvenient se rencontre dans les passeports accordés à des Particuliers. Ils sont même dans le cas du monopole. Le vendeur ne trouvant qu'un seul débouché, l'acheteur devient le maître du prix; & tout le bénéfice tourne à son profit, faute de concurrens. Faut-il s'étonner, qu'ils excitent si souvent des murmures? On ne voit point tranquillement un Privilégié s'enrichir de nos dépouilles. Ainsi toutes nos mesures, de quelque côté qu'on les envisage, ne tendent qu'à affoiblir la culture des grains, & les avantages que nous donne la bonté de notre sol.

Quoique l'on soit persuadé en général, que nos terres sont fertiles, & qu'il y a un profit certain à vendre des grains au dehors; cependant on n'ose éta-

blir la liberté de ce commerce. On hésite dans les tems les plus favorables ; on s'effraye ; & l'on ne raisonne plus, lorsqu'il est question de bleds. Pour rassurer notre timidité, s'il est possible, essayons de donner une idée des productions de nos terres labou-rables.



C A L C U L S.

Monsieur de Vauban, dont les calculs (*a*) ne doivent point être soupçonnés de manquer d'exactitude, a supposé, d'après les meilleurs Géographes, que la France contient 30000 lieues quarrées; chaque lieue 4688 arpens 82 perches & demie; chaque arpent 100 perches quarrées; & la perche 20 piés de long, faisant 400 piés quarrés. C'est la mesure la plus ordinaire pour les terres labourables, les prés & les vignes. Je me servi-

(*a*) Voyez le Projet de Dixme Royale, chap. 7. où l'on trouve une Carte détaillée des différentes mesures, & de l'étendue de chaque Province.

rai de ses estimations, ne sachant pas que l'on en ait fait de plus exactes; & je n'y ajoute pas la Lorraine, qui fait un accroissement de peuple & de productions; (a) afin de remplir les vides, s'il y en a quelques-uns.

Dans le paragraphe 3. du même chapitre, il divise ainsi les 4688 arpens de chaque lieue.

Pour les chemins, les eaux & marais, les hayes, les places & bâtiments.	345 arp.
Les terres vaguës & communes	236
Les bois	600
Les vignes	300
Les prés	500
Et les terres labourables.	2707
	<hr/>
	4688 arp.
	<hr/>
	<hr/>

(a) La Lorraine produit beaucoup plus de blés qu'elle n'en consomme.

Des 2707 arpens de terres labourables, les deux tiers sont ensemencés chaque année; l'autre tiers reste en jachères. Dans les deux parties en valeur, il y a moitié bons bleds, moitié menus grains; ainsi il n'y a chaque année, que 900 arpens employés en fromens.

Il faut 600 septiers pour ensemencer ces 900 arpens; à raison de deux tiers de septier, ou de huit boisseaux par arpent. Chaque qualité de terre, l'une dans l'autre, est estimée rapporter $3 \frac{1}{2}$ pour un, les semences déduites ou remplacées. Ainsi chaque lieue donnera au moins 2100 septiers de bled chaque année. (a) A quoi l'on doit ajou-

(a) Cette estimation est très-foible: car les terrains les moins féconds don-

ter un quart au moins , pour les orges & les seigles provenans des 900 autres arpens semés de menus grains. Par conséquent l'on peut compter , que chaque lieue rend 2625 septiers de grains propres à la nourriture des hommes.

Chaque Habitant de tout sexe , grand ou petit , consomme trois septiers de grains par année ; ainsi chaque lieue peut nourrir 875 personnes. Comme il se perd une quantité de grains par les insectes & les animaux , réduisons ce nombre à 850. Il s'en suivra que la France , qui contient 30000 lieues quarrées , peut nourrir vingt-cinq millions cinq

nent quatre pour un ; & dans plus d'une Province de France , la semence rend 10, 12 & 15.

cens mille Habitans de tout sexe, nombre assurément fort supérieur à celui qu'elle contient présentement.

M. de Vauban a encore supposé, sur les mémoires donnés par MM. les Intendans au commencement de ce siècle, dont il rapporte le détail, qu'il y a dans le Royaume 19,094,146 personnes. Il soupçonne quelques erreurs dans ce dénombrement, & l'on croit communément cette estimation trop forte. Mais il résulte de ce calcul, qui n'est point enflé, que la France produit beaucoup plus de grains qu'elle n'en peut consommer.

Si l'on vouloit se livrer à des supputations possibles, il seroit aisé de démontrer, que notre terrain bien cultivé, peut nourrir un peuple bien plus nombreux. Ce calcul ne sera point inutile,

Inutile, puisqu'il servira à prouver, que la France est susceptible d'un plus grand nombre de productions pour la subsistance d'un très-grand peuple; & l'on cessera de s'étonner, que quelques Contrées de la terre ayent pu nourrir une multitude innombrable d'Habitans, dans des tems plus reculés.:

La France contient 30000 lieues quarrées, ainsi que nous l'avons déjà dit. Laissons-en la moitié pour les chemins, les eaux, les bâtimens, les bois, les prés, les vignes, &c. & supposons, ce qui est très-possible, que l'autre moitié est occupée par la culture des grains de toute espece: ce feront 15000 lieues qui fourniront l'aliment aux hommes & aux animaux. Sur ces 15000 lieues, déduisez un tiers pour laisser reposer les terres; il

restera 10000 lieues en valeur chaque année. De ces 10000, ôtez-en le quart pour lesavoines, & autres grains que mangent les animaux, restera 7500 lieues seulement, qui fourniront des grains pour faire du pain. Je ne fais point mention des viandes, & autres alimens propres à l'homme, qui diminuent cependant considérablement la consommation du pain sur une certaine portion d'hommes ; & j'établirai mon calcul, comme si tous les Habitans ne mangeoient que du pain. Cette supposition convient à la France, où le pain est la nourriture la plus ordinaire.

Chaque lieue quarrée est composée de 4688 arpens. Il faut deux tiers de septier pourensemencer un arpent ; ce qui fait 3125 septiers pour la lieue. Ces

3125 septiers, à raison de cinq pour un, produiront 15625. Sur quoi déduisant 3125 pour la semaille prochaine, reste 12500 septiers pour la consommation. Partant chaque lieue, à 3 septiers par tête, donnera du pain à 4166 personnes; & par conséquent 7500 lieues, qui ne font que le quart du terrain du Royaume, mises en valeur, & cultivées comme à l'ordinaire, pourront aisément nourrir trente & un million deux cens quarante-cinq mille Habitans.

Que l'on ne regarde ce tableau, que comme une esquisse imparfaite. L'idée n'en est ni vague, ni forcée, & nous fait sentir combien ce Royaume peut augmenter en productions & en hommes; combien la culture peut être améliorée; & les obligations que nous avons au céle-

Comme nous n'avons de dé-
nombremens certains d'aucune
espece, nous ignorons le nom-
bre de nos Habitans, & les quan-
tités de terres employées à dif-
férens usages; & nous marchons
toujours à tâtons, n'ayant d'autre
guide que les mesures géo-
graphiques. (a) En attendant
que d'autres flambeaux nous
éclairent, essayons de jettter
quelques traits de lumiere sur
les possibilités actuelles; & sans
donner à nos productions toute
l'extension dont elles sont suf-

(a) Ces mesures seront exactes &
certaines, lorsque nous aurons les
Cartes de France, ausquelles MM. de
Cassini travaillent par ordre de Sa
Majesté. Ouvrage digne de notre Mo-
narque, & de ceux qui l'ont entrepris.

ceptibles, hazardons un calcul sur le produit commun de dix années. On peut aisément se tromper : mais n'hésitons point d'entrer dans ces sentiers obscurs, si nous pouvons frayer le chemin à des calculateurs plus habiles. Une erreur relevée peut faire briller la vérité.

On pense ordinairement que dans dix ans nous avons une très-mauvaise récolte, deux fort médiocres, cinq ordinaires, & deux abondantes. Cette combinaison s'accorde à peu près avec l'expérience. Il en résultera, qu'en calculant suivant l'hypothèse de M. de Vauban, qui est la plus probable ; chaque lieue quarrée produit par année, semences déduites, 2625 septiers de grains propres à faire du pain. Le Royaume contient 30000 lieues, qui rendront 78,750,000 sep-

tiers; ou pour abréger, six millions cinq cens soixante-deux mille cinq cens muids, déduction faite des semences. Sur ce pied, une très-mauvaise année ne produira que, pour

Les semences . . .	0,000,000 muids.
Une mauvaise estimée à $\frac{1}{2}$ seulement	2,187,500
Une médiocre à moitié. . . .	3,281,250
Une à deux tiers . .	4,375,000
Quatre récoltes ordinaires à 6,562, 500 muids . . .	26,250,000
Deux abondantes avec un quart seulement . . .	<u>16,406,250</u>
Total des dix années	<u>52,500,000 muids.</u>

Ce total donne pour l'année commune des dix, 5,250,000

muids de grains. Cette estimation est certainement foible , puisqu'elle est au-dessous de l'année ordinaire , qui , calculée à quatre pour un de produit , monte à 6,562,500 muids. Ainsi l'on ne peut objecter aucun accident , ayant compté sur quatre mauvaises récoltes dans dix , dont une sans aucune production ; ce qui est fort rare. Cependant l'on trouvera dans ce produit dequoi satisfaire à nos besoins , & dequoi vendre à l'étranger. En voici la preuve.

Il n'y a pas d'apparence qu'il y ait en France plus de dix - huit millions d'Habitans ; & ce nombre paroît bien fort. Donnez trois septiers par tête , la consommation annuelle ne montera qu'à 54,000,000, septiers , ou quatre millions cinq cens mille muids ; donc nous avons année

commune , tous accidens déduits , un excédent de 750,000 muids.

On objétera sans doute , que nous n'avons pas cet excédent , puisque nous sommes sujets de tems en tems à quelques chertés ; & que dans quelques années , nous achetons des bleds étrangers.

On peut répondre , 1^o. Que cet excédent de 750,000 muids , ne fait qu'une consommation de deux mois pour le Royaume ; ainsi il est très-probable que ce superflu existe réellement. Et s'il n'existe pas toujours , c'est que le vil prix des grains ôte souvent au Laboureur les moyens de rendre ses terres aussi fécondes qu'elles peuvent l'être ; qu'il dissipe ses grains , quand il en est surchargé ; ce qui fait un vuide certain après une récolte abondante.

2°. Les déchets deviennent naturellement plus forts après une longue garde; & une partie considérable dépérira par les insectes & autres animaux, lorsque nous ne vendons pas nos grains à tems.

3°. Nous achetons peu de grains étrangers en France; & trente mille muids ou environ, qu'on a fait entrer dans le Royaume dans le tems des plus grandes disettes, nous ont préservé de la famine. Nous n'en manquons donc point, & l'on n'en est point redévable à la sévérité des Réglements; mais à la bonté du terrain. Nous ne serions peut-être jamais dans le besoin, si trop de précautions ne nous alarmoit, & si l'on étoit familiarisé avec un commerce libre.

La preuve en est évidente,

F v

130 *Essai sur la Police*
par le calcul d'une année de production, & par la supposition de la révolution de dix années; dans laquelle il s'en trouve une sans autre production que pour les semences, trois mauvaises ou médiocres, quatre très-ordinaires, & deux seulement d'une abondance commune. On voit par le total, que tout le Royaume peut être nourri pendant ces dix années, sans avoir recours à l'étranger; & que cependant il y a un excédent pour chaque année, de 750,000 muids.

On sera bien plus persuadé encore, que nous avons des bleus en suffisance, & même un excédent; si l'on fait attention, que dans les tems difficiles, nous n'avons presque point tiré de grains du dehors.

On voit par l'état d'exportation des grains d'Angleter-

re, (a) que dans les années 1748, 1749 & 1750, elle nous a fourni 42000 muids; ce qui fait 14000 muids par année. On peut dire, que par rapport à la consommation générale, c'est une goutte d'eau dans un étang. Vous verrez par le Traité de la Marre, que dans les disettes de 1662, 1693 & 1699, on n'a acheté au dehors que 30 à 40 mille muids de blé, dont une partie s'est trouvée inutile, a été revendue à bas prix, ou s'est trouvée gâtée dans les dépôts du Louvre, ou du Luxembourg. Lisez le Supplément qui traite de la disette de 1709, & vous trouverez, que sans aucun secours, on

(a) Voyez les Remarques sur les avantages de la France & de l'Angleterre, pag. 82.

alimenta Paris des blés que fournirent les Provinces. Dans cette année, la plus malheureuse que la France ait eue depuis long-tems; il n'y a pas d'apparence, qu'étant en guerre avec toute l'Europe, aucun étranger nous ait secouru de ses grains: on souffrit beaucoup à la vérité; mais le Royaume se soutint vraisemblablement de ses seules productions. Preuve évidente que nous n'avons pas grand besoin de secours étrangers. Que l'on se rappelle ce que nous avons dit plus haut, que dans ces tems infortunés, le Roi permit par deux Arrêts consécutifs, le libre transport des blés & de toutes sortes de denrées dans tout le Royaume: cette liberté fut sans doute le salut des peuples, & fit sortir tout ce que la gêne & la méfiance avoient pu faire ref-

ferrer. La Marre dit lui-même, que les Marchands de Champa-
gne, de Lorraine & d'Alsace, fournirent assez, quand ils fu-
rent assurés des payemens. D'où
l'on peut conclure, que l'on a
moins à craindre de l'usure, que
de la méfiance ; que l'avarice
sera moins effrénée que nous le
pensons, quand on lui opposera
la concurrence ; & qu'une li-
berté entière fera toujours pa-
roître plus de bleus en France,
qu'aucune Ordonnance. C'est la
gêne, qui empêche nos produc-
tions de se développer ; & elle
altérera toujours la vente & la
culture.

Si nous parvenons au contraire
à l'animer, on ne fauroit dis-
convenir, qu'il est très-possible,
que nous vendions tous les ans
au dehors 750,000 muids de
bleu, sans courir aucun risques.

Que l'on réduise cette quantité à 300,000, si l'on veut ; le prix de ces grains, à 120 livres le muid seulement, monte à trente-six millions. (a) Que l'on suppose, qu'il n'en reviendra que les deux tiers au cultivateur, le reste étant pour le Marchand ; ce sont vingt-quatre millions d'augmentation, que nous répandons dans nos campagnes. C'est le meilleur engrais que nous puissions jeter sur nos terres. Il s'étend à l'infini sur toutes les sortes de revenus. Car c'est toujours sur la culture des terres, qu'est fondée notre premie-

(a) Ce prix est bien bas ; mais il fait mieux sentir, que nous pouvons nous enrichir plus aisément que d'autres Nations, par la sortie de nos grains.

générale des Grains. 135
re richesse; c'est elle, qui vivifie toutes les parties de l'Etat.

E X E M P L E S.

IL y a environ 60 ans, qu'un Auteur François (*a*) a tâché de persuader, que plus nous vendrions de grains au dehors, plus nos récoltes seroient assurées.

(*a*) Voyez le Détail de la France imprimé (à Rouen) en 1695 & en 1707, & à Bruxelles en 1712. On y trouve plusieurs traités sur la Finance, & un sur la culture & la Police des grains. Pierre le Pesant Sieur de Bois Guillebert, Avocat Général à Rouen, en est l'Auteur. Il seroit à souhaiter, qu'il y eût plus d'ordre & moins d'ämertume dans ce Livre, qui est plein de bons principes.

Plusieurs Mémoires manuscrits & imprimés, ont avancé la même chose : ils ont fait peu d'impression ; & l'on pense si ordinairement, que cette entreprise est hasardeuse, que peut-être la seule proposition de laisser sortir des bleds peut révolter encore bien des esprits. Les traits de la raison s'émoussent souvent contre le préjugé : mais doit-on cesser de le combattre, quand il s'agit de l'intérêt public ; & doit-on craindre de s'égarer, en marchant sur les traces de plusieurs Magistrats zélés & clairvoyans.

On lit dans le Mémoire de M. Ferrand Intendant de Bourgogne en 1698, « qu'un des plus grands inconveniens auxquels les peuples de la Comté soient sujets, est la non valeur des bleds, qui ne vient que du

» manque de débit , & de con-
« sommation. Les Suisses & les
» Génevois sont les seuls qui
» puissent faire ce commerce ;
» ils ne le font toutefois , qu'a-
» vec permission de la Cour ;
» ce qui engage de toute néces-
» sité les vendeurs & les ache-
» teurs à une contrainte d'autant
» plus préjudiciable , qu'elle n'est
» fondée sur aucune juste rai-
» son. » *Tom. 1. pag. 286. édi-
tion in-folio des Mémoires de
MM. les Intendans , par M. le
comte de Boulainvilliers.*

M. de la Houssaye , Intendant
d'Alsace, écrivoit en 1698 , « que
» le commerce du bled , qui
» étoit autrefois fort grand avec
» la Suisse , étoit réduit à une
» très-petite quantité. Si la paix
» rétablit l'ancienne liberté , ce
» sera certainement un fort grand
» avantage pour la Province ;

» parce que faute de débit & de
» consommation suffisante, les
» grains sont à trop vil prix. »

Ibid. pag. 323.

On trouve dans le Mémoire de M. de la Bourdonnaye Intendant de Rouen en 1697, « qu'il abordoit autrefois à Rouen beaucoup d'étrangers, au grand avantage du commerce : les Villes du Havre & de Honfleur y prenoient part; & surtout à celui des grains, dont le Pays de Caux produit plus qu'il n'en peut consommer.

» Mais tout le commerce sembler se perdre par l'abattement des peuples, qui ne font aucune consommation; & par la non valeur du bled, qui est telle, que le Laboureur n'est pas remboursé de ses frais. »

Ibid. pag. 13. Tom. 2.

« Le commerce des blés du

• Bourbonnois, disoit M. l'In-
» tendant de Moulins en 1698,
» est très-considerable, quand le
» grain a du débit : mais il est
» ordinairement à un si bas prix,
» que le Laboureur ne peut tirer
» les frais de son travail. » *Ibid.*
pag. 238.

Ce sont les sages réflexions
qui précédent la disette de
1699 ; & il n'y a pas lieu de dou-
ter, qu'elles ne soient appuyées
par ceux de nos Magistrats qui
ont régi nos Provinces avec le
plus d'intelligence & d'atten-
tion, & qui ont senti le vice de
notre Police des grains. On l'a
vu développé de nos jours dans
les Mémoires d'un Magistrat
aussi illustre par son nom, que
par ses lumières, qui s'est atta-
ché à démontrer par de solides
raisons, les avantages qui résul-
teroient de la liberté de ce com-
merce.

Ce n'eit pas en France seulement, que l'on en a senti l'utilité; tous les Auteurs Economiques Anglois s'accordent à parler avec une espece de dérision de notre administration sur les grains. Leur exemple sera peut-être plus convaincant que leuis discours.

L'Angleterre avoit souvent éprouvé, comme la France, ces fâcheuses inégalités sur le prix des grains, qui découragent la culture, & font périr quantité de misérables. Elle en entrevit la cause; & commença en 1660 à permettre la sortie des grains, quand la mesure (le quarter) ne vaudroit que 24 schelins. Trois ans après, en 1663, elle n'hésita pas à en permettre l'extrac-
tion, quand la mesure ne passer-
roit pas le prix de 48 schelins;
& elle chargea en même-tems

le bled étranger d'un droit de 5 schelins 4 deniers. En 1670, elle haussa ce droit de 5 sch. jusqu'à 16 schelins. En 1689 enfin, non contens d'avoir poussé la liberté de la sortie jusqu'à 48 schelins, & d'avoir accablé de droits le bled étranger; ils accorderent une gratification de 5 schelins par mesure, payable sur le champ, pour chaque quarter de bled qui seroit embarqué pour le pays étranger, quand la mesure ne vaudroit que 48 schelins.

Cette gradation fait sentir combien les progrès de leur agriculture ont été rapides, & les bons effets d'une Police si bien raisonnée. Ils n'ont d'abord permis la sortie, que quand leur bled a été à un très-bas prix, de 24 schelins; ils osèrent trois ans après doubler l'effet de cette permission, en ne défendant la for-

tie, que quand le bled monteroit au-dessus de 48 schelins, prix double du premier. Plus hardis encore, ils chassent de chez eux le bled étranger, en lui imposant un droit de 16 schelins, qui est le tiers de son prix commun. Et ce qui doit paroître plus extraordinaire, ils donnent de l'argent à leurs Marchands; ils leur payent 5 schelins par mesure, pour aller débiter les bleus de leur crû dans les marchés étrangers.

Depuis l'an 1689, qu'ils ont adopté cette méthode, on n'a point vu l'Angleterre affligée d'aucune disette, ni d'aucune cherté marquée. Il est prouvé au contraire, que les grains, avant cette époque, étoient plus chers en Angleterre, que depuis qu'ils ont éloigné le bled étranger, & poussé le leur au dehors.

Le prix commun du bled, pendant quarante-trois années antérieures à 1689, étoit de 2 liv. 10 sols 11 den. sterlins par quartier; & depuis 1689, le prix commun a baissé de plus d'un cinquième; ce qui est constaté par des calculs authentiques, que nous rapporterons ci-après.

L'Angleterre, qui achetoit souvent des grains au dehors, avant cette sage législation, n'a cessé d'en vendre, depuis qu'elle a mis de forts droits sur l'entrée des grains étrangers; & qu'elle a donné des récompenses, pour la sortie de ceux de son crû. Voici leur calcul réduit au septier de Paris, & en monnoie de France.

Lorsque le septier de froment, qui pese environ 240 livres, se vend en Angleterre de 27 à 45 livres, l'Etat paye au Marchand

qui l'exporte, 54 sols de gratification par septier; s'il vaut moins de 27 livres, on ne donne plus de récompense; s'il monte plus haut que 45 livres, l'exportation est alors interdite. Depuis 1725 jusqu'en 1745, cette gratification a passé deux millions, année commune; ce qui indique, qu'il est sorti pendant ces vingt années, 750,000, septiers de froment par année, ou peut-être un million de toutes sortes de grains; la gratification étant moindre sur les autres especes.

Mais on sera bien plus étonné d'apprendre, que l'état des exportations présenté à la Chambre des Communes en 1751, prouve qu'il est sorti d'Angleterre, depuis 1746 jusqu'à la fin de 1750, 5,290,000 quarters de grains de toute espece, ce qui fait environ 10,850,000 septiers de

de Paris ; que ces grains ont été vendus 7,405,900 livres sterlings, faisant 170,335,000 livres tournois, & par année 34,067,000 livres de France, dont l'Angleterre s'est enrichie aux dépens des Nations qui ont eu besoin de ces grains ; & dont la France a payé pour sa part 10,465,000 liv. tournois, pour les bleds qu'elle a tirés d'Angleterre en 1748, 1749 & 1750. Quelle ample matière à réflexions ! Nous payons des grains bien chers à nos voisins, tandis que la liberté du commerce une fois établie en France, nous en procureroit de notre crû à bien meilleur compte.

L'attention des Négocians de Hollande à profiter des circonstances ; la protection ouverte accordée au commerce, non-seulement les met à l'abri des mi-

feres de la disette ; mais en étudiant le besoin des Nations , ils trouvent le moyen de s'enrichir dans des années malheureuses pour les autres. Ils n'ont aucune Police particulière pour le commerce des grains ; & ils en craignent si peu la rareté , qu'ils ne mettent de droits que sur l'entrée , & qu'ils n'en font point payer à la sortie. Ainsi ils n'en excitent point l'importation ; ils favorisent au contraire l'exportation : maxime fort opposée à la nôtre.

On compte que Dantsick vend par année à l'étranger huit cens mille tonneaux de grains , qui viennent de Pologne. La liberté & la sureté de son commerce y fait aborder cette prodigieuse quantité ; & cette République ne prend aucunes précautions , ni pour les attirer , ni pour les

faire sortir : car il y a des droits à l'entrée & à la sortie. Ils sont médiocres à la vérité ; mais ils sont toujours les mêmes.

Comme il n'est que trop ordinaire de trouver des personnes qui semblent douter des faits les plus certains , lorsqu'ils ne quadrant pas avec leurs idées ; ou qui tâchent d'assoirblir les preuves , en les soupçonnant d'être équivoques ; nous allons détailler le prix des bleus en Angleterre , depuis l'année 1646 , jusqu'à l'année 1755. Et pour ne laisser aucun nuage à ce sujet , nous citerons les Livres d'où ils sont tirés ; afin que l'on puisse les consulter.

Le prix des bleus , depuis 1646 , jusqu'à 1706 , se trouve dans le *Chronicon pretiosum* , composé par M. Fleetwood Evêque d'Ely. Il a été imprimé à

Londres *in-folio* en 1737, avec les Sermons de ce Prélat, aussi éclairé sur les matières économiques, que sur la Morale.

Le prix des années suivantes; jusqu'en 1740, est constaté par un acte du Parlement, qui a autorisé la Table publiée par M. Guillaume Warden. Ces mêmes prix se trouvent déjà rapportés dans le Livre de l'*Essai sur les Monnoyes*, imprimé à Paris *in-4°*. en 1746.

A l'égard des prix depuis 1741, jusqu'à la fin de 1754, ils sont extraits du *London Magazine*, qui s'imprime à Londre tous les mois. On y trouve les prix de tous les grains, dans différens marchés de l'Angleterre; & l'on a rassemblé les prix des douze mois de chaque année, pour en composer un prix commun. L'on a même choisi les prix les plus

hauts de différens marchés, afin que l'on ne pût pas objecter, que l'on donnoit les calculs les plus favorables à l'exportation. Il est bon de prouver les raisonnemens par les faits ; quand on ne se donne pas la peine de les combiner, on court risque de raisonner toujours d'une façon vague, quoique souvent spécieuse & imposante.



*P R I X des Grains en Angle-
terre, depuis l'année 1646,
jusqu'à l'année 1689, con-
tenant quarante-trois années,
avant la gratification accordée
par le Parlement, pour l'ex-
portation des Grains.*

1646.	.	.	.	2	1.	8	f. 0	d.
1647.	.	.	.	3	13	8		
1648.	.	.	.	4	5	0		
1649.	.	.	.	4	0	0		
1650.	.	.	.	3	16	8		
1651.	.	.	.	3	13	4		
1652.	.	.	.	2	9	6		
1653.	.	.	.	1	15	6		
1654.	.	.	.	1	6	0		
1655.	.	.	.	1	13	4		
1656.	.	.	.	2	3	0		
<hr/>								
				3	1	4	0	

Suite & montant
de l'autre part. . . 31 l. 4 f. 0 d.

1657.	.	.	.	2	6	8
1658.	.	.	.	3	5	0
1659.	.	.	.	3	6	0
1660.	.	.	.	2	16	6
1661.	.	.	.	3	10	0
1662.	.	.	.	3	14	0
1663.	.	.	.	2	17	0
1664.	.	.	.	2	0	6
1665.	.	.	.	2	9	4
1666.	.	.	.	1	16	0
1667.	.	.	.	1	16	0
1668.	.	.	.	2	0	0
1669.	.	.	.	2	4	4
1670.	.	.	.	2	1	8
1671.	.	.	.	2	2	0
1672.	.	.	.	2	1	0

71 10 0

Suite & montant

de l'autre part . . . 71 l. 10 s. 0 d.

1673	2	6	8
1674	3	8	8
1675	3	4	8
1676	1	18	0
1677	2	2	0
1678	2	19	0
1679	3	0	0
1680	2	5	0
1681	2	6	8
1682	2	4	0
1683	2	0	0
1684	2	4	0
1685	2	6	8
1686	1	14	0
1687	1	5	2
1688	2	6	0
	109	0	6

Ces 109 livres 6 deniers divisés par 43 , donnent pour l'année commune, 2 liv. 10 s. 8 den. sterlins , pour le prix commun de la mesure de bled en Angleterre , pendant les quarante - trois années qui ont précédé la gratification. Nous allons rapporter le prix des quarante - trois années qui ont suivi la gratification ; afin de comparer ensemble le même espace de tems , qui doit vraisemblablement renfermer une même quantité de révolutions.



*P R I X des bleus en Angleterre
pendant quarante-trois années,
depuis 1689, qu'a commencé
la gratification.*

1689.	.	.	.	1	l.	10	£.	0	d.
1690.	.	.	.	1		14		8	
1691.	.	.	.	1		14		0	
1692.	.	.	.	2		6		8	
1693.	.	.	.	3		7		8	
1694.	.	.	.	3		4		0	
1695.	.	.	.	2		13		0	
1696.	.	.	.	3		11		0	
1697.	.	.	.	3		0		0	
1698.	.	.	.	3		8		4	
1699.	.	.	.	3		4		0	
1700.	.	.	.	2		0		0	
1701.	.	.	.	1		17		8	
1702.	.	.	.	1		9		6	
							35	0	6

Suite & montant
de l'autre part. . . 35 l. 0 f. 6 d.

1703.	.	.	.	1	16	0
1704.	.	.	.	2	6	6
1705.	.	.	.	1	10	0
1706.	.	.	.	1	6	0
1707.	.	.	.	1	8	6
1708.	.	.	.	2	1	6
1709.	.	.	.	3	18	6
1710.	.	.	.	3	18	0
1711.	.	.	.	2	14	0
1712.	.	.	.	2	6	4
1713.	.	.	.	2	11	0
1714.	.	.	.	2	10	4
1715.	.	.	.	2	3	0
1716.	.	.	.	2	8	0
1717.	.	.	.	2	5	8
1718.	.	.	.	1	18	10
1719.	.	.	.	1	15	0
				73	17	8
				G vj		

Suite & montant

de l'autre part. . . 73 l. 17 f. 8 d.

1720.	•	•	•	1	17	0
1721.	•	•	•	1	17	6
1722.	•	•	•	1	16	0
1723.	•	•	•	1	14	8
1724.	•	•	•	1	17	0
1725.	•	•	•	2	8	6
1726.	•	•	•	2	6	0
1727.	•	•	•	2	2	0
1728.	•	•	•	2	14	6
1729.	•	•	•	2	6	10
1730.	•	•	•	1	16	6
1731.	•	•	•	1	12	10
<hr/>						
				98	7	0
<hr/>						

Le prix commun des quarante-trois années, depuis 1659, qu'a commencé la gratification, est de 2 liv. 5 sols 8 den. & il

montoit à 2 liv. 10 sols 8 den. avant 1689. Donc il est constant qu'il y a une diminution de 5 sols par mesure , depuis que les Anglois ont récompensé la sortie de leurs grains ; & par conséquent depuis qu'ils ont chassé le grain étranger , & qu'ils ont vendu le leur au dehors. On ne croit pas qu'il y ait rien à repliquer à cette preuve , qui est plus convaincante , que tous les raisonnemens peu réfléchis , que l'habitude & la crainte ont accrédi- tés parmi nous.

Nous n'avons comparé jusqu'à présent , que les quarante-trois années antérieures à la gratification , avec les quarante-trois années qui l'ont suivie ; afin que l'on ne pût objecter , que l'on a choisi un certain nombre d'années ; ou que l'on en a accumulé plus ou moins , pour produire le

calcul le plus favorable à l'exportation. La température des saisons a vraisemblablement été la même; & la politique a essuyé les mêmes révolutions en Angleterre, pendant les quarante-trois années antérieures à 1689, que pendant les quarante-trois années postérieures. Cependant le prix du bled ayant été moins après, que devant la gratification, pendant un même espace de tems; il est difficile de ne pas convenir, que cette diminution de prix n'est dûe qu'à la plus grande culture, que la gratification a occasionnée. On en sera encore mieux persuadé, si l'on fait attention aux prix dont nous allons faire l'énumération depuis l'année 1732, jusqu'à l'année 1755, où l'on trouvera une diminution encore plus marquée.

*Prix des bleds en Angleterre,
depuis l'année 1732, jusqu'à
la fin de 1754.*

1732.	.	.	.	1	l.	6	f.	8	d.
1733.	.	.	.	1		8		4	
1734.	.	.	.	1		18		10	
1735.	.	.	.	2		3		0	
1736.	.	.	.	2		0		4	
1737.	.	.	.	1		18		0	
1738.	.	.	.	1		15		6	
1739.	.	.	.	1		18		6	
1740.	.	.	.	2		7		0	
1741.	.	.	.	2		4		11	
1742.	.	.	.	1		12		0	
1743.	.	.	.	1		5		4	
1744.	.	.	.	1		11		6	
1745.	.	.	.	1		5		9	
1746.	.	.	.	1		18		6	
<hr/>									
				26		14		2	

Suite & montant
de l'autre part. . . 26 l. 14 s. 2 d.

1747.	.	5	.	1	18	6
1748.	.	5	.	1	16	3
1749.	.	5	.	1	15	8
1750.	.	5	.	1	12	6
1751.	.	5	.	1	16	5
1752.	.	5	.	1	17	9
1753.	.	5	.	1	17	2
1754.	.	5	.	1	12	0
					<hr/>	
					41	0
					<hr/>	5
					<hr/>	

Ces 41 liv. 0 s. 5 den. divisés par 23, qui est le nombre des années dont cette somme est composée, donnent pour l'année commune, 1 liv. 15 s. 8 d. Le prix commun des quarante-trois années précédentes est de 2 liv. 5 sols 8 den. Celui des vingt-trois années suivantes n'est

que de 1 livre 15 sols 8 den. Donc l'exportation est avantageuse, loin d'être nuisible ; puisque le prix des grains diminue, à mesure que les Anglois en vendent plus au dehors.

On objectera sans doute, que cela vient des défrichemens, & d'une augmentation de culture. Cela est vrai, & sert à fortifier notre opinion : car pourquoi a-t-on défriché en Angleterre ? Pourquoi la culture s'est-elle animée, perfectionnée, augmentée ? C'est que les grains sont devenus un objet de commerce ; c'est que le cultivateur n'en craint point l'abondance, parce qu'il est sûr de les débiter à sa volonté : & cela doit arriver, toutes les fois qu'il n'y aura point de gêne sur quelque denrée que ce soit, & que la vente en sera avantageuse.

Pourquoi la culture des vignes s'est-elle augmentée en France au préjudice du labourage, au point que l'on est obligé de l'arrêter? C'est que le Vigneron est plus maître de sa denrée, que le Laboureur. Ainsi, quoique le vin soit chargé de forts droits, & que le bled en soit exempt; on préfère la culture du vin à celle du bled, qui est toujours en France une denrée équivoque, dont la possession est gênée; dont le Propriétaire n'a point la vente assurée, dont il ne peut disposer sans le consentement d'une Loi toujours arbitraire, & toujours inquiétante. Rendez la liberté au Laboureur, ces marchandises seront de niveau. Le grain prendra même le dessus, comme denrée plus nécessaire. Les terres seront défrichées, la culture améliorée. L'exemple de

l'Angleterre en est une preuve sensible.

On ne manque pas de repliquer, que la France ne ressemble pas à l'Angleterre ; que la sortie des bleds convient à ce Royaume ; mais qu'elle affameroit la France.

Il seroit à souhaiter, que l'on voulût bien spécifier en quoi consiste cette différence, & s'expliquer nettement, sans donner des allégations vagues pour des raisons. L'Angleterre étoit souvent affamée autrefois, quand elle pensoit comme la France pense encore ; & avant qu'elle eût senti, que le seul moyen de ne pas craindre la disette, est d'encourager la culture.

S'il y a quelque différence entre ces deux Royaumes, elle est toute en faveur de la France. Nos Paysans travaillent à meil-

leur marché que l'Anglois ; notre terre est en général meilleure, plus aisée à cultiver, & demande moins d'engrais. Ainsi tout l'avantage est de notre côté, pour avoir des bleus à meilleur compte, pour n'en point manquer, & pour en vendre au dehors. Mais nous ne songeons point, comme l'Angleterre, aux moyens d'encourager la culture ; & nous resserrons le commerce de nos grains. Voilà les véritables différences ; & elles ne cesseront d'exister, tant que nous ne partirons point de ce principe ; que ce n'est point à la sévérité des Loix, que nous devons nos productions ; mais à la culture seule ; que pour augmenter la quantité de nos bleus, il en faut animer le travail ; & que la facilité de la vente, & le plus grand débit de cette den-

rcée, est le premier moyen d'améliorer le labourage. L'expérience confirme ce principe.

Mais, dira-t-on encore, cela n'est vrai qu'en Angleterre ; car le contraire est arrivé chez nous. Lorsque l'on a laissé sortir des grains de France, nous les avons souvent rachetés au double.

Cela est arrivé quelquefois ; & cela doit arriver toujours, quand on attendra la dernière extrémité, pour permettre les sorties. C'est une suite nécessaire de notre Police, & de nos raisonnemens. Nous l'avons déjà dit ; l'on ne permet la vente au dehors, que quand le bled est à vil prix. Nous le vendons alors à la perte du Laboureur. Première faute : parce que nous lui avons donné le tems d'assoublir sa culture : ses travaux se ralentissent, quand il perd. Nous

vendons nos bleus promptement, parce que le tems de la sortie est limité. Seconde faute ; parce qu'il en peut sortir tout-à-coup une trop grande quantité. Ainsi il se trouve en même-tems un vuide de deux côtés. L'un par la moindre production de grains ; l'autre par la sortie précipitée. Ainsi vient un instant critique, où l'on manque de bleus tout-à-coup ; & il faut les acheter bien cher.

Ces inconveniens ne peuvent manquer d'arriver, tant que nous nous ferons un système de permettre, & de défendre alternative-ment ; d'accorder à l'un, & de re-fuser à l'autre. C'est un contraste qui jette tout le monde dans l'in-certitude, & qui ne permet à per-sonne de prendre un parti. Il faut une règle générale & invariable pour tout le Royaume. C'est un

même corps, dont tous les mouve-
mens doivent être dirigés vers la
même action ; sans quoi ils s'ar-
rêtent, ou se nuisent successive-
ment. Laissez en tout tems le
commerce libre, le bled se ven-
dra à propos, & ne se vendra
plus à perte. Sa sortie impercep-
tible ne fera plus d'impression,
ni de vuide trop sensible. Votre
Laboureur ne sera plus dans la né-
cessité de se ralentir ; on ne plan-
tera plus de vignes, au lieu de
semcer du bled ; vous ne crain-
drez plus une abondance nuisi-
ble, ni aucune sortie trop forte.
Si les disettes ne sont venues,
qu'après de bonnes récoltes, &
après des permissions, n'en cher-
chons la cause, que dans l'ad-
ministration incertaine de nos
grains ; & dans nos permissions
toujours tardives, & nos Ordon-
nances toujours compliquées.

Réfléchissons sérieusement sur notre Police, & sur le passé ; & nous sentirons aisément, que c'est notre propre conduite qui occasionne tous les inconvénients que l'on nous objecte. Il faut une règle fixe pour la sortie : il faut que la liberté soit entière, qu'elle soit limitée seulement par le prix, ou par les droits de sortie ; qu'on ne soit point obligé d'attendre, ni de désirer une permission vague & incertaine, souvent trop différée, toujours mal placée. Les choses se passeront alors en France, comme en Angleterre ; il n'y aura plus de prétendue différence. Mais il est ennuyeux de répéter toujours ce que nous avons déjà dit tant de fois. Cherchons les moyens d'établir une sortie & un commerce, qui ne soient sujets à aucun risques. L'Angleterre n'a point eu de disette

sette depuis 1689 ; & le prix de son bled est diminué , depuis qu'elle a vendu beaucoup de grains au dehors.

D R O I T S.

SI l'exemple de nos voisins ne peut convaincre ; si quelque chose peut nous effrayer encore , rassurons-nous. Le Conseil tient dans sa main la clé de nos moissons. Il s'est souvent servi d'un expédient plus sûr & plus utile que celui des défenses ou des permissions , pour faciliter , ou pour empêcher la sortie des grains hors du Royaume.

Le muid de bled paye , suivant le tarif , 22 liv. de droits à

la sortie, (a) & les autres grains à proportion. Lorsque l'on a eu intérêt de les vendre à l'étranger, on a modéré ces droits ; on les a même quelquefois supprimés. Lorsque le bled a rachéri, & qu'il y a eu nécessité d'empêcher la sortie ; ces droits ont été augmentés, même tri-

(a) Ce droit est fort ancien. Il s'appelloit sous la première Race, *Tributum transjuræ, vel transjuræ*. Il en est parlé dans les Capitulaires de Charlemagne, & de Louis le Débonnaire, ci-devant indiqués dans la note pag. 81. Il s'étoit perdu pour la Couronne, ou avoit été quelquefois usurpé, ainsi qu'on l'a observé au même endroit. On le voit reparoître sous Charles V, & sous Charles VIII. Il étoit du vingtième, ou quelquefois du quarantième de la valeur. François I. voulant remettre en règle les traittes

plés, comme en 1725. Cette méthode n'est sujette à aucun inconveniens; elle a au contraire de très-bons effets: car c'est le prix seul, qui règle le sort du bled, & qui le fait mouvoir. S'il est à plus bas prix chez nous, que chez nos voisins; il sortira, parce que le Marchand y trouve du bénéfice: s'il est plus cher en France, que chez l'étranger; il restera en France, sans qu'il soit besoin

foraines, fixa par Réglement du 8 Mars 1539, que le tonneau de bled, du poids de 1300 liv. ou environ, payeroit à la sortie un écu d'or sol. L'écu étoit au titre de 23 K. à la taille de $71\frac{1}{6}$ au marc, & vaudroit aujourd'hui un peu plus de 10 livres. Un muid de bled fait deux tonneaux, & paye 22 liv. savoir, 20 liv. d'anciens droits, & 2 livres de nouveaux; ainsi l'impôt est à peu près le même, què dans son origine.

d'aucune défense ; parce qu'il y a de la perte à l'exporter. Le bled étranger au contraire sera attiré en France par le plus haut prix. C'est une balance continue, que le prix seul gouverne, pour la fixer d'un côté ou d'un autre. Appesantir le prix par le surhaussement des droits de sortie, c'est la faire pencher de notre côté, & retenir nos grains sans aucune défense : l'alléger par la diminution ou la suppression de ces mêmes droits, c'est faire tourner la balance de l'autre côté, & pousser nos grains au dehors sans permissions.

Il sembleroit donc qu'en veillant avec attention sur le prix des grains du pays, & sur celui de l'étranger ; nous aurions un thermomètre toujours sûr, pour en hâter ou en retarder la sortie à notre gré ; pour les attirer ou

les éloigner, suivant les circonf-
tances. Il ne faudroit d'autre
Police, que de hausser ou baisser
les droits à propos, sans aucune
défense ou permission pour l'en-
trée, ni pour la sortie. La com-
binaison des prix étrangers avec
les nôtres, sera toujours la bouf-
sole qui nous guidera. Révoquer
toutes les Ordonnances ; rendre
la liberté à tout le monde ; ne
faire aucune défense de sortir des
grains ; n'accorder aucune per-
mission, ni passeports. Tant que
nos frontieres & nos ports feront
gardés, nos bleds ne pourront
s'échapper furtivement.

Dans un tems d'abondance,
les grains sont toujours à bas prix.
Si on les retient mal-à-propos,
c'est les perdre. Si on les laissoit
s'écouler librement, ils iroient
naturellement où un prix plus
fort les appelle. Notre Labou-

reur ne languiroit pas; & l'on ne seroit pas obligé de le ranimer par des secousses tardives, & par des permissions trop attendues. Si l'abondance continue, ne peut-on pas supprimer les droits de sortie? Le bled en seroit plutôt vendu, & plus avantageusement. Le cultivateur se soutiendroit sans effort & sans peine; & son ardeur intéressée pour le travail, nous préserveroit d'une cherté excessive.

Dans un tems de disette, les bleus sont plus chers chez nous, que chez nos voisins; ainsi ils n'ont pas besoin de défenses. Le prix seul les fixe chez nous; il invite même le bled étranger à entrer. S'il reste encore quelque soupçon, quelque crainte, haussez seulement les droits de sortie; cette augmentation les arrêtera plus sûrement, que les

Si la disette est urgente, ne peut-on pas, par une gratification annoncée à tant par mesure, payable comptant au lieu du dépôt, attirer bientôt les grains étrangers, avec moins de frais, & plus simplement que par des achats faits par économie, pour le compte de l'Etat? Une foule de Marchands conduits par la récompense, s'empressera de vous fournir; & le prix du bled diminuera de lui-même, par l'effet de la concurrence, qui multiplie les importations, plus efficacement qu'un Commissionnaire, qui intimide les forains, & les écarte. C'est peut-être le moyen le moins couteux de se garantir des inconvénients de la disette, des bleus de mauvaise qualité, & des murmures bier ou mal fondés d'un peuple tou-

jours aveugle , quand il n'a pas le choix de la marchandise & du prix. Il n'est que trop ordinaire d'entendre les plaintes des peuples & des Villes même , que le Gouvernement prend soin d'approvisionner. La multitude est toujours déraisonnable , & n'imagine point quand elle a faim , qu'on la soulage gratuitement. Ses murmures & ses insultes tombent toujours sur celui qui fournit à ses besoins ; elle n'a que lui en perspective ; c'est l'objet de son aversion. Si l'on ne paroissoit se mêler ni d'achats , ni de vente de bleus , une gratification publique payée sur le champ à tout Marchand qui en ameneroit , appaïseroit les soupçons , la crainte & la faim. La multitude plus tranquille bénirait hautement la main qui la secourt ; & elle reconnoîtroit

aisément à ces traits, ce Monarque qui aime son peuple, qui veille à sa conservation, & qui a manifesté tant de fois pour ses sujets des sentimens d'affection, j'ose dire même de tendresse, rares dans un Particulier, uniques dans un Roi. Qualités bien-faisantes, qui firent appeler Titus les délices & l'amour du genre humain.

Au reste, que l'on ne regarde ici la gratification, que comme un remede violent dans une extrême nécessité; mais qui doit opérer plus surement, & avec moins de frais, que des achats faits pour l'Etat. Il y a même lieu d'espérer, qu'avec une culture plus animée, notre terre plus féconde se passera aisément de secours étrangers; & qu'elle nous fournira même abondamment, pour débiter au dehors

avec sûreté. On ne peut attendre ce bon effet, que de la liberté absolue pour la sortie. Car si l'on ne met en mouvement, que la circulation intérieure; c'est borner le commerce de ce Royaume. Nous n'aurons que peu de Marchands, & point de magasins; & l'intérêt public en demande le plus qu'il sera possible.

Qu'on ne soit point surpris de retrouver si souvent les mêmes idées; elles sont simples, & de peu d'étendue; & si elles étoient moins tracées, elles s'effaeroient plus aisément. On doit s'appesantir, pour faire une impression marquée sur la crainte & sur le préjugé; & nous revenons encore aux Marchands & à la maniere la plus efficace de les exciter.

C O M M E R C E.

CElui qui aura dessein de s'adonner au commerce des grains, ne peut faire aucune spéculation, s'il n'a la liberté entiere de disposer de sa marchandise à son gré, & en tout tems. Car tout homme sensé qui calcule, ne peut acheter des bleds, & conserver une marchandise sujette à beaucoup d'accidens, s'il n'envisage qu'il en pourra tirer tous ses frais, & même du bénéfice. Or comment pourra-t-il s'en flatter, s'il pense qu'il peut être gêné dans ce débit; & qu'il ne sera pas maître d'envoyer ses grains au dehors, lorsque cela pourra remplir ses vûes, & convenir à ses intérêts? Ce n'est ni par per-

suasion, ni par force, que l'on peut faire naître des Marchands & des magasins; c'est par l'appas seul du bénéfice. Si cette espérance est bornée, elle n'agit que foiblement, & pour un tems seulement; & nous n'aurons que peu de magasins, & peu de Marchands. Semblables à ces montagnes de sables mouvans, qu'un tourbillon élève sur le champ, & qu'un coup de vent abbat de même; ils retomberont bientôt, si la liberté & l'espérance ne les soutiennent. Si vous leur laissez toute l'étendue dont elles sont susceptibles, elles auront sûrement en France les mêmes effets qu'en Angleterre, en Hollande, & dans le Nord; & il se formera des magasins & des Marchands, dans toutes les Provinces qui leur présenteront quelque perspective avantageuse. Suivons à présent

générale des Grains. 181
sent leurs opérations dans les différentes circonstances.

Lorsque le bled sera à bon compte, ils débarrasseront le Laboureur de ce qu'il ne pourra pas garder; ils mettront ce superflu en magasin. Mais que l'on fasse bien attention, qu'ils ne peuvent s'en charger que dans l'espérance d'y bénéficier. Ne regardons point au motif, songeons à l'effet. C'est le sort de l'humanité de n'être bien animée, que par l'intérêt personnel; & l'on achètera peu de grains dans l'abondance, si l'on n'est pas sûr par la nouvelle Police, que l'on ne sera gêné ni dans un tems, ni dans un autre, pour la vente chez nous, ou chez l'étranger. Il faut au spéculateur ces deux points de vûe, pour l'engager à se livrer au commerce des grains.

Si le bled hausse en France ; nos Marchands aimeront mieux nous le vendre , que de le porter au dehors ; parce qu'il y a moins de frais , moins de risques à vendre près de soi , que plus loin ; & que l'argent est plus présent. Tous les magasins nous seront ouverts , sitôt qu'il y aura du profit ; ils ne peuvent s'ouvrir qu'à ce prix.

Si le bled se vend mieux chez l'étranger , que chez nous , nos Marchands ne manqueront pas d'y envoyer aussitôt un convoi , ou une cargaison. Ils profiteront sur le champ de la circonstance ; & le bénéfice qu'ils feront sera un bénéfice pour l'Etat. C'est une valeur nouvelle qu'ils introduisent , & qui les encourage à continuer ce commerce. Ce n'est que dans ces vues , qu'ils peuvent s'y livrer ; si elles n'ont pas

toute cette étendue, elles s'affaiblissent, & nous n'aurons jamais chez nous, que très-peu de conservateurs de grains. Laissez toujours l'espérance dans la boëte de Pandore, elle soulage tous les maux, & soutient toutes les entreprises des humains.

Revenons encore à la disette, que l'on craint toujours en France plus qu'ailleurs. Ces conservateurs de grains qui seront animés par l'espoir du gain, ne seront-ils pas toujours des pourvoyeurs plus entendus, que tous ceux que nous avons eus jusqu'à présent; puisqu'ils veilleront sans cesse au prix des grains, tant Nationaux qu'étrangers ? S'ils en ont en magasin dans des tems difficiles, nous en aurons toujours la préférence : s'ils n'en ont point, ils ne manqueront pas d'en faire venir avec moins de

frais qu'auparavant ; parce que la diligence & l'économie font leur science , & leur revenu. C'est donc le plus sûr moyen de garder tous les grains possibles , & de faire entrer plus promptement , & à meilleur compte , tous ceux qui nous manqueront.

Rappellons-nous les tems passés , & comparons-nous avec les autres peuples. La France paraît plus féconde en grains , que bien d'autres Etats : cependant nous avons éprouvé plus d'inégalités sur leur prix , que nos voisins ; & nous appréhendons continuellement d'en manquer. Nous ne voyons aucune Nation avoir cette même crainte , si ce n'est en Espagne. Sommes-nous plus sages , ou moins raisonnables , de prendre plus de précautions , que tous ceux qui sem-

blent vivre dans une espece de sécurité à ce sujet? ou notre Police, plus inquiète & plus bornée que celle d'aucun peuple; ne nous fait-elle pas tomber dans l'écueil que nous voulons éviter? L'étranger n'est pas tourmenté de la même crainte; il nous vend des grains sans difficulté, tant que nous en demandons; & il en recueille moins que nous. C'est donc mauvaise économie de notre part; c'est notre gêne; ce sont nos permissions, qui causent tout ce désordre. Comme on ne les accorde que pour un tems limité, les étrangers sont toujours à l'affut, pour ainsi dire, de saisir une occasion rapide de remplir leurs greniers à bon marché. Si la liberté étoit aussi entiere chez nous que chez eux, nos sujets pourroient leur faire face, &

leur ôter pour jamais l'occasion de nous sous-tirer. Le François seroit le premier à portée d'acheter ; il ne seroit plus le Commissionnaire de l'étranger sur nos propres productions ; il s'empareroit de ce commerce ; & le frelon ne vivroit plus aux dépens de l'abeille.

A V A N T A G E S.

IL y a bien plus d'inconvénients à retenir nos bleus dans l'inaction, qu'à leur donner un mouvement lucratif ; & si l'on ne craignoit d'essaroucher bien des esprits, on n'hésiteroit point à dire, que la liberté entiere du commerce des grains, seroit le plus grand bien que l'on pût faire au Royaume.

1^o. Nous éviterions les maux que cause le bas prix des grains, dont quelques-unes de nos Provinces regorgent quelquefois. C'est-là que regnent la fainéantise & le désordre ; car où le manœuvre trouve une subsistance trop aisée, & ne travaille que peu de jours ; où le possesseur ne peut lui procurer d'occupation , faute d'argent. On offre des grains pour salaires, & tout le monde les refuse. Les fermes se délabrent ; le Laboureur découragé traîne une charue languissante , & le travailleur va porter ailleurs ses bras vigoureux. Ainsi les terres se détériorent avec le peuple ; & ces Provinces s'affoiblissent plus par un dépérissement insensible , pendant quelques années , que par une récolte manquée.

2^o. Nous nous privons volonté-

188 *Essai sur la Police*
tairement d'un bénéfice que nous
donneroit la bonté de notre sol ,
& dont nous ne sentons pas la
perte , parce que nous n'y som-
mes point accoutumés. Cette
nouvelle richesse dans l'Etat ani-
meroit nos campagnes , & mul-
tiplieroit nos sujets , que la pau-
vreté & l'inaction chassent sou-
vent de leur terre natale , en
nous privant pour jamais de leurs
travaux & de leur postérité.

3°. Plus nous porterons de
bleds au dehors , plus nous fe-
rons tomber l'agriculture de nos
rivaux , & plus nous augmente-
rons la nôtre. Il nous est très-
possible de vendre à profit , &
de vendre à meilleur marché
que nos voisins , seul moyen d'a-
voir la préférence dans les mar-
chés étrangers.

Il est aisé de ne courir aucun
risques , en accordant une liberté

entiere pour le commerce des bleds , pourvû que l'on prenne quelques mesures préparatoires , & que l'on ne donne la permission entiere , que dans un tems favorable. Nos Ministres sont trop prudens & trop instruits , pour ne pas imiter la nature , qui prépare ses opérations , afin de parvenir à son but insensiblement , & se développer dans le tems avec plus de force.

La premiere barriere à rompre est celle de l'intérieur. Il n'y a point d'inconvénient dans aucun tems d'annoncer par un Edit (a) irrévocable , la liberté entiere dans tout le Royaume ,

(a) Le Roi a déjà accordé la permission du commerce intérieur , par Arrêt du Conseil d'Etat du 17 Septembre 1754. Mais un Arrêt paroît une Loi amovible. Un Edit , une Décla-

190 *Essai sur la Police*
accordée à tout le monde indi-
stinctement, d'acheter, emma-
gasiner, trafiquer, vendre & re-
vendre, transporter d'une Pro-
vince à l'autre, telles quantités
de bled & de grains, autant de
fois qu'on le voudra ; avec dé-
fenses à toutes personnes, de s'y
opposer directement ni indirec-
tement, sous quelque prétexte
que ce puisse être. Ce premier
Réglement établira dans la Na-
tion une idée de liberté, dont
on trouve l'exemple, non-seu-
lement chez tous les peuples ;
mais dans les anciennes Ordon-
nances de nos Rois, & dans le
Réglement de Louis XIV en

ration, font plus d'impression sur l'es-
prit du peuple ; & les Commerçans
regarderoient un Edit, comme la base
de leurs opérations.

1709, ci-devant indiqué. Il n'y a d'inconvénient que dans la pratique contraire, qui répugne à la raison, à l'humanité, & à la concorde des sujets.

Si le Ciel & nos soins nous donnent d'heureuses moissons, ne craignons plus que l'abondance. Profitons sans tarder de ce moment favorable, pour ouvrir la porte à une richesse toujours égale, & toujours renaissante. Annonçons une liberté entière pour la sortie, qui ne sera jamais suspendue, que lorsque le bled montera à un prix qu'il est aisé de fixer. Si l'on veut qu'il ne sorte que lentement, laissez sur la frontière & dans les ports le droit de 22 livres par muid, établi par notre tarif. Il s'écoulera plus promptement, si vous diminuez, ou si vous supprimez ce droit, dans le tems

192 *Essai sur la Police*
d'une abondance plus marquée :
(a) La marche du bled se ralentira , si l'on augmente l'impôt à la sortie ; elle cessera même , si vous l'appesantissez à proportion des besoins. C'est un contre-poids toujours assez fort , pour le retenir à propos dans le Royaume. Les frontières & les ports , sont gardés ; & si l'on fait payer le droit exactement , comme il n'y a pas lieu d'en douter , le bled est d'un volume à ne pas échapper aisément. Les peines , d'amende & de confiscation , contre tous ceux qui voudroient se soustraire au droit , en arrête-

(a) Louis XIV supprima les droits de sorties sur les grains en 1672 , quoique l'on eût la guerre avec la Hollande. A la fin de 1704 , on permit la sortie des grains , quoique toute l'Europe fût armée contre nous.

ront

ront plus, que les défenses les plus rigoureuses.

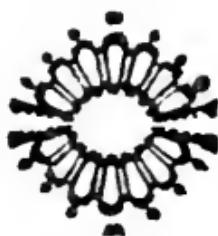
Par cette conduite nous aurons toujours nos bleus sous la main, sans allarmer personne. Nous nous mettons en état de jouir plus abondamment des productions de notre sol, que le commerce animera; & nous n'éloignerons point les secours étrangers, puisque nous ne mettons aucun droits sur l'entrée. Nos Marchands seront plus à portée de nous les procurer; & la gratification ci-devant indiquée, comme une ressource dans l'extrémité, appellera promptement les bleus étrangers, si nous nous trouvons dans la nécessité.

Cette pratique directement opposée à ce'le des Anglois, est peut-être nécessaire dans les commencemens; & l'on n'y en-

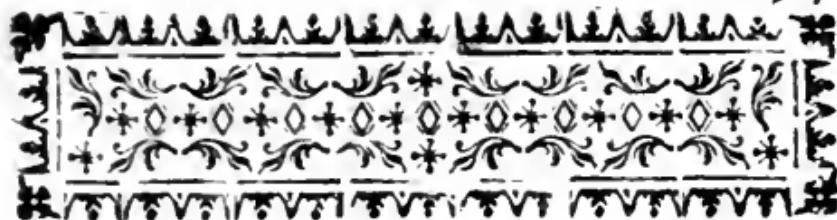
trevoit aucun risque. Peut-être en ressentirons-nous les heureux effets dans peu d'années ; & plus enhardis par l'expérience, nous pourrions tirer autant & plus d'avantages de nos grains, que de nos vins, qui, malgré les droits dont ils sont chargés, font un produit considérable dans le Royaume. Celui des grains ne mérite-t-il pas la préférence, comme le plus nécessaire ? S'il étoit favorisé, il répandroit l'aisance dans nos campagnes, & nous mettroit pour toujours à l'abri de ces terreurs paniques, qui renversent l'ordre & la raison.

Si l'on proposoit d'imiter tout d'un coup la méthode Angloise, ce changement subit pourroit causer des ébranlemens fâcheux : mais il n'est question encore, que de sonder le terrain, ayant

de songer à délivrer le bled de tout droit de sortie , & à chasser celui de l'étranger , toujours préjudiciable à notre culture. Quelle mine plus abondante , si nous savions en tirer toutes les richesses qu'elle renferme ? Ainsi tout tend à nous encourager sur la sortie dans un tems favorable. C'est le moyen le plus simple & le plus aisé de procurer un grand bien à la culture , au peuple , & au Royaume ; & nous ne serons plus comme Tantale au milieu des eaux.







ESSAI SUR LES PRIX.

P R I X.

LA valeur de tout ce qui entre dans le commerce des hommes, est sujette à une infinité de révolutions. Souvent, comme une mer tranquille, elle est long-tems immobile. Quelquefois, comme une onde agitée, elle s'éleve & baisse tout-à-coup, ou par dégrés. Nos besoins & nos passions gouvernent ces flux & reflux incertains, que des causes physiques, morales, & politiques agitent sans cesse.

Il ne sera point inutile de s'arrêter à les considérer par rapport aux prix des grains, qui ont une liaison immédiate avec les opérations du Ministere.

Les métaux précieux seront toujours l'objet le plus constant de nos désirs; parce qu'ils sont l'instrument de nos échanges, & le moyen le plus commode, pour nous procurer le nécessaire, l'utile & l'agréable. Comme ils se balancent continuellement avec toutes choses, qu'ils semblent les mesurer, & qu'ils servent à en obtenir la possession; nous sommes portés à croire, que leur plus grande ou leur moindre quantité dans un Etat, y règle la valeur de toutes les acquisitions. Cependant l'or & l'argent ne sont point les arbitres des prix; ils en sont seulement les moyens, les représen-

tations; & la fixation des valeurs dépend de l'abondance, ou de la rareté des biens, des denrées, des marchandises qui sont à vendre dans l'instant des achats, & de la quantité de terre & de travail employée à leur formation. Les métaux toujours subordonnés aux circonstances, se prêtent, pour ainsi dire, à l'instabilité des apprétiations de toutes choses; & ils vont les chercher en plus grande, ou en moindre quantité, à proportion des nécessités, ou de la volonté. Il faut quatre fois plus d'argent dans un tems de disette, pour acquérir un muid de bled; il en faut beaucoup moins après une bonne récolte, sans qu'il soit arrivé aucun changement dans la quantité ni la qualité des especes. Il en est de même de toutes les choses qui roulent dans le com-

200 *Essai sur les Prix:*
merce de l'Univers. Leur rareté ou leur abondance, le besoin ou la fantaisie, les différentes sortes d'occupations des Particuliers, décident de la quantité d'or & d'argent qu'il faut donner pour les acquérir. L'eau seroit très-chère, si elle étoit fort rare; le diamant seroit peu prisé, s'il étoit aussi commun que le sable.

Il en est de même des productions de l'art. La substance de la terre qui les fournit, se métamorphose au gré de l'Habitant en grains, en bois, en plantes, en pâtures. Les différentes matières prennent aussi diverses formes sous la main industrieuse, qui les plie au goût du tems. Ainsi toutes ces choses valent plus ou moins, suivant leurs quantités produites ou fabriquées, & relativement à leur usage actuel.

Il est vrai que nous avons vu hauser les valeurs, depuis qu'une plus grande quantité d'or & d'argent s'est répandue dans l'Europe : il est vrai aussi, que les variations dans les monnoyes ont agité, & souvent dérangé le prix d'une infinité de choses, & lui ont quelquefois donné des secousses aussi violentes que dangereuses. Mais quand ces mouvements forcés se sont ralentis, & que la fermentation des esprits s'est appaisée ; on ne remarque point, que le prix de nos échanges soit monté à proportion de l'augmentation de la masse des métaux, ni à raison de la valeur idéale ou numéraire des especes.

C'est cependant une opinion assez généralement répandue, qu'il doit s'établir une espece de niveau entre le prix des denrées,

202 *Essai sur les Prix:*
& la quantité d'or & d'argent
qui circule dans un Etat. Quel-
ques Auteurs ont cherché cette
proportion; & ne trouvant point
que l'augmentation des prix fût
égale à l'augmentation de la
masse des métaux, ils se sont
efforcés de donner des raisons,
pourquoi toutes choses n'avoient
pas haussé de prix, à mesure de
l'affluence des métaux dans cha-
que pays, & dans la même pro-
portion.

Ils prétendent que les biens,
denrées, & marchandises, se-
roient à un taux bien plus haut
qu'ils ne sont actuellement, si
nos besoins ne s'étoient point
multipliés en même-tems que
nos richesses; si nous n'avions
pas une plus grande quantité de
choses à acheter, qu'autrefois;
si une partie des trésors du nou-
veau Monde ne s'étoit écoulée

par différens canaux chez des Nations éloignées ; si nous n'avaions converti une portion de ces matières en décosations d'usage & de luxe ; d'où ils concluent que, si la masse des métaux modernes n'étoit considérablement diminuée par ces différentes consommations ; ou si une très-grande partie des espèces n'étoit pas occupée par l'achat de nos fantaisies ; le nécessaire se payeroit beaucoup plus cher, parce que les monnoyes n'auroient alors d'autre application, d'autre emploi, que l'achat des besoins absolus. Ils avancent même, que toutes choses doivent haussier de prix successivement, à proportion de la quantité d'or & d'argent qui entrera & qui restera dans un Etat.

Ces allégations sont spécieuses ; cependant comme elles sont

dénues de preuves suffisantes ; & qu'elles ne paroissent fondées que sur la spéculation , ne peut-on pas les regarder comme des conjectures ? La seule raison qui semble les autoriser , c'est que nous avons vu hausser quelques valeurs , depuis que nous avons vu les métaux en plus grande abondance. Sur un phénomène aussi incertain , formons quelques doutes , donnons quelques observations.

La réflexion n'apperçoit aucune raison , ni nécessaire , ni satisfaisante , de cette prétendue proportion entre l'argent & les denrées ; ni de cette distribution idéale de la masse des métaux entre les superfluités & les nécessités : & si nous prouvons que les bleus , qui font notre objet principal , ont été à meilleur marché dans ce siècle-ci ,

que dans le précédent ; croirons-nous que nous avons moins d'argent, que sous Louis XIV ? ou nous retrancherons-nous à dire, que nous en employons d'avantage en luxe & en frivolités ; & que la multiplicité d'achats inutiles arrête le surhaussement, & borne le prix du physique nécessaire & journalier ?

Non, il n'y a point de rapport aussi immédiat qu'on le pense entre l'argent, les denrées, & le plus grand nombre d'achats. Si les especes qui circulent sont plus abondantes dans un tems, que dans un autre, les échanges deviennent alors plus aisé;s ; l'achat des inutilités se multiplie. Si une partie des métaux disparaîssoit tout-à-coup, l'acquisition des superfluités se ralentiroit ; le nécessaire resteroit dans le même état, & ne diminueroit

point par l'absence d'une portion de nos monnoyes. C'est la quantité de terre & de travail appliquée à chaque production ; c'est la quantité de denrées , & la facilité de se les procurer , qui déterminent la quantité d'argent qu'elles doivent occuper : & cette quantité de denrées , de travail & de productions , dépend toujours des circonstances particulières où se trouve chaque peuple , de sa façon de vivre , & de la maniere dont ses occupations sont dirigées par les Loix , les subfides , & la forme du Gouvernement.

Si l'on objecte , que la plus grande quantité d'argent dans un Etat n'augmente les prix , qu'à mesure que ces métaux se répandent entre un plus grand nombre de Particuliers ; parce qu'il y a alors plus de gens aifés

qui demandent la même chose ; je réponds, que cela n'arrive point sur les alimens ordinaires, parce que l'on n'en demande pas plus que l'on en a besoin. Et à l'égard des superfluités, si elles augmentent de prix par l'abondance de l'argent, parce qu'on les recherche davantage ; elles diminuent de même de prix, lorsqu'elles deviennent moins rares. Une plus grande industrie supplée au plus grand usage que l'on en fait ; & elles baissent, à mesure qu'elles sont plus communes. Il est d'expérience, que dans les siècles de grossiereté, les choses de luxe sont plus chères, que dans un siècle de raffinement. Ainsi c'est toujours du travail des hommes, de la rareté & de l'abondance des choses qui sont à vendre, que dépend principalement le prix de toutes sortes d'acquisitions.

Pourquoi chercher dans les monnoyes la raison du prix des alimens, quand nous en trouvons des causes plus évidentes dans leurs productions, dans les consommations, & dans les taxes dont elles peuvent être chargées? Faut-il supposer, que les métaux ont un effet actif sur les denrées; & peut-on penser, que si nous cessions d'acheter tout ce dont on peut se passer, toutes les espèces qui étoient occupées, retenues par les frivolités, se porteroient sur les nécessités, retomberoient sur le prix des denrées?

Il y a lieu de croire au contraire, que la portion d'argent qui étoit destinée aux fantaisies, resteroit oisive & immobile entre les mains des possesseurs, comme cela arrive à toutes les choses précieuses. On peut mê-

me conjecturer avec raison, que comme il y auroit alors moins de sortes d'occupations, une plus grande quantité d'hommes feroit obligée, pour vivre, de travailler aux choses nécessaires à la vie; & il y a apparence que leur prix diminueroit par leur grande affluence. Ce n'est point la présence de l'argent, qui les augmente; c'est l'abondance ou la rareté des productions, qui fixent leur valeur. Les choses de luxe ont le même sort; plus il y en a d'une même sorte, plus les fantaisies se satisfont à moins de frais; & les denrées n'augmenteroient point, quand toute la France cesseroit de rechercher l'ornement & la délicatesse. Les denrées ne diminueroient point, quand nous employerions vingt fois plus d'argent aux emplettes friyoles.

L'argent frappe nos sens & notre imagination plus souvent qu'aucun autre objet, par le fréquent usage, & l'application que nous en faisons à tous les achats possibles, qui répondent aux besoins, aux aisances, aux désirs. Il est par cette raison le ressort le plus actif de nos actions & de nos pensées. Trompés par les apparences, nous attribuons volontiers aux métaux précieux, plus d'effet qu'ils n'en ont réellement dans l'évaluation de nos échanges.

Les métaux par leur solidité, leur durée, leur ductilité, la distinction aisée de leur poids, & de leurs différens degrés de bonté, sont l'instrument le plus convenable à toutes sortes de trocs. Tout ce que nous achetons au contraire a rarement des qualités aussi invariables & aussi

marquées d'une valeur généralement connue. Les choses comestibles sur-tout, n'ont qu'une durée passagere. Elles dépérissent, si le Propriétaire ne les change bientôt contre de l'argent. Heureuse nécessité, qui force souvent l'intérêt à secourir plus volontiers les besoins. La différence est donc si essentielle entre la nature, les qualités, & les fonctions des métaux & des denrées, qu'on n'en peut faire qu'une comparaison très-imparsfaite; qu'il est difficile d'y trouver une parité relative, ni une proportion bien réelle. Aussi l'at-on cherchée inutilement; & peut-être qu'elle n'existe point; & qu'elle n'a jamais existé.

Si l'on vouloit approfondir cette matière; on seroit peut-être persuadé, que si les denrées ont renchéri en Europe, depuis

212 *Essai sur les Prix:*
que l'Amérique y a jetté une
plus grande quantité de métaux ;
c'est parce que les richesses , en
changeant les mœurs , ont en-
gourdi quantité de bras , & qu'il
y a moins de mains employées
aux travaux les plus communs ,
& les plus nécessaires ; ce qui
fait une diminution du travail
dans les occupations les plus
utiles. Peut - être aussi que plus
on a d'argent , plus on s'accou-
tume aisément à en donner da-
vantage , pour ce que l'on a en-
vie d'acquérir : mais cette habi-
tude ne se contracte gueres , que
pour le superflu. On donne sou-
vent à l'imagination ce que l'on
conteste au besoin. C'est donc
principalement dans la qualité
du sol , dans la façon de le cul-
tiver , dans la population , dans
les causes qui animent ou qui
ralentissent les occupations des

sujets, que se trouve la proportion du prix de chaque chose. La masse des métaux n'y a qu'un rapport indirect & très-éloigné.

L'or & l'argent sont peut-être centuplés en France, depuis quelques siècles; & nous verrons ci-après, que le prix des blés est peu augmenté. Beaucoup de choses ne se sont point senties de l'approche de ces matières; beaucoup d'autres ont baissé de valeur. L'antiquité & la comparaison des différentes Nations de l'Univers serviront peut-être à prouver, que les métaux ne se sont jamais mis de niveau avec les denrées, ni les denrées avec les métaux,



DIGRESSION.

LA Gréce avoit repoussé les troupes innombrables de Xercés, & s'étoit liguée pour soutenir une guerre opiniâtre, que le Roi de Perse lui faisoit par ses Lieutenans. Elle entretenoit un corps considérable de troupes de terre & de mer, pour résister aux efforts de Mardonius Général de Perse, qui l'attaquoit avec de puissantes armées. Cependant Aristide ne taxea tous les Etats de Gréce, qu'à 460 (*a*) talens, pour les dépenses d'une campagne. Il est vrai que peu après la

(a) *Piutarq.* dans la Vie d'Aristide.

contribution fut de 600, & monta même jusqu'à 1300 talens par année : (a) mais Plutarque nous apprend dans la Vie de Péricles, que toutes ces sommes ne furent pas employées aux frais de la guerre, & qu'il en resta une partie entre les mains des Athéniens. Quand on supposeroit, que de ces contributions, on en employoit 600 talens pour la subsistance; & que les Grecs n'avoient que 40000 bouches (b) d'infanterie, cavalerie, & marine, le surplus étant destiné à l'appareil des vaisseaux, & autres

(a) *Plutarq.* dans la Vie de Péricles.

(b) Selon Diodore de Sicile, la Grèce avoit cent mille combattans à la bataille de Platée, qu'elle gagna sur Mardonius, qui en avoit cinq cens mille. *L. 11. ch. 8.*

instrumens de guerre ; il en résulteroit , que chaque bouche ne coûtoit pas vingt-cinq écus de notre monnoye par campagne. D'où l'on peut conclurre , que les denrées étoient certainement à très-grand marché. (a)

(a) Il est fort difficile d'évaluer juste les monnoyes anciennes. Le talent , la mine , la drachme , étoient des poids , dont les noms servoient aux dénominations des monnoyes , de même que la livre en France. Mais ces mêmes noms ne signifierent pas toujours exactement la même valeur. Un talent attique valoit 6000 drachmes , une mine 100 drachmes ; & l'on estime qu'une drachme pèsoit le huitième d'une de nos onces. Sur ce pied , une drachme d'argent peut s'évaluer à près de 16 sols monnoye actuelle , & un talent à 750 onces , ou 4687 livres. Ainsi 600 talents : souvent s'estimer 2,812,200 liv. ce qui ne fait pas 73 liv. par tête pour une campagne.

Ce

Ce n'est pas que les Grecs fussent peu opulens dans le même tems; les Athéniens possédoient des sommes immenses. On lit dans la Vie de Périclés, qui avoit commandé à Platée, que les arts étoient au plus haut degré de perfection; qu'il y avoit dans Athènes les Artistes les plus excellens, & les ouvriers les plus recherchés; que Périclés fit élever en très-peu de tems un grand nombre de somptueux édifices, ornés de sculptures, de peintures, & de la plus belle architecture; que le célèbre Phidias Intendant de tous ces bâtiments, employa 40 talens d'or dans une seule statue de Minerve; (a) somme prodigieuse,

(a) Un talent d'or peut être estimé dix fois autant qu'un talent d'argent.

qui démontre la richesse excessive des Athéniens. Les spectacles pompeux dont ils étoient continuellement occupés, sont une nouvelle preuve que l'argent y étoit très-commun, & très-répandu dans le peuple. Toutes ces dépenses excessives, qui annoncent une grande quantité de métaux, & une circulation abondante dans le public, n'augmenterent cependant point le prix des choses nécessaires à la vie; puisque cette République si magnifique n'accordoit qu'une drachme par jour, pour la nourriture de deux parentes d'Aristide, qui étoient tombées dans la pauvreté. (a) Ce sage

Ce seroit 1,874,800 livres, pour l'or seul de la statue; & cela est très-précis dans la Vie de Péricles par Plutarque.

(a) *Plutarq. Vie d'Aristide.*

Commandant, qui avoit rendu tant de services à Athénes, ne laissa pas à ses enfans de quoi fournir aux frais funéraires. Le Pritanée ordonna sa pompe funébre, donna à ses deux filles 3000 drachmes pour dot; & à son fils Lysimachus 100 mines d'argent, 100 arpens de terre plantée, & quatre drachmes par jour. Preuve invincible, que dans le tems que la Gréce étoit la plus opulente, les vivres étoient à très-grand marché.

Dans le même tems, (a) Gelon, qui ne possédoit qu'une partie de la Sicile, offrit aux Grecs contre le Roi de Perse, un secours de 200 galeres à trois rangs, de 28000 hommes, tant

(a) Environ 470 ans avant Jesus-Christ.

cavalerie que d'infanterie; & promit de leur fournir le bled gratis pendant toute la guerre, si l'on vouloit lui décerner le commandement des troupes; (a) ces offres annoncent certainement une grande richesse, & une grande abondance de bleds à bas prix.

Les Rois d'Agrigente & de Syracuse avoient des trésors immenses; on en peut juger par leur puissante marine, & par les armées considérables qu'ils opposoient aux Carthaginois. (b) Cependant dans le même tems

(a) *Herod. L. 7. in Polymnia.*
N°. 158.

(b) *Diod. Sicu. L. 11. c. 6.* dans lequel on verra les armées nombreuses que les Siciliens & les Carthaginois mettoient sur pied. Ce qui suppose une grande opulence, & une grande abondance de vivres.

ils fournisoient des bleus au peuple Romain à très-bas prix : ce qui prouve, que l'opulence de ces anciens tems n'influoit point sur le prix des denrées.

Tout le monde connoît le faste des anciens Rois de Perse, & l'opulence de Crésus Roi de Lydie , dont les richesses ont passé en proverbe. Tous ses trésors dispersés dans la Gréce, n'y firent point renchérir les vivres.

Après que l'Italie se fut enrichie des dépouilles des peuples divers , qu'elle avoit soumis à son Empire , elle possédoit la plus grande partie des métaux précieux qui existoient dans le monde. La somptuosité des Gouverneurs de Provinces , le faste de quelques Particuliers , sont des témoignages peu équivoques des richesses , & du luxe poussé au plus haut

dégré. Cependant on lit dans Cornelius Nepos, (a) que Pomponius Atticus, qui avoit à Rome une table & une maison bien rangée, & qui vivoit d'une façon honorable, même élégante;

(a) *Non amplius quam terna milia æris peræque in singulos mensis ex Ephemeride eum expensum sumptui ferri solitum. Corn. Nepos in Vita Pomponii. Cap. 13.* Ces *terna milia æris* font 3000 as, ou 1200 sesterces. Cependant les Commentateurs ne les estiment que 750 sesterces. Le prix de ces monnoyes varioit souvent. Un sesterce étoit environ la seizeième partie d'une de nos onces. Quelque évaluation qu'on lui donne, cette dépense est très-modique pour un homme comme Pomponius, qui étoit riche, & qui tenoit un rang des plus distingués dans Rome. C'est le même à qui Ciceron a écrit plusieurs lettres, qui ont passé jusqu'à nous.

mais sans faste, & sans magnificence, ne dépensoit par mois, qu'environ 24 pistoles de notre monnoye ; ce qui prouve évidemment, que les vivres & les choses communes n'étoient pas chères à Rome, dans le tems que l'or & l'argent y circuloient dans la plus grande abondance. Il n'y avoit que les somptuosités, qui se payassent très-chrement.

L'on voit dans Tacite, que sous Neron, où le faste & les folles dépenses étoient excessives, le bled étoit à Rome à très-grand marché ; (a) ce qui démontre clairement, que le prix des denrées ne monte pas en proportion des richesses qui se

(a) *Tacit. Ann. L. 15. N^o. 39.*
K iv

répandent dans un Etat. (a)

Revenons à notre siècle, & considérons ce qui s'est passé de nos jours, & depuis la découverte des Indes.

L'Indostan fut toujours le centre des richesses de l'Univers ; & les trésors immenses que Thamas Koulikan trouva dans Dehy en or & en argent seulement, étonnent notre imagination. (b) Cependant nous apprenons par

(a) Si l'on veut avoir une idée plus complète de la richesse de ces temps anciens, & du bas prix des denrées ; il faut lire l'*Essai* de M. Wallace sur le nombre des hommes, depuis la page 220, d'où quelques-unes de ces citations sont tirées.

(b) Lisez la Vie de Thamas Koulikan imprimée en 1740, & les Lettres curieuses & édifiantes.

nos voyageurs, (a) que les choses nécessaires à la vie ne se font point ressenties du luxe exorbitant de ce vaste Empire, & que les vivres y sont à très-grand marché.

Si nous jettons les yeux sur la Chine, où toutes les Nations de l'Europe s'empressent depuis long-tems de porter les métaux du nouveau Monde; nous pourrons penser avec raison, que ce vaste pays est fort riche en or & en argent; puisqu'il en reçoit continuellement, sans rendre autre chose, que des productions de son crû. Cependant la vie est à si bas prix à la Chine, que nulle Nation ne travaille à si bon marché. Ce peuple est nombreux, laborieux, industrieux;

(a) Voyage de Bernier.

& vit d'une façon très-réglée & fort frugale. Sources inépuisables du bas prix de toutes choses.

Ce n'est point à la multiplicité des métaux, que l'on doit attribuer le renchérissement arrivé en Espagne, depuis la découverte du nouveau Monde. C'est à sa politique, qui a occasionné une cessation de travail dans son peuple, & la dépopulation de ses Etats. Ses maximes intolérantes expulserent une partie de ses Habitans; ses pieux établissemens trop riches & trop nombreux, absorberent une portion considérable de ses sujets, & des revenus de la Couronne; ses franchises multipliées firent tomber tout le poids des impositions sur les hommes les plus utiles & les plus laborieux. Tandis qu'elle méditoit une domi-

nation trop étendue, elle troqua ses hommes contre des lingots ; elle aima mieux moissonner des métaux, que des grains. Enivrée de ses richesses, les arts utiles furent méprisés ; la pesanteur des impôts les écrasa ; & son peuple découragé se livra à la vaine gloire & à l'indolence. Sa terre féconde lui refusa ses dons ; ses manufactures tomberent accablées par la mauvaise administration des taxes ; & son peuple diminua en même-tems que ses travaux. Bientôt elle n'eut plus assez de bras, pour porter ses trésors ; privée des choses les plus nécessaires, il ne lui resta qu'un stérile métal ; & elle n'eut plus assez d'argent, pour payer l'industrie de ses voisins. Lorsque le travail dans les professions les plus basses & les plus utiles est découragé, il n'y a

plus de mesure pour le prix des subsistances & de l'entretien des sujets. Un Etat, quelque opulent qu'il devienne, ne peut courir les mêmes risques, si le travailleur n'est point écrasé par l'inégalité & la régie vicieuse des impôts. La Chine aura toujours des denrées à bon compte, & travaillera toujours à bon marché.

Si nous passons en Angleterre, où la cherté des vivres semble être une suite de l'augmentation de sa richesse; nous trouverons des causes de ce renchérissement plus prochaines & plus efficaces dans la conduite de cette Nation, que dans l'abondance des métaux qu'elle a acquis. Son crédit exorbitant, ses dettes accumulées successivement jusqu'à quatre-vingt millions de livres sterlins, nous don-

nieront la raison du surhaussement des denrées dans ce Royaume. Cette masse d'emprunts à 3 p.%, seulement, fait une charge sur l'Etat de deux millions quatre cens mille livres de rente (plus de cinquante-sept millions de notre monnoye) qui sont levés sur le produit des terres, & sur les consommations, au-delà des autres dépenses annuelles de l'Etat. Si l'on ôtoit cette augmentation de taxes, qui tombe directement sur les denrées; il n'est pas douteux que la totalité du prix des consommations de l'Angleterre baïssoit de ces deux millions quatre cens mille livres, & que l'achat des vivres se ressentiroit bientôt de cette diminution. On peut même ajouter, que si le Gouvernement n'avoit pas une extrême attention à la répartition judicieuse,

& toujours égale de ces impositions, & à leur perception ; s'il ne favorisoit pas la population & l'industrie par tous les moyens imaginables ; si le Cadastre (*a*) ne fixoit pas d'une façon invivable l'impôt sur les terres ; toutes les choses nécessaires à la vie auroient augmenté plus considérablement, non à raison de la quantité d'or & d'argent qui seroit dans le pays ; mais en proportion de la diminution du peuple travaillant, & des franchises & des inégalités qui se seroient introduites.

(*a*) C'est un Registre public, qui contient l'estimation des terres de chaque canton. Il ne varie point, quand même la terre seroit améliorée ; de façon que chaque Propriétaire fait ce qu'il doit payer annuellement, & ne craint point la surtaxe.

Une preuve évidente, que le prix des denrées dépend du plus grand nombre de colons, & de la façon dont ils sont animés ou découragés par le Gouvernement; c'est que le prix des bleds en Angleterre, ainsi qu'il a été observé ci-devant, a considérablement baissé, depuis l'année 1689. Cependant ce Royaume possède sans contredit beaucoup plus de métaux, depuis cette époque, qu'auparavant. Mais sa culture a été améliorée par les attentions que l'on a apportées à cette partie essentielle de l'Etat. Donc l'or & l'argent n'ont qu'une médiocre influence sur le prix des denrées.

La Hollande, Contrée artificielle au milieu des eaux, ne peut alimenter que par industrie le peuple nombreux qu'elle entretient. Forcée de tirer du de-

hors tout ce que sa terre ingrate lui refuse; obligée de jettter sur les consommations toutes les charges de l'Etat, dont elle ne peut asséoir qu'une petite portion sur des terres aussi peu étendues; faut-il s'étonner, que la vie y soit plus chère que dans d'autres pays? Elle ne subsiste que de secours étrangers; elle ne brille que d'un éclat emprunté; & sans son commerce économique, sans les ressources de sa pêche, sans sa frugalité, tout y seroit d'un prix exorbitant. N'imputons donc point cette cherté à son opulence; mais à sa situation, à la qualité de son sol, & à ses subsides.

La face de l'Italie a changé tant de fois; ses mœurs & ses peuples ont essuyé tant de révolutions depuis quelques siècles, qu'elle a toujours perdu de son

ancienne splendeur, & de son opulence. Les métaux y sont certainement moins abondans, qu'en France; cependant en général les vivres y sont plus chers. Dans quelques Souverainetés, comme à Vénise, ils sont à grand marché; dans d'autres, qui ne paroissent pas aussi riches que cette République, les denrées n'y sont pas à si bon compte. Ce n'est donc point la plus grande quantité d'or & d'argent, qui y régle le prix des alimens.

Les Pays-Bas & l'Allemagne ne l'emportent pas sur nous par l'opulence. Il y a même lieu de croire, que la balance est de notre côté; cependant les vivres y sont souvent plus chers que chez nous. Il n'est pas difficile d'en donner la raison pour les Pays-Bas; ils fournissent une partie de la Hollande, qui ne

peut se passer de ses voisins. À l'égard de l'Allemagne, on remarque aisément, quand on y voyage, que la différence du Culte & des Souverainetés, y fait la différence des prix de toutes choses. Dans les cantons où le peuple fait moins de fêtes; dans ceux où les contributions sont plus légères, les denrées & les salaires sont à meilleur compte, & la terre mieux travaillée.

Ainsi de tout temps, & en tout pays, les denrées se font mises & se mettent toujours de niveau avec le nombre de cultivateurs, & non avec la quantité de métaux; & leur prix dépendra toujours des travaux des sujets, & des impositions de l'Etat, & non du nombre des espèces. Si chez la Nation la plus opulente, les Habitans adonnés aux arts frivoles pouvoient retourner à la cha-

rue ; les vivres baïssoient de prix. Si au contraire beaucoup de colons embrassoient d'autres professions, les denrées hausseroient considérablement.

Les subsistances sont si essentielles dans un Etat, & tiennent de si près au système politique, puisque les nécessités réglement toujours le sort & les actions des sujets, qu'il n'est point indifférent de les considérer dans divers siècles, & chez différentes Nations. Les denrées contribuent tant à la force physique des peuples, qu'on ne peut rechercher avec trop d'attention les véritables causes qui décident de leur prix, de leur abondance, & de leur rareté. On les trouvera plus sûrement dans les dispositions de chaque Gouvernement, que dans la quantité des métaux qui circulent, & qui ne

peuvent contribuer au renchérissement , que lorsqu'ils détournent les sujets de leurs occupations ordinaires. L'antiquité nous en fournit un exemple dans un conte qu'elle nous a laissé.

Elle rapporte , qu'un riche Seigneur de Lydie , nommé Phités , ayant découvert des mines d'or dans ses Domaines , occupa tous ses vassaux à les faire valoir ; & leur interdit tout autre travail , s'imaginant avoir trouvé la source des richesses. Il fit un voyage à la Cour de Xercés ; & ses sujets manquant bientôt du nécessaire , vinrent exposer leur misere à sa femme. Au retour de Phités , elle ne lui fit servir que des mets d'or , dont il loua le travail : mais comme ils n'appaisoient point la faim qui le pressoit , il reconnut son erreur , abandonna le travail des mines ,

& fit reprendre à ses sujets leurs professions ordinaires, (a) plus

(a) *Pithes, aureis metallis inventis, omnes cives jubebat inquirere, fodere, aurum purgare, nullum aliud opus facere, neque in terrâ, neque in mari. Omnes eam rem molestè ferrebat, quod neque fructus haberent, neque quicquam aliud ad vitæ cultum facere possent. Mulieres eorum suppliciter uxorem Pithis orabant, ut de eo negotio apud virum suum intercedat. Quæ illas jussit abire, & bonum animum gerere. Ipsa verò, convocatis auri fabris, præcepit eis, ut aureos pisces facerent, Bellaria matuta, Obsonia, Cibos, omnia ex auro. Pithes reversus è peregrinatione, carnam petebat. Uxor auream ei mensam apponit, in quâ nihil Eduliorum erat, sed omnia facta ex auro, Eduliis similia. Pithes, collaudatâ artis efficione, postulabat quod ederet. Illa*

aliud quoddam aureum Edulium ei
offert, & hoc iterum. Indignanti ma-
rito, ac famere se dicenti, respondit:
at tu omnem agricolationem & arti-
ficium substulisti, & aurum inutile
fodere jussisti, quod nemini homi-
num usui est, nisi fructus etiam se-
minatos plantatosque habeant. Hac
uxoris prudentia Pithes edoctus, me-
tallorum opera reliquit, & cives ad
agriculturam, alias que artes exer-
cendas dimisit. *Polyæni Strat.* L. 8.
cap. 42.



TABLEAU.

REvenons en France, & nous trouverons dans le prix des bleds, que l'inconstance des saisons, la haute valeur des monnoyes, la plus grande abondance des métaux dans le Royaume, ont eu moins de part au renchérissement des grains, que les différentes situations où la France s'est trouvée. On pourroit lire dans la Table que nous allons donner, une partie de l'Histoire de notre Monarchie. Les grains sont chers, quand des guerres intestines ou étrangères troublent l'agriculture. Leur prix retombe, quand la paix rétablit le calme. Les accidens des saisons sont moins à craindre, que

les causes qui affoiblissent la culture ; & les monnoyes n'y ont qu'une influence peu marquée.

Cette Table renferme le prix du septier de bled, depuis le treizième siècle, jusqu'à présent ; & pour son intelligence, il faut observer.

10. Que l'on a fait un prix commun du prix des différentes années qui sont accolées, vis-à-vis duquel on a placé dans la quatrième colonne le prix du marc d'argent fin du même tems. On voit dans la cinquième l'évaluation de l'ancien prix, sur le pied de la valeur actuelle des monnoyes. Ainsi dans toutes les différentes époques, soit que les monnoyes aient été hautes ou basses, le prix du marc d'argent fin représente toujours huit onces d'argent ou un marc. Ainsi quand

quand le marc d'argent ne valoit que 58 sols, comme en 1202 sous Philippe II; ces 58 sols fai- soient autant que 54 liv. 6 sols à présent: & par conséquent, quand on donnoit 7 sols pour payer un septier de bled, on donnoit près d'une once d'ar- gent; & ces 7 sols répondoient à 6 livres 11 sols d'à présent. C'est sur ce principe, que cette Table a été calculée. Le poids seul, & non la dénomination des especes, déterminant la quan- tité d'argent, & l'estimation vé- ritable du prix de chaque chose.

2°. On a négligé quelques fractions de deniers, afin de ne point trop embarrasser les colon- nes de chiffres. Cette précision arithmétique étant assez inutile dans des choses d'estimation, dont il ne s'agit que de donner des idées de comparaison.

3°. L'on n'a point confondu les années de disette dans les prix communs ; on leur a donné une estimation séparée, afin qu'il fût aisé de faire la comparaison d'une disette à l'autre.

4°. Tous les prix portés à chaque année, sont extraits du Livre de l'Essai sur les Monnoyes, que l'Auteur a travaillé avec autant d'exactitude, que d'intelligence : & il a puisé ces prix dans de bonnes sources, ainsi qu'on le peut voir dans son Avertissement, pag. 14.



TABLE des Prix du Septier de Bled, mesure de Paris, depuis l'année 1202. jusqu'en 1746. avec la valeur du Marc d'Argent fin de 120 deniers sous chaque Regne, servant à faire l'évaluation des anciens Prix en Monnoye actuelle.

Années	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Argent.	Evaluation du Septier en monnoye actuelle.
Philippe II.	liv. f. d.			
1202	0.5.7			
Louis IX.		1. f. d.	1. f. d.	1. f. d.
1256	0.5.4	0.7.0	2.18.0	6.11.0
Philippe IV.				
1289	0.6.3			
1290	0.8.4			
1294	0.9.8			
1304	2.0.0	2.0.0	8.7.0	13.0.0
1312	0.16.3			
1314	0.10.0	0.13.0	4.0.0	8.16.0
Louis X.				
1315	2.10.0	2.10.0	4.0.0	33.18.0
Philippe V.				
1316	0.17.0	0.17.0	4.0.0	11.10.0
Charles IV.				
1322	1.0.3	0.18.0	4.7.0	11.4.0
1323	0.15.7			

Années	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Ar- gent fin.	évaluation du Septier monnoye actuelle.
1327	0. 13. 9			
Philippe VI.		0. 15. 0	6. 0. 0	6. 16. 0
1328	0. 17. 3			
1329	0. 15. 0			
		1		
1332	0. 11. 9			
1333	0. 16. 5	0. 13. 0	3. 0. 0	11. 15. 0
1334	0. 10. 4			
		1		
1337	0. 12. 5	0. 12. 5	4. 10. 0	7. 10. 0
1339	0. 15. 0	0. 15. 0	7. 10. 0	5. 8. 0
1341	0. 17. 6	0. 17. 6	9. 0. 0	5. 5. 0
1342	2. 4. 5	2. 4. 5	15. 0. 0	8. 1. 0
1343	2. 0. 0	2. 0. 0	3. 15. 0	28. 19. 0
		1		
1344	0. 13. 10	0. 12. 0	3. 15. 0	8. 13. 0
1345	0. 10. 1			
		1		
1347	0. 15. 2	0. 15. 2	5. 0. 0	8. 4. 0
Jean.				
1350	4. 4. 0	4. 4. 0	6. 0. 0	30. 8. 0
			9. 0. 0	
			1	
1351	8. 0. 0	8. 0. 0	7. 10. 0	
			12. 0. 0	39. 9. 0
			13. 10. 0	
			1	
1354	1. 9. 4	1. 9. 4	6. 0. 0	13. 5. 0
1356	0. 17. 8	0. 17. 8	11. 0. 0	4. 0. 0
			1	
1359	5. 12. 0	5. 12. 0	45. 0. 0	4. 3. 0
			102. 0. 0	
			1	
1360	1. 5. 0	1. 5. 0	16. 0. 0	4. 5. 0

Années.	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Argent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
1361	liv. f. d. 1 1. 10. 2			
Charles V.				
1365	1. 0. 3			
1369	1. 14. 2			
1372	0. 12. 0	1. 1. 1	6. 0. 0	9. 10. 0
1375	0. 15. 4			
1376	1. 5. 3			
Charles VI.				
1382	0. 10. 6			
1385	0. 14. 10			
1390	1. 0. 0			
1397	0. 13. 2			
1398	0. 14. 2			
1405	0. 18. 2	0. 17. 0	6. 15. 0	6. 17. 0
1406	0. 15. 0			
1410	1. 5. 0			
1411	0. 16. 0			
1413	0. 13. 1	0. 13. 1	11. 14. 0	3. 0. 0
1416	Cherté, famine, mortalité, jusqu'en 1415.			
Charles VII.				
1426	0. 17. 0			
1427	1. 5. 6	0. 18. 2	8. 0. 0	6. 3. 0
1428	0. 12. 0			
1430	3. 17. 6			
1431	2. 0. 0	3. 7. 2	8. 0. 0	22. 15. 0
1432	4. 4. 0			
1433	1. 14. 0			
1435	0. 13. 2	1. 2. 4	8. 0. 0	7. 11. 0
1436	1. 0. 0			

Années.	Prix du Septlet de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Argent fin.	Évaluation du Septier moyenne actuelle.
1437	lv. 1. d.			
1438	5. 0. 0			
1439	4. 16. 0	6. 5. 4	8. 0. 0	42. 10. 0
1440	5. 0. 0			
1440	1. 1. 0	1. 1. 0	8. 0. 0	7. 2. 0
1443	1. 10. 9			
	4. 4. 8	2. 7. 8	8. 0. 0	16. 3. 0
1444	1. 0. 0	1. 0. 0	8. 0. 0	6. 16. 0
1446	0. 10. 0			
1447	0. 12. 0			
1448	0. 3. II			
1449	0. 13. 0			
1450	0. 11. 0	0. 12. 4	9. 0. 0	3. 14. 0
1452	0. 8. I			
1454	0. 13. 9			
1457	1. 0. I			
1459	0. 17. 6			
Louis XI.				
1462	0. 11. 8			
1463	0. 9. 7			
1464	0. 5. 0	0. 11. 7	9. 0. 0	3. 9. 0
1465	0. 10. 0			
1466	1. 1. 8			
1467	0. 9. 4			
1469	0. 11. 3			
1470	0. 7. I			
1471	0. 11. 0	0. 11. 0	11. 5. 0	2. 13. 0
1472	0. 10. 0			
1473	0. 10. 0			
1474	0. 18. 0			
1476	0. 18. 0	0. 18. 2	12. 0. 0	4. 2. 0
1477	0. 18. 4			

Années.	Prix du Septier de Blei.	Prix commun.	Prix du marc d'Ar- gent fin.	Évaluation du Septier monnoye actuelle.
	liv. f. d. i			
1481	1. 5. 0	{ 1. 5. 0		
1482	2. 0. 0			
Charles VIII.			10. 16. 0	6. 5. 0
1485	0. 13. 6			
1486	1. 6. 4			
1487	1. 0. 0			
1489	0. 15. 0			
1491	0. 15. 0			
1495	0. 11. 5			
Louis XII.		0. 18. 8	12. 0. 0	4. 4. 0
1498	1. 0. 0			
1499	1. 6. 8			
1500	0. 11. 6			
1501	1. 10. 0			
1508	1. 5. 0			
1509	0. 16. 8			
1510	0. 8. 1	0. 15. 4	11. 9. 0	3. 12. 0
1511	0. 8. 8			
1512	0. 13. 9			
1513	1. 0. 0			
François I				
1515	3. 4. 2	3. 4. 2	12. 0. 0	14. 10. 0
1517	1. 5. 0	1. 5. 0	12. 0. 0	5. 13. 0
1519	1. 2. 6	1. 4. 2	13. 0. 0	5. 0. 0
1520	1. 5. 10			
1521	4. 3. 4			
1522	3. 0. 0	3. 7. 9	13. 0. 0	14. 3. 0
1524	3. 0. 0			

Années.	Prix du Septier de Bled	Prix commun.	Prix du marc d'Ar- gent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
	liv. 1 . 0 . 1			
1525	1. 0 . 0			
1526	0. 18 . 4	0. 19 . 2	13. 0 . 0	3. 19 . 0
	5			
1527	2. 2 . 11			
1528	2. 3 . 4			
1529	3. 14 . 3	2. 13 . 0	13. 0 . 0	11. 1 . 0
1530	2. 11 . 1			
	1			
1531	5. 3 . 2			
1532	4. 1 . 8	4. 12 . 6	13. 0 . 0	19. 6 . 0
	1			
1533	2. 0 . 10			
1534	1. 11 . 3			
1535	2. 1 . 10			
1536	3. 0 . 0	2. 10 . 6	13. 0 . 0	10. 10 . 0
1538	2. 14 . 0			
1539	3. 15 . 3			
1540	2. 1 . 0			
1541	2. 2 . 6			
1542	2. 12 . 5			
1543	2. 18 . 4			
1544	3. 6 . 8			
1545	3. 5 . 0			
1546	3. 0 . 0	2. 17 . 0	15. 0 . 0	10. 6 . 0
Henti 11.				
1547	2. 6 . 10			
1548	2. 10 . 5			
1553	3. 13 . 4			
1554	3. 6 . 8			
1555	3. 7 . 11			
1556	5. 11 . 0	5. 14 . 2	15. 0 . 0	20. 13 . 0
1557	5. 13 . 4	5. 13 . 4		

Années.	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Ar- gent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
1558	liv. f. d. 1 3. 1. 8			
François II.				
1559	3. 12. 7	3. 9. 9	15. 0. 0	12. 12. 0
Charles IX.				
1560	3. 15. 0			
1561	4. 10. 0			
1562	6. 0. 10	6. 4. 2	15. 0. 0	22. 9. 0
1563	8. 1. 8			
1564	3. 18. 0			
1565	6. 6. 9			
1566	10. 7. 9			
1567	8. 15. 0			
1568	6. 2. 11	6. 11. 8	16. 13. 4	21. 9. 0
1569	5. 8. 0			
1570	4. 11. 0			
1571	6. 0. 5			
1572	7. 15. 2			
1573	14. 15. 0			
Henri III.		14. 7. 6	16. 13. 4	46. 17. 0
1574	14. 0. 0			
1575	6. 12. 6			
1576	8. 3. 9			
1577	5. 8. 4			
1578	5. 16. 8	6. 6. 4	21. 5. 8	16. 2. 0
1579	6. 4. 7			
1580	6. 5. 0			
1581	5. 13. 9			

Années.	Prix du Sépt et de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Ar- gent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
	liv. f. d.			
1582	7. 9. 8			
1583	7. 11. 3			
1584	8. 10. 0	7. 19. 0	20. 11. 4	20. 18. 0
1585	8. 4. 5			
	1			
1586	19. 10. 0	29. 16. 8	20. 12. 4	78. 13. 0
1587	30 & 40. 5			
	1			
Henri IV.				
1589	6. 5. 0			
1590	11. 18. 9	18. 2. 0	20. 11. 4	47. 14. 0
1591	30. 6. 8			
1592	18. 0. 0			
1595	24. 0. 0			
	1			
1596	17. 12. 10			
1597	15. 19. 2			
1598	13. 17. 2			
1599	7. 7. 7	11. 9. 6	20. 11. 4	30. 5. 0
1600	7. 2. 9			
1601	6. 18. 1			
	1			
1602	5. 18. 5			
1603	11. 18. 3			
1604	7. 12. 5			
1605	6. 10. 10	8. 11. 0	22. 0. 0	21. 1. 0
1606	7. 7. 8			
1607	7. 8. 10			
1608	11. 10. 5			
1609	10. 1. 7			
	1			

Années.	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Argent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
Louis XII.	11v. 1. 0.			
1610	7. 11. 0			
1611	7. 12. 5			
1612	7. 14. 10			
1613	6. 19. 0	8. 4. 6	22. 0. 0	20. 6. 0
1614	7. 18. 6			
1615	6. 18. 2			
1616	7. 1. 8			
1617	7. 16. 0			
1618	14. 8. 10			
1619	8. 17. 7			
1620	6. 12. 1			
1621	8. 11. 7			
1622	11. 5. 7			
1623	10. 17. 0	10. 9. 6	22. 0. 0	25. 17. 0
1624	8. 10. 4			
1625	9. 9. 7			
1626	16. 16. 0			
1627	13. 5. 2			
1628	9. 18. 0			
1629	9. 0. 0			
1630	10. 13. 7			
1631	19. 16. 5			
1632	15. 7. 2	11. 17. 6	22. 0. 0	29. 6. 0
1633	11. 0. 11			
1634	9. 5. 0			
1635	9. 18. 7			
1636	11. 13. 4			
1637	11. 2. 0			
1638	10. 10. 0	10. 7. 2	27. 10. 0	20. 9. 0
1639	9. 2. 2			
1640	9. 8. 5			

Années.	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Ar- gent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
	liv. f. d.			
1641	11. 19. 2			
1642	12. 2. 5	12. 1. 0	29. 3. 7	12. 8. 0
Louis XIV.				
1643	17. 17. 9			
1644	17. 11. 0	13. 15. 0	28. 13. 8	26. 1. 0
1645	11. 4. 3			
1646	9. 7. 2			
1647	12. 13. 7			
1648	15. 3. 7			
1649	18. 18. 0			
1650	26. 10. 5	22. 4. 6	28. 13. 8	42. 2. 0
1651	25. 13. 0			
1652	24. 18. 0			
1653	13. 7. 0			
1654	12. 12. 0			
1655	10. 19. 0			
1656	10. 7. 6	11. 15. 2	28. 13. 8	22. 5. 0
1657	10. 4. 0			
1658	12. 19. 6			
1659	15. 4. 6			
1660	17. 8. 0			
1661	26. 11. 0	22. 13. 0	28. 13. 4	42. 18. 0
1662	33. 9. 0			
1663	20. 12. 6			

Années.	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Argent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
	liv. s. d. 1			
1664	17. 2. 0			
1665	13. 16. 0			
1666	12. 19. 0			
1667	9. 0. 0			
1668	7. 19. 0			
1669	8. 2. 4	10. 7. 3	28. 13. 4	19. 12. 0
1670	8. 8. 7			
1671	9. 7. 6			
1672	9. 15. 0			
1673	7. 17. 4			
1674	9. 9. 1			
1675	14. 6. 6			
1676	10. 4. 0			
1677	11. 12. 6			
1678	14. 9. 6			
1679	16. 8. 6			
1680	12. 13. 6			
1681	13. 10. 0			
1682	12. 18. 0	12. 11. 0	28. 13. 4	23. 16. 0
1683	11. 6. 6			
1684	14. 6. 6			
1685	16. 1. 0			
1686	10. 2. 6			
1687	10. 13. 0			
1688	7. 0. 3			
1689	7. 18. 3		32. 2. 0	
1690	9. 6. 0	9. 18. 6	32. 11. 8	
1691	9. 16. 6		32. 11. 8	16. 14. 0
1692	12. 13. 6		31. 12. 3	
	1	1	1	
1693	25. 10. 0	32. 8. 0	30. 5. 0	
1694	39. 6. 0		34. 19. 7	33. 19. 0

Années.	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marte d'Argent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
	liv. f. d. l			
1695	14. 6. 6			
1696	14. 15. 6	15. 9. 0	34. 19. 7	24. 0. 0
1697	17. 5. 0			
1698	21. 12. 6			
1699	26. 19. 6	24. 2. 0	34. 19. 7	38. 9. 1
1700	23. 14. 0		33. 1. 5	
	1	1	1	
1701	15. 19. 0		32. 11. 8	
1702	12. 10. 6		36. 19. 3	
1703	11. 15. 6		35. 19. 9	
1704	11. 9. 6	10. 17. 6	38. 18. 1	15. 14. 0
1705	10. 7. 9		37. 13. 9	
1706	7. 17. 4		34. 10. 9	
1707	6. 18. 9		47. 8. 0	
1708	10. 1. 0		36. 14. 0	
	1			
1709	44. 11. 0		33. 5. 5	
1710	40. 10. 0	42. 10. 6	31. 12. 4	63. 17. 0
			43. 12. 8	
1711	17. 8. 6		43. 12. 8	
1712	20. 17. 0		43. 12. 8	
1713	28. 11. 6		43. 12. 8	
1714	29. 2. 0	22. 2. 3	38. 3. 7	29. 16. 0
Lois XV.				
1715	14. 12. 3		32. 4. 0	
	1	1	1	
1716	12. 9. 0		43. 12. 3	
1717	9. 19. 9		43. 12. 3	
1718	10. 19. 0		66. 12. 0	
1719	14. 7. 3	14. 3. 0	61. 1. 9	11. 12. 0
1720	20. 11. 0		110. 16. 0	
1721	14. 14. 0		68. 14. 6	
1722	16. 1. 0		68. 14. 6	

Années.	Prix du Septier de Bled.	Prix commun.	Prix du marc d'Argent fin.	Evaluation du Septier monnoye actuelle.
	liv. f. d.			
1723	25. 1. 0		72. 0. 0	
1724	24. 19. 6	26. 16. 0	52. 12. 0	25. 14. 0
1725	30. 7. 6		45. 5. 5	
1726	26. 11. 0			
1727	19. 1. 0			
1728	12. 16. 6			
1729	17. 2. 0			
1730	15. 13. 6			
1731	19. 3. 0	15. 13. 0	54. 6. 0	15. 14. 0
1732	13. 8. 6			
1733	10. 7. 0			
1734	11. 0. 6			
1735	11. 6. 6			
1736	13. 1. 0			
1737	14. 14. 0			
1738	18. 15. 0			
1739	22. 19. 0			
1740	27. 12. 0			
1741	38. 2. 0	19. 0. 9	54. 6. 0	19. 0. 10
1742	21. 2. 0			
1743	11. 14. 9			
1744	11. 1. 3			
1745	11. 6. 6			



OBSERVATIONS.

ARÊTONS-nous un moment à faire quelques observations sur cette Table ; & jettons les yeux sur les révolutions des différens prix du bled.

Le premier renchérissement se trouve en l'année 1304. Il fut peut-être occasionné par le surhaussement des monnoyes, auquel le dérangement des finances, & une guerre assez longue donnerent lieu. Philippe IV, par son Ordonnance du mois de Mars 1304, défendit de vendre le septier de bled plus de 2 livres ; ce qui fit un si mauvais effet, que l'on fut obligé de révoquer cette Ordonnance le 11 Avril suivant.

En 1315, la continuation de

M iij

la guerre de Flandre, & la combustion dans laquelle le Royaume étoit tombé, contribuerent autant à la disette, que les pluies continues de cette année.

On peut regarder toutes les disettes du quatorzième siècle, & celles du commencement du quinzième, comme une suite de l'invasion du Royaume par les Anglois. Les variations du bled dépendent souvent du sort des armes, sur-tout quand l'ennemi est dans le centre d'un Etat.

La bonne conduite de Charles V, & ses succès contre les ennemis, rétablirent & soutinrent la France pendant une longue suite d'années; & la treve avec les Anglois entretint les bleds à bas prix, (a) jusqu'à la

(a) Voyez la Table depuis l'année 1361, jusqu'en 1414.

perte de la bataille d'Azincourt en 1415, qui plongea la France dans de nouveaux malheurs.

Il n'a pas été possible de fixer aucun prix du bled, depuis 1416, jusqu'en 1425. Le Royaume fut plein de troubles, d'ennemis & de factions. Le marc d'argent monta depuis 6 liv. jusqu'à 40 livres. Les Marchands & les Boulanger s'enfuirent, & le peuple manqua de pain : tant il est délicat de faire des Réglemens sur cette denrée. Enfin on permit de le vendre jusqu'à cinq écus d'or le septier.

Les chertés sous le regne de Charles VII ont un rapport immédiat avec la guerre des Anglois, qui occupoient une partie du Royaume. Quand il ne fut plus désolé par les ennemis

du dedans & du dehors, (a) on voit une suite de bas prix du bled pendant 69 années. Il se maintint à 3 & 4 livres le septier, monnoye actuelle; & quoique le prix du marc d'argent eût toujours augmenté, (b) le bled fut plus bas que dans les siècles précédens.

On le voit hausser de tems à autre sous François I, à cause des guerres dont ce Regne fut souvent agité.

Quand l'esprit de faction eut ensuite brouillé tout le Royaume, on trouve des prix exorbitans, qui n'ont d'autre cause, que les fureurs de la ligue.

(a) Voyez la Table année 1446, jusqu'à 1515.

(b) Faites la comparaison des prix dans la Table, tant du marc d'argent, que du bled.

Le R^egne de Henri IV se sentit encore de ces secousses ; les bleds sous ce R^egne, sous celui de Louis XIII, & sous Louis XIV, jusqu'en 1664, furent toujours plus chers, qu'ils ne l'ont été de nos jours.

Pendant les 20 années du R^egne de Henri IV, qui composent trois époques dans la Table, leur prix commun monte à 33 liv. 0 s. 4 den. valeur actuelle.

Dans les quatre époques du R^egne de Louis XIII, il est seulement de 22 liv. 5 s. 0 d. Dans les quatre autres de la minorité de Louis XIV, il monte à 33 l. 6 s. 6 d. Cette différence ne vient que des troubles intestins, qui agiterent le commencement de ce R^egne ; car excepté 1662, il n'y eut dans tout cet intervalle, aucune véritable disette. Cependant dans ces différens tems, le

septier de bled se payoit deux ou trois onces d'argent plus qu'à présent ; ce qui double le prix.

Le calme intérieur, & une meilleure administration, apportent de grands changemens dans le Royaume. Depuis l'année 1664, on verra le prix des bleds toujours baisser. Il n'augmenta qu'en 1693, 1699 & 1709, par l'accident physique des saisons. Les guerres de Louis XIV y causerent quelques changemens : mais en général depuis 1664, jusqu'à présent, on voit par la Table du prix des grains, le Royaume & les terres s'améliorer ; à mesure que les sujets, plus instruits de leurs devoirs, s'éloignent de cet esprit de faction qui fait le malheur des Etats.

Sous le Regne de notre Monarque, nous n'avons point

éprouvé de calamités fâcheuses ; & nous remarquons avec plaisir, que le prix des bleds est plus bas que dans les siècles antérieurs. Le prix commun des quatre époques de 1716 à 1746, n'est que de 18 livres. Ainsi sous le Règne de notre Roi bienfaisant, nous trouvons les tems de cette félicité précieuse qui assure le bonheur des sujets, & la tranquillité du Royaume. Nous avons augmenté nos biens & notre aisance ; & le peuple a mangé le pain à meilleur marché, que depuis plusieurs siècles. Cependant la valeur de nos monnoyes a haussé considérablement, sans que les grains s'en soient ressentis : au contraire, ils sont à meilleur compte, que lorsque le marc d'argent étoit de 20 à 30 liv. & il faut un moindre poids d'argent, pour les payer.

M vj

On doit encore observer, qu'on ne voit point de bleus à plus bas prix, que depuis 1716, jusqu'en 1722. Epoque dangereuse, où les monnoyes furent dans une agitation continue, & où le marc d'argent monta à des prix excessifs. Donc la bonté du Gouvernement, qui procure l'amélioration de la culture, est le thermomètre le plus sûr de la valeur des grains, qui ne haussent point à proportion des richesses; mais qui baissent au contraire à proportion du bonheur & de la tranquillité qui regnent dans les campagnes. (a) C'est

(a) O Melibæ, Deus nobis hæc otia fecit.

Namque erit ille mihi semper Deus.....

Ille meas errare boves, ut cernis;
& ipsum

Ludere quæ vellem, calamo per-
misit agresti. *Virg. Eclo. 1. v. 10,*

de-là que dépend la plus grande quantité de colons & de denrées ; c'est ce qui en regle le prix.

Si sous le Regne de notre heureux Monarque, nous avons moins éprouvé d'inégalités sur le prix des bleds, que sous les Regnes précédens ; s'ils ont été moins chers que dans les siècles antérieurs, ainsi qu'on le voit par la Table ; si la vileté du prix est un obstacle à la fécondité ; si nos terres peuvent fournir au-delà du nécessaire, & nous présentent une mine plus abondante, que celles du Perou ; si la liberté absolue peut nous parer de tous inconvénients, & nous procurer de grands avantages ; mettrons-nous encore des bornes aux bienfaits de la nature ? Et notre Police timide & variable, sera-t-elle toujours al-

OBJECTIONS.

DE nouvelles objections se présentent encore. " Si l'on ouvre , dira-t-on , la barrière de l'extérieur , les étrangers en foule viendront sur le champ enlever nos grains ; les bleds rencheriront ; les salaires augmenteront ; la subsistance des troupes sera plus difficile , & plus couteuse . "

Nous courions risque autrefois d'être épuisés tout-à-coup ; quand la permission étoit passagère , les étrangers s'empressoient d'en profiter : mais si la liberté est absolue , & déclarée perpétuelle , ils attendront les

tems les plus favorables, pour acheter à meilleur marché; surtout si c'est pour enmagasiner. Par conséquent, lorsque nos grains seront chers, ils n'en acheteront point, ou en acheteront peu: c'est une raison décisive, pour nous rassurer dans un tems de cherté, où nous croyons toujours avoir le plus à craindre.

Si nos grains sont à bas prix, c'est alors qu'ils viendront les chercher plus volontiers. C'est une autre raison essentielle, pour ne point hésiter d'en ouvrir la barriere; puisqu'il nous est avantageux de vendre beaucoup, quand il y a abondance. Mais ce qui doit faire cesser toute crainte en tout tems, c'est que si nos sujets ont une fois la permission de faire des amas ou des magasins, & qu'ils soient bien

assurés qu'ils ne seront jamais gênés en aucune façon ; alors ils deviendront les concurrens de l'étranger , sur-tout dans le bas prix : & nous avons déjà observé , qu'il ne sera pas si facile qu'autrefois de nous dépouiller tout-à-coup de nos grains , quand nos sujets ne seront plus réduits à n'être que les Commissionnaires de notre propre denrée.

Pour nous rassurer encore , considérons que les Hollandais sont les seuls qui fassent de gros magasins de bleds étrangers : l'on n'en voit point dans les autres pays circonvoisins. L'Angleterre en a en si grande abondance , qu'elle est bien éloignée de venir acheter les nôtres. Mais quand on supposeroit , que quelques étrangers concevroient le dessein d'enlever de France six à sept cens mille muids de

3

bled ; cette quantité, qui étonne d'abord, ne fait cependant pour le Royaume qu'une consommation de deux mois, comme nous l'avons prouvé ci-devant. Or, non-seulement cet achat nous ferait plus avantageux que préjudiciable dans une infinité de circonstances, attendu que dans plusieurs années nous sommes en état d'y fournir sans risques, ainsi qu'on le peut voir ci-devant : mais il est aisé de démontrer l'impossibilité d'un pareil enlèvement, par quelque Nation que ce soit. Calculons le prix de cette quantité vendue au dehors à 10 ou 12 liv. le septier seulement ; ajoutons-y les droits de 22 livres par muid pour la sortie, avec les autres frais de transport ; & nous trouverons, qu'ils reviendroient à plus de cent millions, étant enmagasinés.

dans le pays étranger. Quelle est la Nation en état de faire cette avance ? Dans quels ports sont les magasins qui pourroient contenir cet immense volume de bleds ? Quand on supposeroit encore, contre toute apparence, que plusieurs Nations nos ennemis, se ligueroient pour enlever nos bleds ; leur intelligence pourroit-elle faire sortir tout à la fois cette quantité de six à sept cens mille muids ? Si elles y parvenoient, ce ne seroit certainement pas dans un tems de cherté, parce qu'il leur faudroit alors le double de fonds pour les payer ; ce qui feroit plus de deux cens millions. Si elles tentoient cette opération dans un tems où les bleds sont à bas prix, elles nous feroient certainement plus de bien que de mal ; puisqu'elles nous apporteroient beaucoup

d'argent, & donneroient une vivacité surprenante à nos cultivateurs. Nous avons d'ailleurs déjà observé, que le Conseil a dans sa main la clé de nos moissons par le surhaussement des droits de sortie, qu'il est maître de régler suivant les circonstances; & que ces droits plus ou moins forts, arrêtent les grains dans le Royaume, ou les poussent au dehors à volonté. Ainsi il est aisé par ce seul moyen, de parer tous les inconvénients que l'on pourroit objecter.

La seule réflexion sur l'immensité des avances à faire pour l'enlevement de nos blés au dehors, sur l'impossibilité des emplacemens, sur la difficulté des sorties, lorsqu'on les chargera de gros droits, paroîtra, à quiconque voudra y faire attention, un argument bien fort con-

tre nos terreurs paniques. Plus on les examinera de sang froid, plus on les trouvera mal fondées. En effet peut-on penser sensément, que nos voisins, prémeditant la guerre contre nous, se cottiseroient d'avance, pour enlever nos bleus, tandis qu'ils ont bien de la peine à faire le fonds des dépenses les plus pressées ?

D'ailleurs, si c'est un moyen praticable pour nuire à son ennemi, pourquoi ne l'avons-nous pas mis en usage ? Nos voisins n'ont jamais pris aucunes précautions sur leurs grains. Les ports de la Hollande & de l'Angleterre, les greniers de l'Allemagne & des Pays-Bas, ont toujours été ouverts. On ne cherche qu'à nous vendre, & qu'à attirer notre argent ; & si l'on n'a pas la même crainte que nous, parce qu'elle est mal fondée ;

pourquoi tardons nous à montrer la même sécurité?

Louis XIV en 1672, (a) en 1678, (b) & en 1704, (c) années où la guerre étoit assez vive, n'hésita point à donner des permissions générales pour la vente au dehors, & ne fut point inquiet de voir passer une denrée superflue en pays ennemi. Ainsi loin de craindre que les étrangers enlevent nos grains, ne devons-nous pas plutôt appréhender, qu'ils ne les recherchent pas

(a) Par Arrêt du 26 Octobre 1672, qui diminua les droits de sortie de moitié. Par autre Arrêt du 6 Novembre 1672, ils furent réduits au quart; & par Arrêt du 25 Avril 1673, ils furent totalement supprimés.

(b) Par Arrêt du 4 Juin 1678.

(c) Par Arrêt du 20 Novembre 1704.

274 *Essai sur les Prix.*
avec beaucoup d'empressement.
Nous en avons toujours été assez
avares ; & nos voisins ont sub-
sisté sans notre secours. Ils n'en
ont donc pas un besoin aussi ab-
solu qu'on se l'imagine ; ce qui
doit nous tranquilliser sur les
quantités qu'ils peuvent tirer de
chez nous : elles ne seront ja-
mais assez fortes, pour nous faire
un tort réel, & causer la di-
fette.

Si l'effet des permissions nous
a souvent mal réussi, c'est qu'el-
les ont toujours été trop tard
accordées, & dans le tems que
le Laboureur épuisé avoit ral-
lenti sa culture ; ce que nous ne
pouvons trop répéter. Alors les
récoltes moins abondantes ont
fait paroître les moindres sorties
préjudiciables ; on a imputé à
cette cause apparente, un mal
dont on ne voyoit pas la source ;

on a inve^{ct}ivé contre les permissions ; & ces cris ont intimidé de façon, que sans autre examen on a jugé les sorties très-dangereuses. Quelquefois elles l'ont été effectivement ; parce que n'étant accordées que pour un tems limité, l'étranger s'est empressé de tirer dans un court intervalle toute la quantité de grains, qui ne s'écouleroit que lentement ; si la liberté étoit constante & perpétuelle. Ces saccades ont fait une révolution subite dans les prix, attendu qu'elles faisoient une impression trop marquée dans la masse des bleds, & dans l'opinion des peuples.

Nous ne pouvons douter, que l'opinion ne décide quelquefois du prix des grains, sans égard à leur quantité effective. Car lorsque le bled est cher, & que les apparences sont belles, il baïsse

à mesure que l'on approche de la récolte, quoique la consommation en diminue la masse tous les jours. Si le grain au contraire est à bon marché, & que la récolte n'ait pas répondu aux espérances; il augmente sur le champ, quoiqu'il y en ait une plus grande quantité qu'auparavant. Ainsi son prix est souvent gouverné par les apparences.

Ce qui se passe tous les jours dans les marchés, en est une nouvelle preuve. Le grain baisse, quand il y en a plus au marché qu'on n'en demande; il hausse, quand on en demande plus qu'il n'y en a. Cet effet dépend absolument du plus grand nombre de vendeurs & d'acheteurs qui se trouvent ensemble. Les besoins entretiennent toujours le même nombre d'acheteurs; les vendeurs au contraire sont plus rares

rares dans les tems difficiles.

La réforme de notre Police sur les grains peut seule augmenter le nombre des vendeurs. Nos marchés seront alors mieux garnis par une concurrence volontaire ; & les prix s'affoibliront, sans que l'on en voie la raison. Les Ordonnances conduisent peu de bleus au marché ; c'est l'intérêt qui les apporte.

Le souvenir des disettes ne s'efface point aisément de l'esprit des peuples, & de ceux qui croient prendre ses intérêts ; & l'on ne cessera d'objecter, que la liberté entière haussera trop le prix du pain.

Il est juste de procurer au peuple la subsistance la plus aisée ; & c'est cet esprit qui nous anime ; c'est l'objet de nos recherches : mais il est dangereux pour

le peuple & pour l'Etat , de maintenir le pain à trop bas prix. Pour l'Etat , parce que cela dégrade ses fonds , & la culture ; pour le peuple , parce qu'il tombe dans l'oisiveté , mère des vices.

Lorsque le pain est à trop bon marché , le menu peuple , qui dans tout pays ne travaille précisément que pour vivre , peut gagner en peu de jours de quoi se nourrir une partie de la semaine sans rien faire. Alors il refuse souvent le secours de ses bras ; il se livre aisément à la fainéantise & à la débauche ; il en contracte même l'habitude , & elle engendre la race des mendians. Ainsi la subsistance trop aisée fait souvent plus de paresseux , qu'une cherté ne fait de misérables. C'est pour la prévenir , qu'il faut entretenir par

un prix moyen l'activité du bas peuple ; il n'a souvent d'autre aiguillon que la nécessité de vivre.

C'est mal entendre les intérêts du peuple, que de les séparer de ceux du propriétaire. Quand les riches vendent mal leurs denrées, ils ont moins de quoi faire travailler les pauvres ; si la vente du grain ne rend point assez à celui qui le recueille, il ne peut procurer assez d'occupations au journalier. Dès l'instant le plus robuste & le plus industrieux en va chercher ailleurs : le moins actif, le moins utile nous reste. Ce relâchement, cette désertion, effrayent moins que la cherté ; les effets en sont effectivement plus lents & moins sensibles : mais l'affoiblissement des campagnes, leur déperissement imperceptible, est

une calamité publique ; moins remarquable , plus préjudiciable cependant , que le renchérissement du pain.

Si la nouvelle Police engage , comme il y a lieu de l'espérer , à augmenter la culture , & à conserver des grains dans le Royaume ; pourrons-nous craindre alors des chertés trop marquées ? Ne nous garantira-t-elle pas au contraire des alternatives fâcheuses qui font tomber le bas peuple dans le désespoir , ou dans la fainéantise , par des prix trop hauts ou trop bas ? Extrémités toujours dangereuses pour le peuple & pour l'Etat.

L'uniformité de prix au contraire , qui s'établirait , si tout le monde s'empressoit de serrer des grains dans les bonnes années , en releveroit la valeur toujours à propos ; & si l'on payoit le

pain un peu plus cher qu'il ne devroit l'être dans l'abondance, les réserves que nous trouverions chez nous, nous empêcheroient de le payer trop cher dans les disettes. A Rome le pain est toujours au même prix, parce que l'Etat garde les blés en magasin. (a) Le peuple ne profite pas du bas prix, & ne se ressent point des chertés. Cela est praticable dans un Etat de peu d'étendue, où l'on connoît

(a) La livre, qui n'est que de 12 onces, vaut toujours deux badoques, qui font plus de deux sols de France. Il n'y a que des petits pains chez le Boulanger; le pauvre & le riche mangent le même. Il est toujours d'une même sorte, beau, blanc, & fort appétissant. Ceux qui en veulent d'autre espèce, font cuire chez eux: il est moins cher; mais il n'est pas si blanc.

le produit des récoltes, & le nombre des sujets. Dans un grand Royaume, la liberté seule de ce commerce peut entretenir à peu près la même uniformité.

Si le pain à trop bas prix diminue la nécessité & les moyens de travailler ; c'est donc éviter un danger, que la pitié mal entendue n'aperçoit pas toujours. Qu'elle ouvre sa bourse à la misère, qu'elle la ferme à la faiméantise, & qu'elle cesse de souhaiter du pain à trop bon marché.

Mais, dira-t-on, si le pain renchérit ; n'y a-t-il rien à craindre pour les salaires ? C'est ce qu'il faut examiner.

Il n'est pas sûr que la nouvelle méthode fasse haussier le prix du pain ; au contraire, si elle anime la culture, & qu'elle multiplie

l'espece, nous aurons beaucoup de grains à vendre au dehors : mais en cas qu'elle fît monter le prix du pain, ce ne pourra jamais être à un taux onéreux. Que l'on suppose, que le bénéfice de ceux qui feront le commerce des bléds renchérira la livre de pain d'un ou deux deniers, ce qui est bien fort : si cependant ce commerce autorisé peut nous faire trouver chez nous toute notre subsistance en tems de disette ; n'y a-t-il pas plus d'avantage pour l'Etat, & pour le peuple, de payer en tout tems cette augmentation, (a) que de payer

(a) Je suppose, que le pain renchérît d'un denier par livre, & qu'il y a seize millions d'Habitans qui mangent trois livres de pain par jour ; ce sont trois deniers d'augmentation par bouche, qui produisent deux cens

tout-d'un-coup le pain au double, ce qui fait une révolution trop subite dans l'esprit & dans la bourse du peuple ? Quand nous accorderons cette espece de rétribution à nos Marchands, pour leurs frais de garde, il n'y aura aucune altération dans l'Etat; c'est à nous-mêmes que nous payons : & cela ne vaut-il pas mieux que d'être exposés à des inégalités, ou d'aller chercher des grains au dehors, qui font

mille livres par jour, qu'il en couteroit de plus au peuple pour se nourrir. Il y a apparence, que cette somme, qui ne fait point d'effet, étant répartie chaque jour sur tous les sujets, suffiroit pour soutenir la garde & le commerce des bleds dans le Royaume, en se répandant sur le Laboureur, le Propriétaire, ou le Marchand de grains.

Tortir notre argent le plus clair? Peut-on penser que ce renchérissement si peu sensible, si peu onéreux au peuple, fasse impression sur les salaires? Non, l'expérience nous a appris, que le prix des journées ne suit pas le prix du pain. On ne s'est jamais apperçu, que les chertés rendissent l'Ouvrier plus cher. Souvent même elles ont donné plus de vigueur à ses bras, & aiguisé son industrie. Il se réduit au simple nécessaire, ou il travaille avec plus d'activité.

L'augmentation que l'on appréhende, ne peut donc avoir un effet sensible sur les salaires. Désabusez-nous d'ailleurs d'une opinion à laquelle un peu de vraisemblance a donné quelque crédit. De même que l'on se persuade, que le prix des grains doit augmenter avec nos richesses.

ses, on pense que les journées d'Ouvriers doivent avoir le même sort. Cependant il n'est pas difficile de démontrer, que les salaires ne se réglent ni sur le prix du pain, ni sur celui des métaux, & qu'ils ne sont pas augmentés autant qu'on le pense.

En 1256, dans le tems qu'un marc d'argent valoit 58 sols, la journée d'un homme dans le Languedoc se payoit 6 deniers. (a) Ainsi l'on faisoit travailler 116 Journaliers pour un marc d'argent. Ces 6 deniers seroient aujourd'hui 9 sols. Il y a bien des Provinces où les salaires ne se payent point encore davantage. On en trouveroit même

(a) Voyez l'*Essai des Monnoyes.* 2e. Partie, pag. 4. Cette Notice est dans l'*Histoire du Languedoc. Tom. 3.*

aux environs de Paris : & avec un marc d'argent nous ferions travailler à peu près le même nombre d'Ouvriers, que dans le treizième siècle.

Dans les Registres de l'Abbaye de Preüilly, à l'année 1594, (a) on trouve des journées de Couturières à 3 sols, & celles d'un Menuisier à 5 sols 3 den. Le marc d'argent valoit alors 20 liv. 12 s. 4 den. Ce seroit à présent pour la Couturière environ 8 sols, & pour le menuisier 14 sols. Quoique dans les Maisons Religieuses on fasse travailler à meilleur marché, qu'ailleurs, il n'y a pas une différence bien considérable de ces prix à ceux du treizième siècle,

(a) Rapporté dans l'*Essai des Monnoyes*, pag. 113.

ni à ceux d'aujourd'hui ; & elle ne répond ni à la valeur des denrées, ni à la masse d'or & d'argent. On peut donc assurer que, quoique la main d'œuvre ait une certaine proportion avec le prix des alimens, elle en a encore une bien plus immédiate avec le nombre des Ouvriers. Plus il y a de bras prêts à travailler, moins la besogne est chère dans toutes sortes de classes, même dans les occupations de luxe. Il n'y a pas long-tems que les vernis, les broderies, les pompons, coutoient plus qu'à présent. L'Ouvrier devient plus expéditif par l'habitude, & moins cher par la concurrence. La nécessité de vivre augmente l'industrie.

Les salaires ne haussent point, lorsque le pain renchérit ; la crainte même de manquer d'oc-

cupation , les réduit souvent. On retranche quelque superfluité , où l'on travaille davantage. Le bled étoit fort cher en 1439 ; on le voit par la Chronique de Montrelet , (a) qui nous apprend , *que les bonnes femmes qui avoient appris à gagner cinq ou six blancs par jour , se donnaient volontiers pour 2 blancs , & si vivoient dessus.* Nous avons vu souvent la même chose ; & quand le pain n'est point à un prix trop haut , un renchérissement passager excite une nouvelle émulation dans l'Ouvrier. La mesure des salaires est donc dans la population , dans le travail & l'habitude des peuples , & dans les taxes sur les consommations. En Angleterre un La-

boureur se paye plus qu'en France; il mange beaucoup de viande, & souvent prend son thé avant d'aller à la charue. Un Manouvrier Hollandois porte très-haut ses salaires; une liberté indéfinie l'autorise à faire payer l'eau-de-vie qu'il vient de boire.

La subsistance des troupes seroit, de même que les sujets, à l'abri de ces inégalités, qui font conclure des traités risquables pour l'Entrepreneur, ou défavantageux pour le Prince. La courte durée de ces sortes de fournitures, que l'incertitude du prix des grains fait renouveler tous les ans, oblige un Entrepreneur à comprendre dans le prix de la ration tous les frais d'un établissement variable, qui se multiplient par un changement annuel.

Les dépenses générales, qui

tombent en pure perte sur un Munitionnaire qui n'exerce qu'une année, enflent nécessairement le prix du pain de munition. Ce n'est qu'à cette condition, que l'entreprise est soutenable. Le Ministre, qui a bien senti ces inconvénients, a sagement perpétué depuis quelques années à la même Compagnie la fourniture des garnisons. Il a par ce moyen obtenu des prix plus modérés, & un service plus assuré. C'est épargner toutes les dépenses des mutations annuelles, qui renchérissent nécessairement la ration; c'est s'assurer des magasins, & avoir sous la main des gens intelligens pour des occasions importantes.

Si le commerce des grains rend le prix des blés plus uniforme, un Munitionnaire pourroit alors, sans courir de risques,

traiter pour plusieurs années à un prix plus égal, & plus avantageux, tant pour l'Etat que pour lui, quoique cependant plus foible. L'économie se trouve plus aisément dans la continuité des mêmes opérations, que dans les révolutions d'une entreprise toujours variable. Il semble même, qu'un commerce plus animé doit donner de nouvelles facilités pour les fournitures de pain. Le Munitionnaire deviendroit alors le plus gros Marchand de bleus du Royaume. Ses projets plus concertés, & mieux suivis, le mettroient à couvert de l'inconstance des prix; ses magasins se trouveroient garnis à moins de frais; mille gens officieux lui offriroient leurs services & leurs grains; sans être obligé de les tirer lui-même du fond des Provinces, le nouveau com-

merce les apporteroit insensiblement dans les greniers du Roi. Les transports , sans être forcés , seroient plus faciles & moins couteux. Un Entrepreneur moins mobile auroit moins de sujets de dépense , & plus d'occasions d'épargner. La ration seroit moins chere , à mesure que les provisions seroient faites plus à propos. Ainsi les objections sur les prix , sur les salaires , & sur la subsistance des troupes , tombent d'elles-mêmes ; leur réfutation fait même envisager plus d'avantages , que d'inconvénients.

Terminons ce qui regarde les prix , par une remarque qui servira de réponse à ceux qui pourroient objecter , que quand notre terre mieux cultivée produiroit beaucoup de blé à vendre à l'étranger , nous n'en aurions peut-être pas le débit.

On obtient aisément la préférence dans les marchés étrangers, quand on peut vendre à meilleur compte que les autres Nations. Ce moyen est infaillible ; or nous avons cet avantage.

Les Anglois & les Hollandois sont peut-être les plus grands Marchands de grains de l'Europe. Ils ne peuvent cependant fournir des bleds au même prix que nous. Une mesure équivalente à notre septier, vaut plus de 27 livres en Angleterre ; en Hollande elle couté encore davantage : le bled monte rarement à ce prix en France, ainsi qu'on le peut voir par la Table. Donc nous vendrons aisément au préjudice de ces deux Nations, dans les mêmes pays où ils ont établi le commerce de leurs grains. Notre prix ordinaire plus modéré

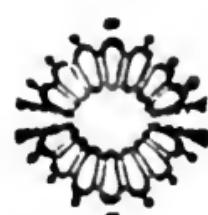
que le leur, fondera une branche de commerce bien assurée. Le prix seul donne la facilité du débit, & écarte bientôt les concurrens.

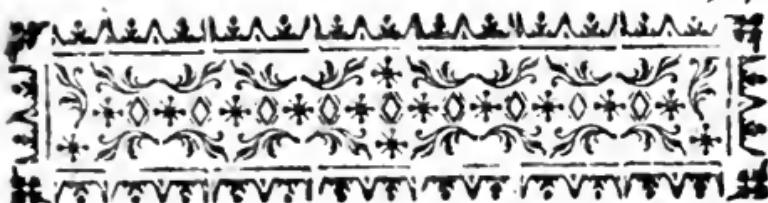
Dans la Méditerranée, où la Sicile & la Barbarie répandent leurs bleds, le Languedoc peut aisément en fournir de concurrence. Il en portera certainement dans la Provence, qui en manque continuellement; & ramènera bientôt en France un tribut, que cette Province est obligée de payer à l'étranger.

Représentons-nous les facilités que nous avons pour fonder ce commerce mieux qu'aucune autre Nation. Nos prix nous y invitent; & de quelque côté que nous jettions les yeux, nos terres, nos rivières, les deux mers, nous offrent des débouchés. Ne

296 *Essai sur les Prix.*

songeons donc plus qu'à animer notre culture; c'est rallentir celle de nos voisins, & augmenter à leurs dépens, nos peuples, notre navigation, nos richesses. Ainsi tout nous parle en faveur du commerce des grains, & nous annonce les avantages de l'agriculture.





ESSAI SUR L'AGRICULTURE.

AGRICULTURE.

Les délices de la vie champêtre firent les premiers plaisirs du genre humain ; & l'agriculture fut long-tems son occupation la plus intéressante. Un charme secret nous y rappelle encore : mais bientôt éblouis par le faste des Villes, & séduits par des plaisirs plus vifs, & des occupations plus distinguées, nous perdons aisément de vue tous les avantages de la culture ; &

nous nous contentons d'admirer quelquefois les beautés de la nature dans la simplicité, la variété, & la richesse de ses productions.

Les hommes errans à l'aventure attendoient autrefois une nourriture incertaine du hasard & de leur adresse ; ou vivant avec les troupeaux, ils promenoient de pâture en pâture leurs vices & leurs ennuis. La terre inféconde n'offroit qu'une vaste solitude à ses tristes Habitans. Toujours occupés de leurs besoins & de leurs craintes, ils se fuyoient, & se détruisoient mutuellement. L'agriculture vint adoucir les misères d'une vie vagabonde ; & le soin de conserver les hommes & les fruits de la terre, éleva les remparts, & bâtit les Cités.

A l'abri des ravages la culture

se perfectionna, & répandit des biens plus abondans. Les hommes plus en sûreté furent exposés à moins d'accidens, & se multiplièrent par des subsistances plus aisées. Leur plus grand nombre augmenta leur puissance, & donna naissance à l'industrie. Les arts rendirent les sociétés plus commodes & plus brillantes. Ils séduisirent les hommes, qui ne se douterent point de leurs effets. Leur éclat introduisit le relâchement, & tenta bientôt l'esprit de conquête.

La mollesse fut souvent la victime de la férocité; & sur les débris des vastes Monarchies tombées dans l'indolence, s'éléverent de nouveaux Etats, qui s'épuisèrent à leur tour, par le mauvais usage de leurs forces, & de leurs talens. Ils ne purent résister à des torrens de peuples

300 *Essai sur l'Agriculture*:
poussés par l'indigence & par la
barbarie. Les arts & les Nations
se confondirent long-tems dans
le tumulte des armes; & plu-
sieurs siècles se passèrent dans
des révolutions continues. On
ignoroit encore l'art d'affermir
un Etat, & de régir les peuples
par de bonnes Loix.

L'ambition seule regnoit; &
la puissance toujours mal assurée
ne s'appuyoit, que sur la ruse &
sur la violence; lorsque la variété
des Cultes changea le système des
Etats. L'ignorance & la crédulité
répandirent d'épaisses ténèbres;
& l'on vit naître un esprit de fana-
tisme & de controverse, nouveau
fléau des humains, qui désola
long-tems la terre, & rendit
toutes les Dominations incer-
taines. Victimes tant de fois de
leurs dissentions & de leurs er-
reurs, quelques peuples sem-
blent

blent enfin plus humains, plus raisonnables, & plus éclairés. Les mœurs se sont adoucies, à mesure que les Gouverneurs se sont affermis, & que la raison s'est perfectionnée. La guerre n'est plus si cruelle; l'on ne peut plus envahir à force ouverte; & ce n'est plus que par les talens & par l'industrie, que l'on cherche à prendre la supériorité.

Si l'esprit de calcul & de commerce, qui commence à gouverner les Nations les plus réfléchies, semble devoir fixer le sort de notre continent; peut-on veiller avec trop d'attention sur ses causes & sur ses effets? Et si la culture est la première base du commerce, de la force, & de la richesse des Etats; avec quel soin ne doit-on pas entretenir, & les productions de la terre, & ceux qui les font éclore?

O

Ne cherchons point l'éloge de l'agriculture dans l'aménité de ces idées qui naissent au sein de l'aisance & de la tranquillité; nous le trouverons dans nos besoins; ils suffisent, pour nous en faire sentir l'utilité. Mais accoutumés à jouir paisiblement des biens qu'elle verse sur nous; nous ne réfléchissons pas toujours sur l'étendue de ses bienfaits; & nous oublions aisément, qu'elle est la base du bien public, & le seul soutien des Etats.

Nous donnons sans peine la préférence à ce qui flatte le plus nos yeux & notre cupidité. Nos talents, notre industrie, nos succès dans tous les genres, nous persuadent aisément, que nous avons trouvé la route la plus sûre de la puissance & des richesses. Nous parcourons la carrière la

Essai sur l'Agriculture. 303
plus brillante, sans songer, si
nous sommes en état de la four-
nir.

Nous avons trop d'obliga-
tions aux connoissances que nous
avons acquises, pour ne les pas
cultiver toujours avec le même
empressement. Ces ateliers de
l'industrie humaine, où les be-
soins réels se confondent avec
ceux de l'imagination ; ces arts
qui allient nos commodités ;
avec les grâces de l'ornement ;
ces talents rivaux de la nature,
qui s'efforcent de l'imiter & de
l'embellir ; toutes ces produc-
tions enfin de l'esprit, des de-
sirs, & de la fantaisie, nous pa-
roîtront toujours admirables &
précieuses ; si elles ne nous font
point perdre de vue le germe
qui les produit, & la tige féconde
qui les soutient.

C'est du sein de notre mère
O ij

commune, que les hommes tiennent leurs besoins; c'est la terre, qui enfante, & qui entretient les objets de leur industrie; c'est dans les campagnes, que se trouve la force physique des Etats, & la source des revenus publics & particuliers. L'agriculture est donc la base la plus solide des nécessités, des commodités, de la richesse, & de la puissance. La négliger, c'est laisser affoiblir un Etat.

Il est difficile en effet de concevoir comment un Royaume pourroit subsister sans la culture; & l'on sent aisément, que plus elle s'accroît, plus un peuple devient nombreux, fort, & opulent. Des terres par-tout bien travaillées annoncent l'aisance & une abondante population: des cantons incultes sont un signe certain du petit nombre

N'imputons point le défaut de culture à la qualité du terrain ; mais plutôt aux causes qui déterminent les hommes à travailler la terre , ou à l'abandonner. Il n'y en a point de si ingrate , que l'industrie ne mette à profit , quand l'intérêt l'y engage. Il n'y en a point d'assez féconde , pour produire sans le secours des humains. Les meilleures contrées restent en friche ; faute de colons ; les moins fertiles deviennent abondantes par un travail assidu.

La nature seule du Gouvernement décide des présens de la terre , & du sort des Cultivateurs. En vain le Soleil répand sur quelques contrées ses plus riches influences ; l'agriculture découragée en borne les productions. Dans les pays que

la nature semble avoir le moins favorisés, la culture protégée y multiplie ses bienfaits.

On ne fauroit se les rappeler trop souvent, pour en connoître les effets. L'agriculture a des rapports avec toutes les parties de l'Etat; il n'y en a aucune qui n'en dépende, & qui ne lui doive son origine & ses progrès. Simple dans son principe, elle semble d'abord peu intéressante: quand on la regarde avec attention, on la voit comme ces humbles coteaux, qui s'élèvent insensiblement, & se terminent dans le lointain par des montagnes qui touchent aux nuës. Alimens, population, arts, commerce, navigation, armées, revenus, richesses, tout marche à la suite de l'agriculture. Plus elle est florissante, plus un Etat a de ressources & de vigueur.

C'est elle , qui nous donne les grains , les fruits , les plantes , les bois , & les productions de toute espece , qui sont l'aliment des hommes & des arts. Sans ses foins , nous ne pourrions entretenir cette foule d'animaux domestiques qui soulagent l'homme dans ses travaux , qui satisfont son appétit & son goût , & dont la dépouille se convertit en commodités , ou en ornement. Elle est la pepiniere des Ouvriers , des Soldats , des Matelots .

Que l'industrie augmente par son adresse le prix des matieres premieres ; que la politique fasse agir ses ressorts pour l'agrandissement & la conservation des Etats : sur quoi s'exerceroient les arts & les talens , sans les dons de la culture ? Où seroit la force & la sureté du Gouvernement , sans des bras robustes &

nombreux ? Réduits à des biens fléttifs, nous manquerions souvent du nécessaire ; obligés de recourir à nos voisins, nous dépendrions de leurs caprices. Alimens, salaires, secours de toute espèce ; tout monte à des prix exorbitans, quand il faut les tirer du dehors ; & les richesses les plus accumulées s'écoulent bientôt par mille canaux imperceptibles. On s'affoiblit ; & un Etat brillant en apparence, touche à son déclin, sans s'en appercevoir. La guerre au contraire, la navigation, le commerce, n'épuisent point un pays, où l'agriculture est l'occupation la plus essentielle, & la mieux soutenue par le Législateur. Il trouve une ressource inaltérable dans ses terres, & dans le travail de ses peuples.

Nous n'ignorons pas que l'ac-

tivité d'un commerce étendu , peut suppléer à la stérilité du terrain , & attirer des hommes & des productions en abondance. L'industrie est même plus lucrative que l'agriculture , & donne aux Nations laborieuses un brillant qui nous éblouit : mais c'est regarder les fruits , sans songer à l'arbre qui les porte. Quels soins , quelle économie , quelle frugalité , & en même-tems quels frais immenses , pour se procurer ces avantages étrangers! C'est une richesse artificielle , dont la source peut aisément se détourner , ou se tarir. Une puissance qui doit tout à son industrie , est exposée à bien des revers , dont ses précautions ne peuvent pas toujours la garantir. Dans un pays sans terre & sans productions naturelles , on se trouve privé de tout ;

O v

310 *Essai sur l'Agriculture.*
quand on perd ses relations ex-
térieures.

Une Nation au contraire , à qui la fécondité de son terrain , son étendue , & son heureuse situation , assurent une abondante variété de productions nationales , porte en son sein le germe de la force & de l'opulence. Qu'elle veille à la culture , aux Cultivateurs , & aux occupations de ses sujets ; elle ne manquera ni de subsistances , ni d'hommes , ni de richesses. Sa puissance établie sur de solides fondemens , peut braver la révolution des siècles , & de la politique.

Sortons de l'erreur commune qui accorde si aisément la préférence aux arts agréables , & aux professions les plus relevées. Jettons les yeux sur la bêche & sur la charue , & intéressons-nous à

ceux que le sort destine à manier ces pénibles instrumens. Le bien public & l'humanité nous y invitent.

Si ces hommes qui supportent la chaleur du jour, n'ont aucune part à l'estime publique, ni aux récompenses ; ils méritent du moins l'attention la plus suivie de la part du Gouvernement. Il y a des Citoyens plus précieux ; il n'y en a gueres de plus nécessaires : il s'en trouve beaucoup qui ne leur sont pas comparables.

Les hommes en effet ne doivent être apprécier, que par les valeurs réelles qu'ils produisent dans l'Etat, & par l'utilité dont ils sont à la société. (a) Tous ces

(a) Utilitas magnos hominesque
Deosque

efficit. Ovid. de Pontis,
L. 2. El. 9. V. 35.

suppôts trop nombreux des professions les plus recherchées qui ne doivent leur subsistance, qu'aux besoins de l'Etat; ceux qui sans aucune fonction, ni marquée, ni nécessaire, jouissent des revenus que leur assigna la bonté de nos Peres; ceux qui n'ont de prérogatives, que pour se soustraire aux charges & aux travaux de la société; ceux dont la sagacité ne sert qu'à aiguillonner la malice des hommes; (a) ceux dont l'esprit ne s'occupe qu'à

(a) M. l'Intendant d'Orléans dans un Mémoire donné en 1708, observe, qu'il n'y a que 612 Marchands dans sa Généralité; & qu'il s'y trouve 7747 Officiers de Judicature, qui jouissent des exemptions attachées à leurs Charges. Mémoires de MM. les Intendans *in-folio. Tom. 1. pag. 131.* Si l'on faisoit le dénombrement de quelques

chercher la source de l'opulence dans des Réglemens trop compliqués, qui pourroient se simplifier; (a) tous ceux enfin qui ne rendent aucun service à la Patrie, par leurs occupations, leurs talens, ou leur mérite, seront toujours aux yeux du sage politique très-inférieurs à cet homme grossier que le chaume

autres Classes, il y a apparence, qu'on y trouveroit de même des suppôts trop nombreux, multipliés sans nécessité, au préjudice des professions les plus utiles.

(a) La Finance en France occupe trop de sujets, ses opérations étant multipliées à l'infini. Cependant elles ne font aucun profit à l'Etat. Et tout le monde court après, & quitte des professions plus utiles, parce que les profits y sont plus prompts & plus certains. *Mémoires de M. le Comte de Boulainvilliers.*

couvre , & dont les mains ne sont occupées qu'à créer des valeurs , qui n'existeroient point sans lui. Comme ces insectes légers & brillans , qui tourmentent le bœuf à la charue , ils dérangent souvent la pénible industrie ; ils causent un vuide dans les travaux du peuple , dans la population , & dans les revenus de l'Etat ; tandis que les bras du vigoureux colon font naître des biens réels , & fournissent les matieres premieres des besoins & des commodités de la vie. Sa famille laborieuse peuple nos champs , recrute nos armées , & multiplie nos revenus.

Nous n'envierons ni à la culture , ni au commerce , ceux que l'inclination conduit dans le chemin de la gloire , sur les pas de notre braye Noblesse. Ces Ci-

toyens qui se dévouent à la défense de la Patrie , en feront toujours le soutien & l'ornement : & loin de laisser affoiblir ce génie distinctif de la Nation , accordons-lui par préférence les honneurs & les prérogatives qu'il mérite. Songeons seulement à maintenir nos campagnes dans un état assez florissant , pour fournir en tout tems aux recrues de nos légions. Quand toutes nos terres seront toujours bien labourées , ces rustiques Habitans accoutumés aux travaux pénibles , soutiendront aisément ceux de Mars ; (a) & l'agriculture , mieux qu'aucune autre profession , fournit ces corps robustes ,

(a) *Ex agricolis viri fortissimi & milites strenuissimi gignuntur. Caso & Re Rustica. Cap. 1.*

316 *Essai sur l'Agriculture.*
qui ne succombent point aux fa-
tigues d'une campagne.

Les Etats ne s'élèvent, & ne peuvent se soutenir, que par la culture & par la population; & l'une & l'autre ne s'entretiennent, que par l'harmonie d'un travail bien dirigé. Une Nation est un tissu d'hommes, dont les occupations attachées par des fils imperceptibles, s'affermis- sent plus ou moins, par les loix & par les usages: & si la trame s'altere, l'étoffe la plus riche perd bientôt sa consistance. Quand les professions oiseuses l'emportent sur les plus utiles, la Nation s'affoiblit, le peuple diminue avec la culture, l'Etat s'énerve insensiblement. Un voisin plus vigilant prend le dessus par sa population, ses produc- tions, son industrie; sûrs garans de la force & de l'opulence.

Ne soyons plus étonnés de voir des pays de peu d'étendue s'égaler à de vastes Royaumes. Ils ont cherché les principes de la véritable puissance ; & ils ont fû les premiers calculer le prix d'un homme, & la valeur d'un arpent. Ils ont senti, que les denrées, les sujets, & un travail assidu, sont le germe des richesses & de la puissance. Toutes leurs Loix ne tendent qu'à favoriser la culture, la population, le commerce. Ils méconnoissent ces professions lucratives, qui enrichissent sans peine ; & toutes ces prérogatives, qui font rechercher avec empressement les occupations les moins nécessaires. Ils affoiblissent toutes ces classes, qui ne procurent point un bien effectif ; & n'accordent des récompenses qu'aux arts utiles, ou aux talens les plus

relevés. C'est chez eux la seule route de l'aisance ; ainsi le génie des sujets se tourne nécessairement vers l'utilité publique. Ainsi leur puissance s'accroît en proportion de leurs productions & de leurs travaux ; & leurs terres améliorées entretiennent un plus grand peuple.

Défricher, c'est agrandir son terrain, augmenter ses sujets, ses revenus & son pouvoir. La valeur d'un Etat ne se mesure point par l'étendue de ses Domaines ; mais par la qualité de ses productions, par le nombre de ses Habitans, & par l'utilité de leurs travaux. Toute terre qui ne produit point, ou qui cesse de produire, fait un déchet dans la Nation. Tout fonds défriché ou amélioré est une valeur réelle, que le Cultivateur fait naître, & qui accroît le nombre

des Habitans , leur aisance & leurs occupations. C'est en même-tems une nouvelle source de revenus pour l'Etat.

Nous n'examinerons point de quelle façon la race des hommes se multiplie. Il est évident , que leur nombre augmenteroit à l'infini , sans des obstacles physiques , politiques & moraux. Il nous suffit de savoir , que les hommes sont toujours en abondance , par - tout où ils se trouvent bien : que des pays ont été successivement bien ou mal peuplés , suivant la nature du Gouvernement. La Palestine , l'Egypte , d'où sortoient des armées innombrables , sont désertes depuis long-tems. La Hollande & l'Angleterre , autrefois mal habitées , se remplissent tous les jours de nouveaux sujets. Des Loix & des usages favorables à

la culture, & à la population, font cette différence; & l'on remarque aisément, que les Etats ne se peuplent point suivant la progression naturelle de la propagation; mais en raison de leur industrie, de leurs productions, & des différentes institutions.

La guerre, la famine, les maladies épidémiques, ont souvent ravagé la terre: ces maux se réparent; & une Nation renaît de générations en générations, par les soins du Législateur. Ces fleaux si terribles sont moins redoutables, que des vices intérieurs, qui minent un Etat par dégrés imperceptibles. Un peuple s'anéantit, si l'on ne remédié aux maladies de langueur, qui affoiblissent l'agriculture; & les sujets se dissipent ou dépérissent, sans que l'on s'en apperçoive. Tout ce qui tend à dété-

riorer le travail de la terre, tend à dépeupler un Etat, & à l'ap- pauvrir.

On ne voit point d'Habitans dans des champs incultes ; la nature même y paroît triste & languissante. Tout semble res- pirer dans des terres bien tra- vaillées. Des coteaux rians, des vergers, des troupeaux, des sillons, annoncent une multitude de Cultivateurs ; & l'on croiroit, que la terre en produit, à me- sure que la culture s'anime.

Les hommes en effet se mul- tiplient comme les produc^{tions} du sol, & à proportion des avan- tages & des ressources qu'ils trouvent dans leurs travaux. Leur premier soin est celui des besoins ; quand ils trouvent à les satisfaire, nulle inquiétude ne s'oppose à leur augmentation. Le colon n'appréhende point de

voir croître sa famille, quand il prévoit pouvoir la soutenir : mais des gens découragés, ou dans la misère, prisent trop peu la vie, pour avoir soin de celle des autres. On ne songe point à arroser des plantes, quand on a besoin d'eau pour soi-même.

Ce n'est point dans les Villes, ni dans les plus hauts rangs, qu'il faut chercher une ressource pour la postérité. La maniere de vivre, les passions, l'intérêt, la délicatesse, sont des obstacles à la population. La nature humaine ne déploie toute sa fécondité, que dans des campagnes florissantes, & chez celui qui, sans ambition, ne travaille précisément que pour vivre. Sa simplicité & son économie lui font trouver de nouvelles ressources & des espérances dans ses rejettons. Ses travaux mieux soute-

nus répandent chez lui plus d'aisance ; & plus il a de bras, plus ils lui procurent de moyens de se garantir des misères de la vie. Une augmentation de famille est une augmentation de biens pour le Cultivateur : ses terres mieux travaillées, & à moins de frais ; lui fournissent plus de subsistances ; & leur abondance facilite la population.

Cette abondance dépend moins de la fertilité du terrain, que des causes qui attachent chaque Particulier à son pays, ou qui l'en dégoûtent. Des contrées fécondes se dépeuplent, quand l'Habitant ne peut jouir sans inquiétude du fruit de ses peines. Des pays ingrats se repeuplent par l'aisance, & par l'encouragement des sujets.

L'industrie l'emporte toujours sur la qualité du sol, & la Na-

324 *Essai sur l'Agriculture*:
tion économie est la ruche qui
s'accroît par son travail. Le peu-
ple s'augmente à proportion de
la facilité qu'il trouve à vivre ;
& les hommes se multiplient na-
turellement comme les denrées,
quand leur vie n'est point tra-
versée par les besoins, ou par la
crainte. Protéger l'agriculture,
c'est aider la nature dans ses opé-
rations.

De la supériorité de la cul-
ture, naît une supériorité de po-
pulation ; du plus grand nombre
d'Habitans, vient une plus gran-
de industrie ; de l'industrie bien
dirigée, suit un commerce plus
étendu : & ces différens accrois-
sements forment les sources inal-
térables des revenus publics.
Tout ce qui n'en découle point,
n'est qu'un torrent passager, plus
destructif que fécond. La cul-
ture, la population, le commer-
ce,

ce, étendent la puissance : & toutes ces branches partent de l'agriculture.

La prospérité du commerce ne seroit qu'une richesse équivoque, s'il n'étoit fondé sur les productions que donne la qualité du sol, ou sur celles qui peuvent s'y naturaliser. Elles en sont les premières racines; & le pays qui en produira davantage, en recueillera toujours des fruits plus certains & plus durables. Il sera naturellement le plus riche, puisqu'il fournit le plus à l'activité de ses Habitans. La culture fait la vraie balance du commerce; & quoiqu'un Etat puisse être florissant par l'industrie, cependant son commerce ne peut être solidement établi, que sur ses propres productions. Si leur abondance diminue, le commerce s'altère, & il en par-

Les Finances , que l'on re-
garde comme les nerfs de l'Etat ,
ne tirent de même leur origine ,
que des présens de la terre. Ces
nerfs seroient bientôt desséchés ,
si le travail des colons ne leur
fournissoit les sucs dont ils ont
besoin. Les subsides ne peuvent
s'établir , que sur les terres , les
hommes , les denrées & les mar-
chandises. Si les campagnes sont
bien cultivées , il y a plus de su-
jets , & plus de consommations .
Ainsi l'agriculture & la popula-
tion sont les pivots de la bonne
Finance. Sans se livrer à des
opérations incertaines , & sou-
vent préjudiciables , l'encoura-
gement de la culture est le seul
moyen d'augmenter sans danger
les revenus de l'Etat. Plus il y
a de peuples & de productions ,

plus les finances sont abondantes & assurées. Les impositions tombent alors sur un plus grand nombre de têtes, se répartissent & se payent plus facilement. Les consommations plus fortes apportent des produits plus hauts & plus certains : car si les fermes n'augmentoient que par l'adresse & par l'attention du Fermier, son industrie seroit plus nuisible que profitable. Loin d'être un avantage, ce feroit une cause destructive de la culture & du travail du peuple. Lorsque les finances au contraire augmentent par le plus grand nombre de sujets & de consommations, c'est un signe certain d'accroissement & de prospérité dans le Royaume.

Les succès de l'agriculture sont si lents, qu'il n'est point étonnant, qu'on se livre préf.

328 *Essai sur l'Agriculture*:
rablement à une infinité d'expé-
diens, qui présentent des secours
plus prompts, & plus efficaces
en apparence. Pressés souvent
par les besoins & par les circon-
stances, on ne suit pas toujours la
route la plus sûre ; on n'a pas le
tems d'en examiner les sentiers ;
on est obligé de céder aux im-
pressions de la nécessité ; & avec
les meilleures intentions, & les
connoissances les plus parfaites,
il est rare que l'on puisse donner
à la culture toute l'attention
qu'elle mérite.

Nous pouvons nous féliciter
sur les établissemens les plus sa-
ges, les plus utiles, & les plus
éclatans ; ils nous donnent un
lustre qui nous distingue des au-
tres nations. Que ne devons-nous
pas aux progrès qu'a faits l'atten-
tion des Ministres pour rendre le
Royaume florissant, & à la bien-

veillance de notre Monarque, pour l'encouragement des sciences, des arts, & de l'agriculture même, sur laquelle on jette rarement des regards aussi favorables? (a)

Parmi tant de Réglements pour la prospérité du Royaume, nous en trouvons peu pour la culture. (b) Ces foibles étincelles ral-

(a) Le Roi s'est fait rendre compte des Expériences de la nouvelle culture & l'encourage par différens moyens.

(b) Réglement du 4 Février 1567. Edit du 8 Octobre 1571. Réglement du 21 Novembre 1577. Edit du 3 Novembre 1590. Lettres-Patentes du 16 Mars 1595. Arrêt du Conseil du 17 Décembre 1643. Edit du mois d'Avril 1667. Déclaration du 9 Octobre 1701.

Tous ces Réglements défendent d'inquiéter les Laboureurs, & de leur méfier, de saisir leurs ustanciles & attelages. Il n'y a point de petit métier,

lument difficilement l'ardeur du colon, & l'agriculture reste languissante, tandis que les autres professions trouvent sans cesse de nouveaux sujets d'émulation.

Nos campagnes en effet ne sont point cultivées à raison de leur fertilité, ni peuplées à proportion de leur étendue. Quand on s'éloigne de la Capitale & des grands chemins, il y a peu d'endroits où l'on ne rencontre des terres incultes. L'on voit, surtout dans l'intérieur du Royaume, les tristes restes de quelques Villages abandonnés. Dans des cantons entiers, les Habitans mal couverts, mal nourris, livides, & décrépits avant l'âge, ne promettent point une postérité

point de partie de finance, dont les Réglements ne soient plus étendus & mieux suivis.

Essai sur l'Agriculture. 331
plus vigoureuse. Signes certains
que l'édifice ne porte pas par-
tout sur des fondemens bien as-
surés.

Sans entrer dans des détails ;
que l'on ne doit attendre que du
travail des Magistrats qui veillent
à la conservation de nos Provin-
ces ; l'on peut se convaincre par
une spéulation générale, que la
culture est foible dans le Royau-
me, & le peuple peu nombreux, à
raison de l'étendue & de la bonté
de notre terrain.

Nous avons ci-devant vu, que
suivant les supputations géogra-
phiques, la France contient tren-
te mille lieues quarrées, compo-
sées chacune de 4688 arpens 82
perches & demie. Ce calcul don-
ne 140,664,600 arpens. Si l'on
en ôte la moitié pour les che-
mins, les eaux, les bâtimens,
les bois, les prez, les vignes,

il reste 70, 332, 300 arpens pour les alimens. Supposons qu'il y ait dans le Royaume vingt millions d'Habitans de tout sexe & de tout âge, il s'ensuivroit que chaque Habitant a plus de trois arpens & demi pour sa subsistance. S'il n'y a que seize millions de sujets, ainsi qu'on le pense communément, chacun d'eux aura plus de quatre arpens. Les Romains dans le partage des terres, n'accordoient que la même étendue de terrain à une famille entière. (a)

On ne peut disconvenir, que la moitié de notre terrain ne puisse

(a) Ils donnoient cinq *Jugera* à un chef de famille. Le *Jugerum* étoit beaucoup plus petit que notre arpent composé de 100 toises de 20 pieds chacune.

être mise en valeur, pour fournir aux subsistances. Or, quand on donneroit douze arpens pour chaque famille composée de quatre têtes, homme, femme & enfans, il s'ensuivroit que cette moitié montant à 70,332,330 arpens, peut aisément alimenter 23,444,100 personnes. S'il ne faut que deux arpens & demi par tête, la moitié de notre terrain pourra nourrir 28,132,920 Habitans. S'il n'en faut que deux, cette même moitié pourra fournir la subsistance à 35,161,075 sujets.

Que l'on fasse à ce sujet tel raisonnement, telle supposition que l'on jugera à propos ; il en résultera toujours, que la France n'est ni peuplée, ni cultivée, autant qu'elle pourroit l'être. D'où l'on peut conclure, qu'il y a certainement beaucoup de terres

vagues ou mal employées. Ceux qui parcourent le Royaume avec un peu d'attention peuvent aisément s'en appercevoir:

Il y a beaucoup d'Etats qui font encore moins peuplés; mais il y en a quelques-uns moins féconds, qui le sont bien davantage: & il est étonnant que la France, avec un sol propre à une infinité de productions, des Habitans industriels, un Gouvernement doux & juste, un air sain, de bons alimens de toute especie, un commerce florissant, une vie aisée & plus agréable qu'ailleurs, située entre deux mers, traversée par de grandes rivières, & par les plus beaux chemins de l'Europe; il est étonnant, dis-je, que trente mille lieues quarrées avec tous les avantages de la nature & de l'industrie, ne contiennent que seize

à dix-huit millions d'Habitans ; ce qui ne fait que 570 (a) personnes par lieue ; tandis qu'il feroit possible , qu'elle en nourrît au moins 850 , si les terres étoient bien cultivées , ainsi qu'on l'a avancé ci-devant. (b)

En supposant qu'il y a 550 Habitans par lieue , il faut en déduire deux cinquièmes au moins qui habitent les Villes , ou qui ne sont point occupés des travaux de la campagne. Ainsi il ne restera que 342 personnes par lieue pour la culture. Sur quoi on peut déduire une moitié pour les vieillards , les infirmes , les femmes , les enfans hors d'état de travail-

(a) M. de Vauban n'en compte que 550 , & le Royaume est peut - être moins peuplé que de son tems.

(b) Voyez le paraphe intitulé Calcul , pag. 119.

ler. Ainsi il ne restera dans chaque lieue que 171 cultivateurs effectifs.

Il y a dans la lieue 4688 arpens 82 perches, n'en comptons que la moitié propre à la culture, ce sera 2344 arpens pour 171 travailleurs; ce qui fait seize arpens pour chacun, dans la supposition la plus foible. Il n'est pas possible qu'un seul homme puisse mettre en valeur cette étendue de terre. D'où il paraît résulter, qu'une grande partie de nos terres n'est, ni ne peut être cultivée, faute d'une assez grande quantité de colons.

Il ne faut pas s'étonner si nous en manquons. Le travail de la terre est la plus pénible de toutes les occupations. Tous les hommes naturellement portés au bien être & à l'oisiveté, cherchent à rompre les liens qui les

attachent aux travaux de la campagne. Ils ne voyent point de classe qui ne soit plus aisée, point d'emploi dans la société qui ne soit plus lucratif, point de profession qui ne soit plus ménagée. Ainsi toutes les autres occupations enlevent des hommes à la terre, & ne cesseront d'en enlever tant qu'on les favorisera plus que le cultivateur. Plus les autres classes deviendront riches, nombreuses, & distinguées; plus celle des colons s'affoiblira. De là nécessairement, plus de terres en non-valeur, & moins de sujets.

Ceux que la misère, le découragement, l'attrait du gain ou des plaisirs, font sortir de leurs villages, sont pour la plupart des sujets perdus pour l'Etat. S'ils réussissent, ils prennent des engagements ou contraires, ou

moins favorables à la population. Si la fortune ne leur rit pas, ils la vont tenter ailleurs ; & quelque parti qu'ils prennent, c'est toujours un déchet pour l'agriculture, & pour la postérité.

Souvent dans les corps politiques qui paroissent sains & robustes, on ne s'apperçoit que trop tard du principe des maladies qui peuvent altérer leur constitution. Celles d'un Etat florissant se manifestent difficilement. Cependant on a plus à craindre d'une maladie de langueur qui mine les sujets, que de ces fléaux passagers qui font une plus forte impression sur notre esprit. La désertion des campagnes, & la dépopulation sont les maux les plus dangereux qui puissent attaquer un Etat, & contre lesquels on est souvent le moins en garde. Quelles précautions ne pren-

droit-on pas pour les prévenir, si l'on faisoit de sérieuses réflexions sur leurs suites.

La perte d'un cultivateur cause plus de dommage, que celle d'une infinité d'hommes plus remarquables, & dont les occupations ne produisent rien d'utile à la société. Un rustique habitant des campagnes qui passe sa vie à fournir aux besoins & aux commodités des humains, & qui laisse des successeurs à ses pénibles travaux, rend plus de service à sa Patrie, que le superbe Habitant des villes, dont le luxe étouffe souvent la postérité. Tels que ces feux agréables que l'art fait briller dans les airs, dont l'éclat se termine en tourbillons de fumée, souvent ces Citoyens si apparens ne laissent après eux que les traces des vices qui ont rempli leurs loisirs, ou des amas de somp-

tureuses frivolités ; la Nation pouvoit s'en passer. Mais un cultivateur ne lui est point aussi indifférent ; ses travaux sont le germe d'une opulence qui renait sans cesse. S'il quitte son champ pour habiter la ville , ou pour s'expatrier , son terrain reste en friche , ou n'est plus si bien cultivé. C'est une diminution dans les productions , dont la population & les revenus publics se ressentent : Perte peu sensible d'abord , mais cependant si réelle , que si elle s'accroissoit insensiblement , les subsides , l'aisance , & la force de l'Etat diminueroient dans la même proportion.

Un arpent inculte est un mal réel , un vice destructif dans l'Etat. Où il n'y a point de fruits ; il n'y a ni hommes ni revenus. Un arpent cultivé est donc une valeur plus effective , que mille

choses qui fixent le plus notre attention. Tous ces objets qui n'ajoutent rien au bonheur ou à la puissance des peuples, ont-ils les mêmes avantages que les présens de la culture? Souvent ils ne rapportent rien à l'Etat, & jamais ils ne contribuent aussi sûrement à grossir les revenus publics.

Les subsides d'un Empire n'augmentent point en raison des richesses factices d'une Nation; mais seulement en proportion des produits du sol, & du nombre des sujets. Si les arts superflus se fortifioient aux dépens de l'agriculture; si les villes se repeuploient par les campagnes; s'il restoit des terres sans valeur au milieu des plus beaux domaines; si l'on ne devoit son aisance qu'aux professions peu nécessaires; tout ce qui nous éblouit le plus, ne seroit qu'un beau tableau

342 *Essai sur l'Agriculture*: sans fonds, dont le tems terniroit bientôt le coloris. De gros Villages dans des campagnes fécondes valent mieux, que des Palais au milieu de terres mal cultivées. (a)

L'agriculture en effet contribue plus à l'agrandissement & à la force des Etats, que les talens les plus recherchés. S'ils ornent une nation, s'ils la rendent recommandable, ils peuvent quelquefois devenir préjudiciables. On en seroit convaincu, si l'on compare les effets de la culture avec ceux des arts qui tendent à la délicatesse.

(a) Fundi propter culturam jucundiores sunt multis, quam regiè polita ædificia aliorum; cum hujus spectatum villas, non ut apud Lucullum, ut videant pinacothecas, sed oporothecas. Varro de Re rusticâ. *L. 1. Cap. 2.* *Nº. 10.*

Supposons que pendant plusieurs siècles, un peuple situé dans un pays naturellement bon, ne s'appliquât qu'à la culture, & qu'il ne connût que les professions absolument nécessaires, & les arts qui conservent l'Etat & la santé. Occupé du soin de ses terres, de ses troupeaux, du physique journalier, & de sa défense; ce peuple, grossier peut-être, mais simple & tranquille, exempt des besoins de l'inanition, & de la douleur des excès, vivroit dans une parfaite sécurité, & deviendroit d'âge en âge plus nombreux, plus robuste, & plus redoutable qu'auparavant. Des loix douces & sages, des vivres, des hommes, des Citadelles, & des Vaissseaux, rendroient sa politique solide & respectable.

Vis-à-vis de ce peuple, considérons une Nation qui, sans amé-

liorer ses terres, s'adonneroit sans réserve aux professions qui multiplient les besoins. Les particuliers alors plus sensibles à l'agréable qu'à l'utile, préféreroient sans cesse les frivolités aux choses nécessaires. Cette habitude, ce génie, s'empareroient d'une partie des sujets; & toutes les classes tendroient bientôt à une façon de vivre qui excéderoit leurs facultés, & qui introduiroit peu-à-peu le relâchement, & un désordre contraire à l'augmentation des familles. L'élégance de cette Nation séduiroit quelques voisins, & attireroit une quantité considérable d'or & d'argent. Il en résulteroit une opulence subite, qui engageroit encore une plus grande partie de ce peuple à quitter les occupations les plus utiles, pour s'adonner aux arts de somptuosité. Si par quelque ré-

volution imprévue, les Etats voisins se réduisoient au nécessaire ; ou venoient à cultiver & à faire fleurir chez eux ces mêmes arts de luxe ; il seroit à craindre que la Nation qui se seroit enrichie par l'excellence de ses talens, ne perdit en peu de tems une partie de ses richesses & de ses ouvriers. Si elle avoit gagné quelques avantages par les attraits de son brillant, elle en auroit perdu bien d'autres, faute d'une population & d'une culture suffisante. Il y a même lieu de croire qu'elle se trouveroit très-inférieure au peuple dont nous avons peint la frugalité. Ainsi les plus belles fleurs sont bientôt fanées, tandis que les épics & les gerbes se conservent longtems.

L'on regarde quelquefois comme de vaines déclamations, les plaintes que font les Auteurs Ro-

mains sur la décadence de l'agriculture, & sur les désordres du luxe ; elles sont cependant justifiées par l'événement : & cet Empire se détruisit plus par ses vices intérieurs, que par la force des barbares qui le déchirerent. Le peuple énorgueilli des dépouilles de l'univers, dédaignoit les travaux de Cincinnatus. Les jardins de Lucullus couvraient les plaines de Cerés. Les campagnes converties en maisons délicieuses, ne fournissoient plus aux subsistances, on ne les tiroit que des contributions étrangères. Les Villes occupées d'intrigues, de plaisirs, & de magnificence, corrompoient les Citoyens. Les armées se remplissoient de barbares, faute de sujets intéressés à la défense de l'Empire. La passion des richesses acquises par les voies les plus promptes, s'étoit

emparée de tous les esprits , & avoit étouffé tout sentiment pour le bien public. Tandis que les arts séduiteurs se perfectionnoient , & que les conditions supérieures & les dignités s'augmentoient , le peuple s'affoiblifsoit , & l'agriculture s'anéantifsoit.

Ouvrez les Annales de l'Univers ; vous verrez les Républiques & les Empires se former dans la simplicité & la frugalité ; s'élever & s'agrandir par l'économie & l'activité des peuples ; & se perdre par les vains projets , les profusions , la mollesse , & le relâchement. Le peuple d'Israël s'accroît & se fortifie par une culture animée ; la sagesse de Salomon s'endort dans les richesses & dans les délices. Un peuple qui devient plus délicat & plus recherché , se dégrade aisément ;

il s'éivre de ses vices qu'il érigé en talens, & dont il se fait une habitude qui dérange successivement tous les ordres.

Les mœurs ne sont point indifférentes pour la conduite des peuples. Elles ont une influence très-puissante sur les actions & sur les pensées des hommes. Elles sont quelquefois plus efficaces que les loix mêmes, (a) & operent les plus grands effets pour l'accroissement ou la diminution des sujets. Une Nation est plus peuplée à proportion de la simplicité & de la vertu qui y régnent. L'esprit de corruption est contagieux, il pénètre insensiblement jusque dans les classes les plus basses ; & les vices en

(a) *Quid leges sine moribus*

Vanx proficiunt?.... Her. L. 3.

Ode XXIV.

altérant

altérant la constitution des hommes , affoiblissent la multitude , & détendent les ressorts du Gouvernement. Des sujets plus simples & plus honnêtes gens remplissent mieux leurs devoirs envers la Patrie & leurs Compatriotes , que ceux dont la vie dérangée ne trouve de ressource , que dans le trouble. César dans le siecle de Scipion eût fait parade de sa continence , & Apicius de sa frugalité. (a)

On ne connoît point dans les campagnes ces arts & ces passions qui changent les mœurs & la face des Empires. Jamais la culture ne corrompit les hommes & les esprits. Elle ne produit

(a) Fameux gourmand qui nous a laissé un Traité de cuisine , & qui consumma à sa table un patrimoine immense. Il vivoit sous Adrien.

350 *Essai sur l'Agriculture.*
que de bons effets ; elle a sur-
tout l'avantage d'entretenir une
force toujours active , toujours
renaissante , & une aisance plus
désirable que des richesses sou-
vent passagères. Elle multiplie
les travaux & les peuples ; & des
hommes toujours occupés , ne
tombeant point dans des écarts
dangereux. Ils se fournissent sans
cessé les moyens de travailler
sans relâche , par une alternative
continuelle de productions & de
consommations. C'est cette har-
monie si simple & si précieuse ,
qu'il faut s'efforcer de soutenir
sans interruption , à quelque prix
que ce soit : car on pourroit sa-
crifier à l'agriculture bien des
professions , sans que l'Etat en
reçût aucun dommage ; mais
l'on ne peut sans danger laisser
élever aucune classe sur ses dé-
bris.

Quelque révolution qui puisse arriver dans la politique , dans l'industrie des Nations , & dans la façon de les rendre plus riches & plus puissantes , l'agriculture sera toujours le principe de l'opulence , & le soutien de la société. C'est par elle que commencent les Colonies , qu'elles s'élevent , & qu'elles se fortifient ; & si quelques Etats venoient à s'affaiblir , ou à se détruire , on ne pourroit commencer à les rétablir , qu'en rétablissant l'agriculture. Elle seule entretient la circulation nécessaire , & comme le sang caché dans les veines , elle seule imprime la vie & le mouvement à tous les membres de l'Etat.

Arrêtons - nous encore à en comparer les effets avec ceux des arts plus relevés. Supposons qu'un cultivateur ne tire de

352 *Essai sur l'Agriculture*: profit par année que dix livres sur des grains vendus à l'étranger; & qu'un ouvrier de luxe gagne mille livres sur des ouvrages de sa profession débités au dehors. Ces mille livres font une richesse plus marquée, & un effet plus sensible dans le public, que les dix livres gagnées par le travail du Laboureur: cependant l'Etat acquiert & conserve une force interne plus réelle par ce petit bénéfice sur les denrées, que par le profit plus considérable que procure l'ouvrier industrieux.

La production de ces grains, qui n'a fait entrer que dix livres d'argent dans l'Etat, a occupé & fait subsister un plus grand nombre de travailleurs, que la fabrique d'un ouvrage quelconque, qui n'a employé que le talent d'un seul homme. Le La-

boueur entretient nécessairement un nombre de domestiques, de bas ouvriers, & d'animaux utiles. Il éleve & nourrit une famille, maintient par son travail le prix des denrées à un taux favorable au public, & fait subsister bien des gens, qui sans lui n'habiteroient point les campagnes.

L'ouvrier de luxe au contraire, qui ne fabrique que du superflu, & qui n'a besoin que du secours de ses doigts, contribue à tout renchérir, à augmenter les salaires, & à empêcher que l'Etat ne puisse vendre au dehors des denrées à un prix aussi bas qu'on l'auroit pu faire, si ce même ouvrier eût ajouté le travail de ses bras à celui des autres colons; & si l'on eût employé sa force à procurer une plus grande quantité de vivres, au lieu d'oc-

cuper son adresse à créer un plus grand nombre d'ornemens. D'ailleurs, son débit , qui ne fournit qu'à des désirs accidentels & de fantaisie , ne peut jamais occasionner à la Nation , qu'un revenu mobile , & passager. Au contraire le produit de la vente des denrées au dehors , peut établir une rente pour l'Etat , qui , quoique médiocre , se répète annuellement , & fournit la matière d'un travail continu à plusieurs métiers , qui s'augmentent à proportion de la culture.

Un bénéfice médiocre sur la vente des denrées , étend donc plus le travail des sujets , qu'un gain considérable sur des ouvrages de prix. Dès-lors le profit le moins apparent , qui fait subsister un plus grand nombre d'Habitans , est le plus avantageux à l'Etat. D'où il s'ensuit que les arts

de raffinement, qui ne facilitent que des jouissances & des commodités ignorées de nos ayeux, ne pourront être de quelqu'utilité pour occuper les mains superflues, que lorsqu'il ne restera plus de terres à cultiver, d'armées ou de flottes à recruter. Mais s'ils détournent les sujets de la plus grande culture possible, ils deviennent dangereux & destructifs, parce qu'alors ils diminuent le peuple, en diminuant la plus grande quantité de travaux & de productions.

Il y a donc plus à gagner pour l'Etat à défricher un terrain, quand même il ne serviroit qu'à alimenter quelques hommes de plus, que de trouver les moyens ingénieux de s'enrichir subitement par des arts recherchés. Si la culture fait entrer moins de métaux dans un pays, elle y en-

tretient plus d'hommes ; & ces hommes font une puissance effective, qui multiplie les forces & les revenus de l'Etat : qualité réelle, qui ne se trouve point dans l'amas des métaux, ni des choses les plus précieuses.

Par conséquent le plus grand avantage qu'une Nation puisse avoir sur tous les peuples du monde, c'est de pouvoir fournir à meilleur compte que personne les nécessités les plus indispensables de la vie. (a) C'est par-là qu'on peut affoiblir ses rivaux,

(a) Lisez les Discours politiques de M. David Hume, traduits depuis peu par un Auteur intelligent, qui a souvent éclairci des endroits difficiles, & dont les remarques aussi instructives que réfléchies, font une preuve certaine qu'il entend bien son auteur & son sujet.

& leur puissance , en décourageant leur culture. C'est établir un tribut certain sur ses voisins , que de pouvoir offrir des vivres à plus bas prix.

Qu'arrive-t-il à une Nation qui consulte plus son goût dans les ouvrages de luxe , que son intérêt personnel dans les productions de sa terre? Elle attire dans ses ateliers une multitude d'hommes , qui par leur exemple & leur façon de vivre , en invitent bientôt un plus grand nombre à embrasser les mêmes professions. On y trouve plus de profit & moins de peine ; & sans que l'on s'en apperçoive , les métiers les plus utiles se dégradent , & les campagnes se dégarnissent. Les denrées augmentent nécessairement par la cessation d'une partie des occupations champêtres. Le mépris & le dégoût se

Q v.

répandent sur les professions pénibles, que le peuple même commence à dédaigner.

Si d'un autre côté un voisin moins recherché, offre des vivres à meilleur marché, on contractera l'habitude de tirer les subsistances du dehors. La Nation somptueuse trouvera plus commode de les acheter de l'étranger, que de les cultiver sur son propre terrain. Le profit de ses talents répand chez elle les métaux, & fournit les moyens de payer tout chérement, & avec aisance. S'il survient une guerre, on la soutient facilement, tant que l'or & l'argent ne manquent point, pour acheter des hommes & des munitions. Mais ne seroit-on pas bientôt épuisé, si l'on avoit moins de sujets & de provisions, que de métaux; & si les campagnes déjà affoiblies par les

ouvriers de luxe , ne pouvoient fournir aux recrues , sans nuire à la culture? Ne perdroit-on pas en même-tems tous ces ouvriers de somptuosités , dont le travail languiroit dans cet intervalle , & qui seroient obligés de passer ailleurs pour y subsister , & y porter leur industrie? C'est alors que l'on sentiroit la différence de ces arts permanens qui attachent à la glébe , & qui produisent beaucoup en hommes , & peu en argent ; & de ces arts si estimés , qui donnent beaucoup d'argent , & entretiennent peu d'hommes. Les colons en aucun tems ne se transplantent point , comme ces ouvriers dont la fantaisie , le libertinage , ou l'amorce d'une récompense , peuvent dans un instant frustrer leur pays de l'industrie la plus lucrative. C'est ainsi que les arts peu nécessaires

360 *Essai sur l'Agriculture.*
peuvent dégrader & affoiblir une Nation par plusieurs moyens imprévus. C'est ainsi qu'il peut arriver, que plus un peuple acquiert en métaux, & en choses précieuses, plus il diminue en forces réelles & internes. D'où l'on peut conclure, que les richesses que l'on recherche avec le plus d'empressement, ne sont souvent que le masque de l'opulence; qu'elles ne sont pas toujours un signe aussi certain de l'accroissement de la puissance, que l'amélioration de la culture, qui tend plus qu'aucun art à entretenir un fonds de peuple considérable; que l'agriculture est le plus ferme appui des Nations, parce qu'elle est la seule profession qui ne soit point sujette au changement; qu'elle est par ses effets supérieure à toutes les occupations des hommes; que les

Essai sur l'Agriculture. 361
bénéfices qui en résultent sont préférables à toutes les richesses acquises par d'autres voies ; que l'or & l'argent ne sont qu'un signe momentané de la puissance, parce que les métaux se dissipent aisément ; & qu'un pays bien cultivé est une opulence permanente, & la véritable balance du pouvoir des Monarques. Ce n'est pas sans raison que le sage a dit, *ubi plurimæ segetes, ibi manifesta est fortitudo.* Prov. Cap. 14. V. 4.

COMMISSION.

LE bien de l'Etat ne se fait point par hazard ; il est préparé par la nature du Gouvernement, & par la prévoyance du Législateur, qui fait jettter à propos des

362 *Essai sur l'Agriculture*:
femences de grandeur sur la pos-
térité. Une Nation qui conser-
veroit dans ses fastes le dénom-
brement de ses sujets , de ses
terres , de ses productions , de
ses revenus , jugeroit avec certi-
tude des causes de leur accrois-
sement , ou de leur diminution ;
& des moyens de rendre un Etat
plus fort , plus florissant , plus
heureux. Cet esprit de calcul ,
cette étude , ne seroient pas
moins utiles au genre humain ,
que les connoissances les plus
sublimes. Cependant toutes les
tentatives de cette espece sont
restées imparfaites ; & l'igno-
rance des détails entraîne quel-
quefois celle des principes.

Par Edit du 20 Décembre
1559, François II. établit un Bu-
reau & des Commissaires , pour
régler la traitte des vins & des
grains hors du Royaume , suivant

leur abondance ou leur rareté ; ce Bureau finit dans l'année avec la vie de ce Monarque.

Charles IX, après avoir fait le Réglement général pour la police des grains du 4 Février 1567, dont on a ci-devant parlé, donna au mois de Juin 1571 un Edit pour la traite foraine des grains ; portant que tous les ans il seroit fait un état général des grains, pour statuer sur les quantités dont on pourroit permettre la sortie. Cet Edit, qui fut enregistré, ne paroît point avoir été suivi ; il contient trente-trois articles qui réglementent les fonctions des Commissaires, & des préposés de cette Régie.

Il y a apparence, que le but de ces deux Réglements, étoit de faire rentrer au Domaine le droit de sortie qui avoit été usurpé. Ces vœux pouvoient s'allier avec

le bien public. Si ces états de grains eussent été dressés & continués, nous aurions une indication du produit de nos terres, que nous ignorons. Une imposition, une création de Charges, peuvent tourner à l'avantage de l'Etat, quand elles ont d'autre perspective, qu'une augmentation de finance.

Le siècle de Louis XIV, plus éclairé que les précédens sur les véritables intérêts du Royaume, vit former le projet d'avoir une connaissance exacte & détaillée de toutes les Provinces du Royaume, & des différentes parties de l'administration. Ce plan suggéré par l'amour du bien public, ne fut point rempli. Les Mémoires qui furent dressés dans les Généralités, ne donnent que des notions vagues, dont on ne peut former aucun résultat. Cette

Essai sur l'Agriculture. 365
entreprise bien exécutée, auroit répandu beaucoup de lumieres sur les différentes opérations du Gouvernement ; & elle auroit répondu aux intentions d'un Prince qui vouloit s'instruire, & qui ne cherchoit qu'à concilier la gloire de l'Etat, avec les facultés & le bonheur des peuples. (a) Ces mêmes sentimens animent ses augustes descendans ; & une pareille tentative ne feroit point aujourd'hui sans succès ; sur-tout si, sans embrasser toutes les par-

(a) En 1697 le Roi fit envoyer une instruction à ce sujet dans toutes les Provinces, & personne n'ignore que M. le Duc de Bourgogne auroit travaillé à ce projet. M. le Comte de Boullainvilliers en a rédigé tous les Mémoires, qui ont été imprimés en trois vol. *in-fol.* avec quelques autres ouvrages du même Auteur.

ties du Gouvernement à la fois ; on s'attachoit à en éclaircir quelques-unes successivement.

Les besoins de la vie tiennent le premier rang dans la police de l'Etat, & l'attention que le ministere a toujours eue pour la subsistance des peuples, ne permet pas de douter, qu'on ne la regarde comme une partie des plus intéressantes. On est exactement informé du prix des grains de chaque Province ; mais on n'a point encore su le montant des récoltes & des consommations. De sorte que dans des tems de cherté ou de disette, les secours ont été mesurés, plutôt sur la bonne volonté du ministere, que sur la réalité des besoins.

Il semble que le seul moyen d'acquérir les connaissances nécessaires, pour ne point se livrer

fans précaution au cours des événemens , seroit de former dans la Capitale un Bureau qui ne fût occupé que du soin de l'agriculture , de ses causes & de ses effets. Cet établissement , plus utile que brillant , auroit , sous l'autorité du Ministre , une correspondance suivie avec toutes les Provinces. Il cherchoit les moyens de s'assurer chaque année de la quantité des récoltes , de leur qualité , & des consommations. Il découvriroit les causes de leurs affoiblissemens , & de leurs succès. Il examineroit s'ils dépendent des saisons , des terrains , des différens procédés , de la négligence ou de l'émulation , & du nombre des cultivateur. Il verroit ce qui peut animier leurs travaux , ou les rallentir. Il encourageroit les expériences sur les différentes pro-

ductions, & approfondiroit les nouvelles découvertes sur une culture plus parfaite, sur la conservation des grains, & sur leur administration. Si ces objets étoient suivis avec attention, l'on ne seroit plus dans l'incertitude sur la fécondité du Royaume, sur les quantités nécessaires aux besoins, & sur les moyens d'y pourvoir à propos.

Des spéculations, des raisonnemens dénués des lumières de l'expérience pratique, ne donnent point des connaissances précises. Ce sont des prismes qui varient les objets & les couleurs, suivant la main qui les guide. Il faut des détails & des faits, pour ne point tomber dans l'erreur; & l'on ne pourroit peut-être parvenir à avoir un guide sûr pour les différentes opérations de ce Bureau, sans faire un dénom-

brement des terres, de la nature de leur emploi, de la quantité des Habitans, & de leurs différentes professions.

Ce projet paroît immense & difficile, il n'est cependant point impossible. Le Cens Romain n'étoit autre chose, & il se fai-
soit sur la déclaration que l'on étoit obligé de donner de ses biens, de ses enfans, de ses es-
claves & affranchis, à peine de confisca-
tion des choses non dé-
clarées. Le Censeur à Rome, &
les Censiteurs dans les Provin-
ces, en tenoient registre; & sur
ces détails la République pou-
voit juger de ses forces, & déci-
der de ses entreprises. Elle favoit
exactement les secours qu'elle
pouvoit attendre, tant en hom-
mes qu'en argent. Les Empe-
reurs Claude & Vespasien par-
vinrent à faire des dénombre-

mens de tous les Citoyens de l'Empire : objet plus immense que ceux que l'on pourroit entreprendre aujourd'hui.

La Chine est une des plus belles portions de l'Univers. Elle est plus étendue & plus peuplée que toute l'Europe ensemble ; cependant l'Empereur Cang-hi en fit faire le dénombrement au commencement de ce siècle. (a) Comme toutes les terres sont mesurées, & que l'on fait le

(a) Voyez le tome second de la Description de la Chine par le P. Duhalde, pag. 14 & 15, & lisez les Chapitres suivans, qui traitent du Gouvernement. On ne se lasse point d'admirer l'ordre, la sagesse, & l'industrie d'un peuple aussi nombreux, dont l'Empire & les Loix subsistent depuis si longtems, & que l'invasion des tartares n'a point changées.

nombre des familles , on n'a nulle peine à fixer les tributs ; & chacun fait ce qu'il doit payer chaque année. Méthode aisée , aussi avantageuse aux sujets qu'aux Souverains.

L'Angleterre a depuis long-tems formé un Cadastre ou Ré-gistre public du revenu de toutes les terres du Royaume. Il fut dressé sur les simples déclarations des possesseurs des biens-fonds , qui se trouverent assez justes. Et la taxe sur les Terres , qui est depuis deux sols jusqu'à quatre sols pour livre , suivant les besoins de l'Etat , se léve sans aucune difficulté , sans frais , & sans in-conviéniens. C'est peut-être à l'é-galité de cette fixation que ce Royaume doit l'augmentation de sa culture & de son Peuple.

Nous avons de pareils Cadaf-tres dans quelques Provinces de

France. Ils servent à régler les impositions, & sont une preuve qu'une Commission qui s'appliquereroit à faire un Cadastre général & à le rendre le plus parfait qu'il seroit possible, ne travailleroit certainement point sans succès. Si à la connoissance détaillée des terres, de leur revenu, & de leurs productions, on joignoit celle des différentes classes des Habitans, avec quelle certitude ne se conduiroit-on pas dans les différentes entreprises, tant en guerre qu'en tems de paix ?

Outre l'avantage d'assurer la subsistance des peuples, sur laquelle on raisonne sans cesse tumultueusement, & sans connoissance ; cet ouvrage deviendroit la base de toutes les opérations du Gouvernement, & de tous les projets les plus utiles ; dont

dont on se pourroit promettre la réussite , non sur de vaines conjectures , mais sur des éclaircissemens certains.

On sauroit pourquoi une Province est plus peuplée qu'une autre ; pourquoi un bon sol ne rend pas quelquefois autant qu'un médiocre : on verroit ce qui peut animer ou décourager la population , la culture , & les autres arts ; & l'on sauroit dans quel canton il est plus à propos de placer les différentes Manufactures , pour les faire prospérer.

Quel guide plus sûr , pour découvrir quelle est la façon la plus facile , & la moins onéreuse d'asseoir les subsides ? Si c'est sur les terres , sur les personnes , ou sur les consommations , qu'il convient les augmenter ou les diminuer dans certaines occurrences ? Quelle partie il est à

374 *Essai sur l'Agriculture*: propos de soulager préférable-
ment à une autre ? Et l'expé-
rience apprendroit , de quelle
maniere les tributs peuvent se
répartir avec le plus d'égalité ,
pour les rendre moins sensibles.

Le Conseil a senti depuis long-
tems les inconveniens de la taille
arbitraire , & l'on peut les voir
dans le projet de taille tarifée
par M. l'Abbé de S. Pierre, qui
les a exposés fort au long. Ce
bon Citoyen chercha les moyens
de rémédier aux vices de cette
imposition. Le Conseil entra
dans ses vûes , & le Roi nomma
des Commissaires , pour perfec-
tionner ce projet.

En 1737 on fit des essais dans
les Généralités de Paris , d'A-
miens , Caen , Alençon , & Sois-
fons , pour imposer la taille dans
chaque Paroisse , sur les déclara-
tions des biens , facultés , & in-

du strie de chaque Habitant. Mes-
sieurs les Intendans travaillerent
sur ce plan, avec autant de zéle
que d'intelligence; & rétablirent
la proportion entre les taillables,
autant qu'il étoit possible.

Dès l'année 1718 la taille pro-
portionnelle avoit été établie
dans la ville de Lizieux par Ar-
rêt du 27 Décembre 1717,
rendu sur la Requête des Habi-
tans, & suivant le projet qu'ils
en avoient dressé.

Peu de tems après, on avoit
fait l'essai d'une nouvelle mé-
thode de lever les impositions
dans l'Élection de Niort, partie
en fruits, partie en argent, ainsi
qu'il est réglé par Arrêt du 31
Janvier 1718. Les cinq autres
Élections de la Généralité de la
Rochelle, ne tarderent pas à
demander la permission de se
conformer à cette nouvelle im-

376 *Essai sur l'Agriculture*
position, & elles l'obtinrent par
Arrêt du 20 Juin 1718. A leur
exemple l'Election de Pont-l'E-
vêque supplia Sa Majesté de
commuer la taille ordinaire, en
une imposition en nature & en
argent, comme dans la Généra-
lité de la Rochelle; ce qui lui
fut accordé pour trois années,
par Arrêt du 7 Avril 1719.

Le Roi approuva par Arrêt du
12 Juillet 1735 les Délibérations
des Habitans de Cergy, Election
de Paris, pour convertir leurs
impositions en taille proportion-
nelle, dont la répartition se fe-
roit sur le revenu des biens fonds,
sur l'industrie & le commerce
des contribuables.

Sur les représentations de la
ville de Gisors, il fut ordonné
par Arrêt du Conseil du 19 Mars
1743, que la répartition des im-
positions se feroit à l'avenir dans

ladite Ville , à proportion des facultés des taillables ; suivant l'estimation qui en avoit été faite par les Habitans.

Avant ces Epoques , la ville de Pontoise , (a) & celle de Poisy , (b) avoient obtenu la permission de convertir leur taille en droits de tarif , payables aux entrées ; & l'inégalité des répartitions dans la ville de Laval , les injustices , les animosités , & les vengeances qu'occasionnoit la taille arbitraire , (c) engagerent les Habitans de ladite Ville à supplier Sa Majesté , de vouloir bien changer la taille en droits

(a) Arrêt du Conseil du 29 Novembre 1707.

(b) Arrêt du 26 Août 1710.

(c) Termes de l'Arrêt du 25 Juillet 1752.

d'entrée , dont ils donnerent le tarif , qui fut confirmé par Arrêt & Lettres-Patentes du 25 Juillet 1752.

Toutes ces différentes épreuves n'ont point eu le succès , que l'on en attendoit. La taille proportionnelle , telle que nous l'avons établie , a ses inégalités. Les Villes qui ont demandé des tarifs s'en plaignent , & n'y ont trouvé aucun soulagement. Ainsi l'on peut assurer , que ces tentations ne nous conduisent point encore à la répartition la plus exacte & la plus judicieuse des impositions.

Si ces essais ne remédient que très-imparfairement aux vices de la taille arbitraire ; si elle est toujours une source de désordres si sensibles , que les Habitans n'en puissent douter , & les exposent eux-mêmes dans leurs Requêtes

au Conseil; s'il est évident, que les taillables cherchent à quitter leurs habitations par la crainte de la collecte & des Collecteurs; Si ce mal s'aggrave de plus en plus, en devenant plus insupportable dans l'opinion des peuples; n'en peut-on pas craindre les suites les plus fâcheuses? Il en résultera, que plus l'imposition paroîtra inégale & onéreuse, plus le peuple & la culture s'affoibliront insensiblement. Quelles précautions ne doit-on pas prendre, pour prévenir un déperissement si dangereux?

Un particulier n'aperçoit les vices intérieurs d'un Etat brillant, que comme les taches au soleil; il ne les voit qu'imparfaitement. C'est de la combinaison des différentes observations, que l'on peut former des résultats certains; c'est par l'examen

des différentes parties , que l'on peut parvenir à réformer des abus , sans courir aucun risque. C'est des lumières supérieures du Conseil , que l'on doit attendre ces connaissances qui tendent à l'utilité générale. Les Magistrats qui ont régi nos Provinces , connoissent les inconveniens ; & plus ils approchent du Trône , plus ils sont à portée de faire briller leurs talens & leur zéle pour le bien de l'Etat.

Si nous avons tiré tant d'avantages de notre Bureau de commerce , qui fait tous les jours de nouveaux progrès ; que ne devons-nous pas espérer de l'établissement d'une Commission , qui auroit continuellement l'œil sur les productions de notre sol , sur leurs évaluations , sur l'accroissement & la diminution des peuples , & sur les moyens de

Essai sur l'Agriculture. 381 proportionner les subsides aux facultés de tous les sujets du Royaume. Moyens sûrs de donner plus de vigueur à un Etat, & de prévenir les maladies de langueur qui en peuvent altérer la constitution. On ne peut les découvrir que par des connaissances de détails ; sans lesquelles les réflexions les plus sensées, les projets les plus beaux, ne sont souvent que le fruit de l'imagination.

Un simple particulier a eu assez de courage, pour consacrer ses revenus & ses travaux à l'institution d'une Académie d'Agriculture à Florence. (a) A Gottingen, dans l'Electorat d'Hannover, le Roi Georges a fondé en 1751 une société de

(a) En 1753.

sciences, qui donne tous les six mois un prix, pour une question économique. Quels succès ne doit-on point attendre de ces nouveaux établissements, quand on voit ceux de plusieurs sociétés qui se sont formées dans l'Écosse & dans l'Islande, pour encourager la culture, & les arts mécaniques. Elles sont parvenues à les augmenter considérablement, à les perfectionner, & même à naturaliser dans ces climats des plantes qui n'y croissoient point, (a) en distribuant des prix à ceux qui réussissent le mieux. Longtems auparavant Henri VIII (b) avoit tiré d'Es-

(a) On y fait croître du lin, du chanvre, & des patates, qui n'y étoient point connues.

(b) Henri VIII, Roi d'Angleterre,

pagne cette race de moutons qui fournissent ces belles toisons qui enrichissent l'Angleterre. La Commission que ce Prince avoit établie , pour veiller à leur conservation, subsiste encore aujourd'hui. Ainsi ce Royaume recueille les fruits de sa prévoyance & de son attention. Ainsi les arts & les sciences qui sont animés en France par des récompenses, s'affermiront chez nous , & se perfectionneront par nos Académies, qui ont servi de modèles à nos voisins. Nous ne tarderons point à les imiter dans le goût des connaissances économiques , quand elles seront encouragées. Nous en avons déjà des preuves certaines dans les

épousa Catherine d'Arragon en 1509 ,
& tira 3000 moutons d'Espagne.

R vj

prix distribués par les Académies d'Amiens, de Bordeaux, qui ont produit des Dissertations utiles, sur des objets de commerce & de culture. (a)

Qu'on ne nous reproche plus d'être légers, inappliqués, & de ne pas suivre nos projets avec constance. Il est vrai que nous en avons laissé d'imparfaits ; cependant dans quel genre n'avons-nous pas donné des preuves de notre pénétration, & de notre capacité ? Cette humeur gaie & légère qui nous amuse, & qui rend la société plus aimable, n'est qu'une écorce qui ne nuit

(a) La Dissertation de M. Tillet sur la carie des blés, est un excellent Mémoire. Il n'a point échappé à l'attention de Sa Majesté, qui a ordonné que les épreuves en seroient faites à Trianon.

point à la solidité. La morale & les réflexions utiles se trouvent chez les Poëtes (*a*), comme chez les Philosophes. Une Nation peut approfondir & faire des recherches sur ce qui lui est avantageux ou nuisible, sans avoir cette humeur sombre & chagrine qui fit périr Caton d'Utique.

Il est d'autant plus important de nous occuper sérieusement de ce qui peut contribuer à la force & à la richesse du Royaume ; que c'est par ces sages réflexions, que nos Rivaux sont parvenus à balancer notre supé-

(*a*) *Trojani belli scriptorem, maxime Lolli,*
Dum tu declamas Romæ, prænesti relegi ;
Qui, quid sit pulchrum, quid turpe, quid
Utile, quid non,
Planius ac melius Crisippo & Crantore dicit.

riorité. Si tandis qu'ils font des progrès, nous ne nous empêsons de rectifier ce qui peut nous nuire, nous courons risque de devenir inférieurs. Nous aurions peu de considération parmi les Puissances de l'Europe, si nous n'avions changé notre façon de combattre, quand l'Art de la guerre s'est perfectionné.

Ne nous imaginons point, que c'est vouloir pénétrer les secrets de l'Etat, que d'examiner les habitudes d'un Peuple, ses défauts, & ses ressources. Un Gouvernement qui subsiste depuis tant de siècles, & contre lequel les forces de l'Europe se sont quelquefois brisées, est un Edifice public, dont on connoît les fondemens. La fertilité de son sol, le courage & l'industrie de ses habitans, l'attention de ses Souverains pour les Peuples, & l'at-

tachement inviolable des Peuples pour leurs Souverains, font sa puissance & sa sûreté. Il ne s'agit que d'entretenir ces ressorts ; & si quelques vices intérieurs pouvoient en ralentir l'activité, l'amour du bien public doit les développer, avec cette sagesse & cette affection qui intéressent les Sujets à la prospérité du Gouvernement.

On ne peut se dissimuler, que la taille & la collecte ne fassent tomber tous les ans un certain nombre de familles dans l'indigence ; que la crainte d'être imposé à une plus forte somme, n'enchaîne l'industrie d'une infinité d'habitans, qui ont intérêt de paroître pauvres, & de ne pas augmenter leur culture ; & que cette même crainte n'empêche plusieurs Bourgeois inutiles dans les villes, d'aller habiter les cam-

388 *Essai sur l'Agriculture*:
pagnes, où ils pourroient secon-
der heureusement les travaux des
Cultivateurs. Tous ces obstacles
sont visiblement nuisibles à une
meilleure Culture, à une plus
grande Population, & à l'agran-
dissement du Royaume.

La disproportion des cottes
des Contribuables de Famille à
Famille, de Paroisse à Paroisse,
d'Election à Election, de Géné-
ralité à Généralité, fait encore
paroître la taille comme un far-
deau plus insupportable, qu'au-
cune autre imposition. La preu-
ve de cette disproportion s'est
trouvée complète, par les essais
faits en 1737. pour la taille pro-
portionnelle. On a vu dans la
même Généralité, des Paroisses
taxées à deux sols de leurs reve-
nus; quelques-unes à trois sols,
& quatre sols; d'autres enfin à
cinq sols, & même à six sols neuf

deniers. (a) Ces inégalités ne sont-elles pas ruineuses & décourageantes pour les Contribuables ? Un Taillable peut-il sans trouble, sans animosité, se voir une fois plus chargé que son voisin ? Peut-il ne pas succomber à la fin ? Il faut fuir, ou tomber dans la misère.

La taille proportionnelle pouvoit remédier à quelques-uns de ces excès ; cependant elle n'a point été généralement adoptée ; & il y a apparence que quelque règle que l'on puisse établir, quelque projet que l'on puisse faire sur cette imposition ; son inégalité & sa forme variable, la ren-

(a) Voyez le Projet de Taille tarifée, pag. 472. 473. & 474. *Edition de 1739.*

dront toujours onéreuse & destructive , si l'on ne trouve les moyens de la débarasser des vices de son origine.

La taille a pris naissance du service militaire. Il n'y a point de Terres , point de Sujets qui ne doivent contribuer également au soutien & à la défense de l'Etat. Lorsque l'on étoit exempt de charges pécuniaires , on en avoit de plus réelles & de plus dangereuses. Les terres obligeoient à un service personnel ; leur jouissance tenoit lieu de solde.

Ces services qui n'étoient d'abord dûs qu'au bien général de la Nation , & à la défense commune , s'appliquerent ensuite à des intérêts particuliers , par l'introduction d'un nouveau genre de possession sous le nom de

Fiefs. (a) Les Citoyens auparavant tous égaux , & ayant droit de parvenir aux charges & aux dignités , sans égard pour la naissance , commencerent à être distingués en Nobles & en Roturiers ; & les fonds furent divisés en Fiefs , arrière-Fiefs , & en biens de Roture. On vit alors paroître des Seigneurs , & des Vassaux ; qui s'en donnerent à leur tour par des sous-inféodations.

Ces espèces de souverainetés , dont il est difficile de démêler l'origine , (mais qui furent un démembrément de l'autorité Royale) se créèrent chacune dans leur Canton , des droits &

(a) Voyez les Remarques de M. le Président Henaut sur la seconde Race.
pag. 78. Edition in-4°.

des prérogatives , à proportion de leur puissance. Ces Seigneurs exigerent des contributions de ceux qu'ils s'étoient soumis , & accorderent des franchises à ceux qui avoient suivi leur fortune. Dès-lors on ne consulta plus l'intérêt général. Tout le Royaume fut régi suivant la nouvelle Loi des Fiefs (a) , & chacun s'arrogea toute l'autorité qu'il put usurper. Voilà la source des distinctions , & en même tems des

(a) Sous la fin de la seconde Race , dit Mezeray , le Royaume étoit tenu selon la Loi des Fiefs , se gouvernant comme un grand Fief , plutôt que comme une Monarchie. Voyez l'Usage des Fiefs par M. Brussel *Tom. 1. ch. 2. & suivans* , où l'on trouve l'explication de ce texte de Mezeray. Lisez encore Mezeray sous Louis V. *pag. 358. in-folio 1643.*

divisions qui troublerent si long-tems la France ; voilà l'origine de toutes ces franchises , de ces prérogatives, de ces exemptions, honorables par préjugé , injustes en elles-mêmes , & contraires à l'ordre d'un bon gouvernement.

Cependant les terres & leurs possesseurs devoient un service réel & personnel ; les Sujets qui n'alloient point à la guerre , devoient une contribution qu'ils payoient aux Seigneurs ; & ces Seigneurs en devoient au Prince , lorsqu'ils vouloient se rédimier du service personnel (a) , ce qui ne fut pas toujours exécuté avec beaucoup d'exactitude ; &

(a) *Vassallorum conditio hæc est , ut quando delectus indicitur , in Militiam eant , vel Vicarium mittant , vel certum censum Domini œrario deferrant. Cujas , in præf. feudorum ,*

ce qui par abus, devint privilége , toutes les fois que l'on put rompre impunément les liens de la subordination.

Dès le onzième & le douzième siècle , on trouve des traces de ces contributions , que les Seigneurs imposoient à leur profit , sous le nom de Taille. (a) Les Ecclésiastiques , les Villes , les Vassaux , & arrières-Vassaux possédans Fiefs , exigerent des taxes ou des tailles ; & les Rois se trouverent dans la nécessité d'en lever. (b) Elles devinrent perpétuelles sous Charles VII. en 1445.

(a) Voyez Ducange au mot *Tallia*.
Voyez aussi la pag. 20. du premier Tome du Recueil des Ordonnances.

(b) Voyez à la même pag. 20. le Testament de Philippe Auguste en 1190. & à la pag. 186. l'Ordonnance de S. Louis de 1270.

la guerre continue obligeant d'avoir toujours sur pied un corps de troupes qui ne s'assemblaient auparavant que dans la nécessité.

De-là vint la distinction de Sujets taillables, & non taillables; de terres franches, ou contribuables; mais nul sujet, nulle terre, de quelque nom que l'on puisse les décorer, n'avoient une exemption effective. On devoit payer de sa personne ou en argent, chacun suivant son Domaine, ou ses facultés. Les Ecclésiastiques même n'étoient point dispensés d'aller à la guerre; ils étoient compris dans les Rolles du Ban & de l'arriére-Ban (a),

(a) Voyez le Traité du Ban & de l'arriére-Ban par de la Roque, *in-4°.* 1734. & notamment les chap. 6. & 7.

l'on étoit à l'amende , l'on perdait son Fief , & ses Priviléges , si l'on ne faisoit pas le Service auquel on étoit obligé. Ce n'étoit qu'à cette condition , que l'on ne payoit point de taille ; & l'on ne pouvoit être dispensé du Service , que par grace , & par lettres du Souverain.

Ces graces , ces dispenses obtenues par argent , ou sous des prétextes plausibles , firent par la suite des Usages , des Titres , qui se graverent si profondément dans l'esprit de ceux qui les obtinrent , qu'ils les firent valoir comme des droits , que l'on n'eut pas toujours la force de combattre. Cependant lorsque l'ordre du Service changea , toute distinction n'étoit-elle pas abolie , puisqu'elle n'étoit plus fondée sur aucune raison légitime ? Quand les hommes & les terres furent

furent affranchis du Service réel & personnel , tout seroit rentré dans la classe ordinaire des Contribuables & des contributions ; si les hommes favoient être équitables , & n'être pas plus sensibles à leurs intérêts particuliers , qu'au bien général.

Mais les Priviléges étoient obtenus ; les Prééminences étoient établies ; & l'on confond aisément la désobéissance avec des droits acquis par abus , par foiblesse , ou par usurpation. Chacun retint la portion d'exception qu'il put conserver , & l'on se crut noble & distingué , en soutenant avec acharnement des prérogatives , manifestement usurpées sur la Souveraineté , & sur le Public.

C'est le caractère de la Nation Françoise ; elle aime l'honneur & les distinctions. Chaque

Particulier , chaque Corps , s'Imagine mériter des préférences ; & par un ancien préjugé se persuade , qu'elles consistent principalement à ne pas payer les subsides de l'Etat dans la même proportion , & sous la même forme que le menu Peuple. On se croiroit deshonoré d'être confondu dans le Rolle des Taillables , que l'on est habitué de regarder comme vilains & manans. Cette idée , l'idole des François , nous engage tous à prétendre aux franchises , aux prérogatives , aux immunités. On prend toutes sortes de détours pour les soutenir. La mauvaise foi , l'artifice , les prétextes les moins plausibles ; des titres achetés ou extorqués dans des circonstances fâcheuses ; rien n'est épargné pour se soustraire aux charges publiques : & l'on

se félicite de sa résistance, quand on peut lui donner quelqu'apparence de justice.

Il y a cependant dans la Nation un fond de raison & d'équité , qui ne lui permettra pas , de fermer toujours les yeux sur ce que chacun doit à la Patrie. Plus on s'instruira , plus on sentira l'injustice de ces prétentions particulières ; & le préjudice qu'elles portent à la force & à la prospérité du Royaume.

De quelque prétexte que l'on puisse les colorer , il faudroit être déraisonnable & mauvais Citoyen , pour ne pas convenir ; que toute possession , tout habitant , doit un tribut à l'Etat , pour la protection que l'Etat lui accorde ; que ce tribut doit être proportionné aux avantages que chacun tire de la société dans laquelle il vit ; que chaque homme

Sij

y en trouve plus qu'il ne lui en procure ; que les Etats ne s'arment, & ne font des dépenses, que pour soutenir la société, & pour conserver les particuliers & leurs héritages ; que les plus aisés ont plus à conserver, que les moins riches ; que ceux qui ne possèdent rien, y ont naturellement moins d'intérêt. Cependant il n'y a que ceux qui possèdent le plus, qui prétendent aux exemptions ; les moins aisés, les pauvres, n'ont point de prétextes, ils ne peuvent que murmurer de l'inégalité ; ils y succombent, ils la fuient ; ils sont perdus sans retour.

Que peut-on opposer à ces vérités ? des titres obtenus par grâce, par récompense, ou par argent. S'ils sont acquis à prix d'argent, ils sont remboursables, & doivent être réduits à leur

juste valeur. Si ce sont des récompenses, il faut examiner ce que l'on a voulu donner. Les services rendus à l'Etat méritent des préférences d'encouragement; mais ils n'ont qu'un tenis, & les récompenses ne doivent point être perpétuelles. Si ce sont des graces, elles n'ont d'autre fondement que la bonne volonté des donateurs, & ils n'ont pû ni dû nuire au Public & à la Postérité. Le don n'a pû changer la nature de la chose donnée; on n'a pû recevoir de la Société, sans que ces présens soient restés assujettis à ce qu'ils devoient à la Société. Tout Usage, toute Coutume, toute Loi contraire, ne peut subsister, sans ruiner la Société. Plus les Priviléges sont anciens, plus ils décélent le vice de leur origine. Plus on accumule de titres pour les soutenir,

plus on sent qu'ils en ont besoin, pour couvrir l'abus du crédit & de la nécessité. Personne n'entreprendroit de soutenir que les antiques châteaux & les vieilles armures pussent suffire à la défense actuelle, & à la sûreté du Royaume.

Nul Etat n'abonde en priviléges comme la France ; il y en a de toute espéce. Les Charges les moins relevées, les Emplois les moins utiles, les Offices les moins nécessaires, portent différens caractères d'exemptions. Nulle ferme, nulle entreprise de finance, ne se donne sans exemptions. C'est la marotte d'une Nation avide de distinctions mal entendues. Plaignons les Ministres d'être emportés par le torrent, & d'être souvent obligés de suivre le goût des Sujets. Sans ces prérogatives, ils trouveroient

peu de ressources dans les besoins de l'Etat. Cependant ces exemptions ont écrasé depuis long-tems le Cultivateur & la culture ; en faisant retomber les charges publiques sur ceux qui sont le moins en état de les porter.

Qui pourroit compter le nombre d'annoblis & de privilégiés nés de la création de différens Offices de judicature, Police, & Finance, depuis 1689 ? Leurs gages, leurs taxations, leurs exemptions, sont des surcharges d'autant plus pésantes, qu'en augmentant les dépenses de l'Etat, elles tarissent la source des Recettes. Quelques efforts que les Ministres aient pu faire depuis 1715. (a) pour en dimi-

(a) Voyez l'Edit de Louis XIV. du mois d'Août 1715. portant règlement sur les Tailles, & la suppression d'une

nuer le nombre , il s'en trouve encore une si grande quantité , qu'ils semblent renaître les uns des autres ; comme les têtes de cette hidre qu'Hercule eut tant de peine à vaincre. Consultez les **Rolles des Tailles** , sur lesquels sont inscrits les **Exempts & Privilégiés** , & vous verrez qu'il ne reste de **Taillables** , que ceux qui n'ont point assez d'argent , d'adresse , ou de prétextes , pour se faire affranchir. Ainsi les grands arbres étouffent les re-crutes dans les forêts , & convertissent les taillis en buissons.

On ne connoissoit point ces distinctions chez les Anciens. Dans la République , dans l'Empire Romain , nulles Terres , nulles Personnes , n'étoient

infinité d'annoblissemens & de priviléges.

exemptes des taxes publiques (a). Les Domaines, les Maisons impériales y étoient soumises, comme les biens particuliers (b). Ni la condition, ni l'âge, ni le sexe, n'affranchissoient des tributs ordinaires (c). Les terres des Eglises les payoient, à peine d'être évincé, suivant la décision de Leon & d'Antonin (d). Dioclétien se moque d'une immunité que lui demandoit un Philosophe. (e).

(a) *Census aliud prædii, aliud Capitalis.*

(b) *Cod. Lib. 10. tit. 19.*

(c) *Cod. L. 10. tit. 41. 46. 47. 48. 49.*

(d) *Si Domus imperialis, vel Ecclesia res tributarias licite emerit, & tributa non solverit, ea res ei auferatur. Cod. L. 10. tit. 19. sect. 8.*

(e) *Nam cum Philosophum te esse proponas, vinceris avaritiā, rapacitatem, & onera quæ patrimonio tuo im-*

Gratien, Valens, Arcadius, révoquerent toutes celles qui avoient été accordées, avec défenses d'en impétrer à l'avenir, ni d'en supposer, à peine d'être brûlé. (a)

Ne cherchons point des exemples dans les tems reculés ; nous en avons de plus frappans chez nos voisins. Non chez ceux qui font encore enchaînés par les Loix des Fiefs ; mais chez ceux qui savent augmenter leurs forces, & les développer avec le plus de vigueur. S'ils tiennent un rang distingué dans la balance

junguntur, solus excusare conaris,
quod frustra te facere exemplo poteris
edoceri. *Cod. L. 10. Tit. 41. Sec. 6.*

(a) Erit flagitia supplicium, si cuiusquam fraude, ambitu, potestate, injustam profiteantur immunitatem. *Cod. L. 10. Tit. 25.*

de l'Europe , ce n'est point par l'étendue de leurs possessions ; mais par l'usage qu'ils savent faire de leurs ressources. Ils ne doivent point cet avantage , comme quelques-uns le pensent , à cette liberté indéfinie , souvent plus dangereuse qu'utile ; mais à la répartition exacte des tributs , à leur perception , à leur emploi. Le concours unanime des Citoyens , qui tend à la défense & à l'agrandissement de l'Etat , fait toute leur puissance. Ils ne sont point obligés d'avoir recours à des moyens détournés , à des inventions nouvelles , pour subvenir aux frais d'une guerre , ou d'une entreprise. L'égalité régne , l'imposition n'est point arbitraire , elle ne peut s'augmenter que par des proportions réglées & connues ; tout le monde fait ce qu'il doit payer , &

Svj

paye sans distinction ; on rougit de chercher les moyens de s'en exempter.

Animés du même esprit, les Habitans de Leyde avoient rendu de si grands services à la République, (a) qu'elle leur offrit une exemption de tous impôts pendant une longue suite d'années, ou l'établissement d'une Université. La premiere de ces offres étoit plus avantageuse pour eux & pour leurs contemporains ; cependant ils préférèrent une Université. L'équité ne permit point à ces bons Citoyens de se dispenser des charges publiques, pour faire retomber leur part sur leurs compatriotes. Ils sentirent combien les exemptions sont contraires à l'intérêt

(a) Histoire des Pays-Bas, en 1567.

Essai sur l'Agriculture. 409
général ; & que c'est détruire
l'Etat, que de ne pas contribuer
également à le soutenir. L'hom-
me de peine travaille envain
pour tordre & fabriquer un cor-
dage, si quelque quadrupe peut
impunément le ronger par l'au-
tre bout.

L'Etat & le bien public sont
un trésor commun, dans lequel
chacun doit déposer ses tributs,
ses services, ses talens ; parce
que chacun doit y trouver son
aisance, son bonheur, sa sûreté.
C'est le centre où tout doit se
réunir ; tout ce qui s'en écarte
tend à la division, & à la destruc-
tion. Il seroit aussi difficile de
citer le bien que les exemptions
ont fait à l'Etat, qu'il seroit aisé
de nombrer les maux qu'elles
ont occasionnés. Si tous les su-
jets sans exception eussent tou-
jours payé également les contri-

butions, les dettes de l'Etat ne se seroient point accumulées ; ses charges seroient moins considérables ; les campagnes auroient été moins foulées, & elles seroient plus peuplées ; il n'y auroit point de terres incultes. Ce ne sont point les Domaines des Exempts & Privilégiés, qui se sont trouvés délabrés à la suite d'une guerre ; mais les héritages de ceux qui sacrifioient leur vie & leurs biens pour la Patrie ; & de ceux qui se trouvoient écrasés par la répartition inégale des sub-sides indispensables & nécessaires à la défense commune.

Que l'on ne dise point, que le Gouvernement trouve des compensations ; & que ceux qui ne payent point dans la forme ordinaire, contribuent d'une autre façon, & sous d'autres noms. Ces compensations sont impar-

faites, & ne remplissent que difficilement les contributions ordinaires. Si elles les remplaçoient, on ne chercheroit point à se faire un rempart d'un usage abusif, pour frustrer l'Etat des subsides communs. Ils sont des obligations primitives, des engagemens naturels de la société, dont aucune loi n'a pu relever aucun particulier, aucun ordre; ni dispenser aucun biens. D'ailleurs ces prétendus équivalens, qui se sentent souvent de la résistance, sont déguisés sous un nom si fastueux, qu'ils semblent s'annoncer plutôt comme un effet de la libéralité, que comme un tribut légitime.

Mais qui pourra se persuader, que des possessions, qui n'ont elles-mêmes d'autre titre que la libéralité, ayent pu changer de nature en changeant de main;

& ayant pu cesser d'être tributaires de l'Etat? Toutes ces prétentions obligent souvent le ministere à des arrangemens peu avantageux, troublent l'harmonie des sujets, rompent les liens naturels de la société, & excitent quelquefois des divisions. Car avec quelle chaleur ne défend-t-on point ce que le scrupule & l'usage font envisager comme des priviléges? De quel œil cependant peut-on les regarder, s'ils font tort à l'Etat, & s'ils répugnent à la loi & à l'équité naturelle? Inutilement les couvrira-t-on de prétextes impo-fans, & de noms respectables; leur destination, leur emploi même, ne les justifieront jamais des inconvénients qui en résultent pour la société. S'il n'y avoit point de priviléges, il y auroit moins de misérables. Que cha-

cun paye sa part des subfides ; il n'y aura plus tant de pauvres à soulager , lorsque l'inégalité des impositions ne réduira plus une infinité de sujets à la mendicité.

Que les hommes sont aveugles , & aiment à se repaître de chimeres ? Comment a-t-on pu imaginer que des noms & des titres pussent changer l'essence & la nature des hommes , & des possessions ? Par quel prestige un nom imposé à une terre , une dignité accordée à un sujet , qui dans leur origine obligoient aux services les plus essentiels , ont-ils pu se convertir en exemptions ? Ne sent-on pas , que plus on a de biens & de prééminences , plus on contracte d'engagements avec la Patrie , pour la soutenir de toutes ses forces ? Les services rendus à l'Etat &

à l'humanité, sont les vrais titres des bons Citoyens : les autres ne feront que de vains noms, à charge à l'Etat, s'ils dispensent de ce qui lui est dû. C'est un motif peu noble, de ne chercher à faire valoir ses distinctions, que pour se soustraire aux charges de la société. Préjugé reçu dans quelques pays, ridicule dans d'autres.

S'il étoit question d'établir aujourd'hui pour la première fois des tributs sur les terres & sur les personnes ; tout le monde conviendroit sans difficulté, que cette imposition est juste, & qu'elle est absolument nécessaire. Personne n'oseroit proposer de les répartir avec inégalité, sous prétexte de distinction dans la qualité des sujets, & dans la qualification des terres. On reconnoîtroit que quelque rang

que l'on occupe, qu'à quelque titre que l'on possède les biens, l'équité naturelle demande, que chacun paye proportionnellement à ses facultés. Pourroit-on écouter ces allégations de postes plus relevés, d'occupations plus distinguées, de services plus marqués, de dignités plus éminentes, de fonctions plus respectables? Ne sentiroit-on pas, que plus on est opulent & élevé, plus on doit à l'Etat qui confere & qui soutient les dignités? Le premier de tous les devoirs, la premiere qualité, est d'être bon Citoyen; & l'on ne peut en avoir les sentimens, quand on ne rend point à sa Patrie ce qui lui est dû. Les tributs n'alterent ni le rang, ni les dignités, ni les conditions; ils ne touchent qu'aux revenus, & ces revenus sont à l'Etat,

avant d'être aux particuliers ; parce que c'est de l'Etat qu'ils les tiennent, & qu'ils n'en jouissent que par la protection de l'Etat.

Que faisons-nous cependant ? Nous donnons tout aux qualifications, aux noms, aux titres, sans quelqu'aspe^t qu'ils se présentent. On fouille dans les tems les plus reculés, pour appuyer des erreurs invétérées. On respecte des titres qu'enfanterent la barbarie, l'ignorance, & la crédulité. Ils portent l'empreinte de ces siècles qui les ont produits ; où le fracas des armes étouffoit la voix de la justice ; où la raison ne pouvoit percer les ténèbres des préjugés ; où les désordres se couvroient souvent du voile de la Religion. Dans ces tems nébuleux, les Tribunaux même, tant Ecclésiastiques

que séculiers, ne favoient pas discerner le bien d'avec le mal, le juste de l'injuste : ils ordonnaient les épreuves par l'eau, par le fer, & par le feu ; & ces jugemens aussi équivoques que barbares, étoient regardés comme des décisions du Ciel. Témoignage bien humiliant de la petitesse de l'esprit humain.

Quelque réforme que nous ayons faite, c'est dans cette source que nous puisions encore nos usages, nos coutumes, & la plupart de nos opinions. C'est de-là qu'est venue notre façon d'imposer la taille sur quelques-uns de nos sujets, sur quelques terres, & non sur d'autres. C'est à cet idole que nous sacrifions encore.

La maniere d'imposer les peuples est plus essentielle qu'on ne pense ; leur indolence ou leur activité, leurs vices ou leurs vertus,

leur aisance ou leur pauvreté, en dépendent presque toujours. La taxe sur les métiers a fait tomber l'industrie Espagnole; (a) les priviléges ont introduit l'indolence & la vaine gloire; & la façon de régir les Fermes dans ce Royaume a ruiné son commerce & ses peuples.

Nous avons en France des exemples de cette dégradation. La science du Fermier des devoirs de Bretagne, est d'acheter & de vendre beaucoup de vin. Les tavernes se multiplient par l'adresse du Régisseur; le peuple s'en ressent, & il perd du côté des talents & de la santé, ce que

(a) Voyez Dom Ustariz, Traduction libre donnée en 1753, par un Auteur à qui nous devons plusieurs ouvrages utiles, qui sont autant de preuves de son esprit & de sa capacité.

la Province croit gagner par l'augmentation de son subside. La manœuvre de l'Habitant sujet à la taille arbitraire, est de paroître pauvre, & de mal payer. Il n'ose défricher, augmenter son troupeau, ni montrer toute sa force & son adresse. Elle est souvent étouffée par la crainte de la surtaxe, & découragée par l'inégalité & la variation des impositions.

On dira peut-être que depuis que la taille est établie, tout se-roit détruit, si elle faisoit autant de ravages, qu'il y a lieu de le croire. Mais que l'on fasse atten-tion, qu'on ne les a point sentis, tant que les Nations voisines ont été dans une espece de combus-tion, plus marquée que la nôtre; que plus on avance, plus les Gouvernemens qui se rectifient, acquierent de nouvelles forces,

tandis que nous en perdons ; qu'il n'y a point de Village qui ne s'apperçoive à présent des inconvénients de la taille arbitraire ; qu'ils ont été détaillés au Conseil dans plusieurs Requêtes ci-devant rapportées ; que ces idées se fortifient chez le peuple ; & qu'enfin , ces maux sont réels , évidens , & capables d'affoiblir la culture & les sujets. Il faut des siècles pour rappeler la fécondité , les talens , & le commerce une fois détournés. L'Empire Romain ne s'apperçut que trop tard des causes de sa destruction.

Il n'est presque plus question de savoir ce qu'un peuple porte de tributs en comparaison d'un autre , mais la façon dont ces tributs sont imposés & exigés. On en paye peu dans l'Empire Ottoman , le Souverain & les sujets

sujets n'en sont ni plus riches, ni plus heureux. Chez quelques-uns de nos voisins, on en levé plus qu'en France, par proportion à l'étendue de leurs terres; & ces taxes se payent sans difficultés, & n'excitent aucun murmure. Les peuples en supportent le poids, parce qu'ils sont persuadés qu'ils payent également. (a) Cette opinion fondée sur une réalité évidente, les soutient au milieu des plus grandes entreprises. Les Habitans de nos

(a) En 1356 on mit une taxe sur le Royaume d'environ un cinquième des revenus. Grand impôt, dit Mézeray, qui toutefois ne sembla point fâcheux, pour ce que le Noble & le Prince, comme le Rôturier; le Prélat & le Moine, comme le Laïque, en portoient également leur part. *Tom. 1. in-fol. Edit de 1643, pag. 815.*

T.

422 *Essai sur l'Agriculture*:
campagnes au contraire se trou-
vent si souvent lésés par une ré-
partition inégale, qu'ils sont tou-
jours allarmés par l'incertitude
de leur sort. Ils ne peuvent ja-
mais se flatter de jouir tranqui-
llement du fruit de leurs travaux ;
& ils envient le sort des Habi-
tans des Villes. Faites en sorte
que les cultivateurs ne soient
pas plus chargés que les autres
sujets ; qu'ils puissent espérer de
voir croître leur aisance par leur
industrie ; toutes les Provinces
seront peuplées , & toutes les
terres seront cultivées. Vous né-
verrez plus le riche Laboureur
quitter la charue , pour prendre
la plume ; & souvent le riche
bourgeois ira s'établir à la cam-
pagne , pour améliorer sa mé-
tairie.

Les peuples & les particuliers
entendent mal leurs intérêts.

Une Province se félicite de n'être pas sujette à tels ou tels impôts ; un particulier tire vanité de n'être pas soumis à tel subside ; comment ne voit-on pas, que c'est se glorifier de ne pas contribuer comme les autres au bien général ? Que résulte-t-il de ces distinctions ? Qu'il faut que le ministère cherche à rétablir l'équilibre, & qu'il est indispensablement forcé d'appesantir d'autres tributs, & de les faire régir souvent d'une façon ruinante à l'Etat, à la Province, au particulier ; & d'adopter des ressources formées sur le calcul d'un plus fort produit, nécessaires pour le présent, nuisibles pour l'avenir.

Nous voyons des Provinces entourées comme des terres ennemis, contre lesquelles on est en garde. Les peuples continuel-

lement exposés à des procès , des amendes , des confiscations , des peines afflictives , payent en faux frais le prix de leurs franchises , & achètent plus cherement toutes les commodités de la vie . La perte de plusieurs Citoyens , la désertion de plusieurs autres , la misere d'une infinité de familles , sont les suites ordinaires de cette guerre intestine , qu'entretiennent l'inégalité & la différence des tributs .

Les exempts & les privilégiés accoutumés à croire qu'ils ont du bénéfice , par les exemptions sur leurs personnes & sur leurs biens , s'apperçevroient bientôt que leurs terres & leurs autres biens s'amélioreroient ; & que l'épargne qu'ils trouveroient sur leurs vivres , sur leurs vêtemens , sur toutes leurs autres dépenses , est un dédommagement conti-

nuel de ce qu'ils pourroient payer de plus.

Il se trouveroit même, si tout étoit réduit à l'égalité, que tout le monde y gagneroit insensiblement, car tout se tient dans le Corps politique. Les richesses & les succès de la Nation & des particuliers. sont intimement unies; la fortune même du Souverain n'est point séparée de celle des sujets. L'Océan ne reçoit les tributs de toutes les eaux de la terre, que pour les lui rendre par différens canaux, & l'enrichir des productions des climats divers.

C'est dommage qu'une Nation aussi intelligente & qui fait le mieux se plier à tous les arrangements convenables, ait quelques abus dans ses usages & ses habitudes. Il ne lui manque que d'être bien persuadée de la bonté

de son Gouvernement , pour devenir la Nation la plus puissante & la plus illustre. Qu'elle regarde dans ses fastes , elle n'y trouvera point ce tissu de désordres & d'égaremens dont l'His- toire des Empereurs Romains est remplie ; elle verra peu de Monarques dont elle ne puisse se glorifier , & qui n'ait fait honneur au Trône & à la Nation. Si les François aiment leurs Rois , c'est qu'ils se sont toujours plus signalés par leurs bonnes qualités , que par leur autorité ; & le Royaume n'a jamais souffert , que par la mésintelligence des sujets , & par les divisions intestines qui n'ont que trop longtems troublé le Royaume. Quand les peuples sentiront-ils , que le concours unanime des devoirs des sujets & du Souve- rain , a toujours fait le bonheur

Essai sur l'Agriculture. 427
& la gloire de notre Gouvernement?

S'il n'est pas toujours au pouvoir des Souverains de faire tout le bien qu'ils voyent & qu'ils désirent; c'est que le bien le plus probable, n'est pas toujours possible; & qu'il dépend du tems & des circonstances, souvent même de la disposition des sujets; entrons dans ces vûes, & appliquons-nous sérieusement à connoître ce qui peut contribuer au bonheur, à l'aïsance, & à la force de notre Monarchie. La vérité la plus utile & la plus importante à inculquer aux particuliers, est de leur faire sentir qu'en travaillant pour l'Etat, ils travaillent pour eux-mêmes. Le moyen d'y réussir est d'introduire des méthodes qui conduisent à l'amour du bien public. Il prend comme le goût des arts & des

sciences, quand il est animé; & ce sentiment devient naturellement si intéressant, qu'il peut opérer les plus grands effets.

Nous avons vu ce qu'a produit chez nous l'établissement de nos Académies, & de notre Bureau de commerce. Une pareille commission pour l'examen de la culture, du détail des peuples, & des moyens de les augmenter, ne pourroit-elle pas nous procurer les mêmes avantages? Ce ne sont pas toujours les hazards d'une guerre, les succès de la politique, les richesses du commerce, qui décident du sort d'un peuple; mais la qualité de ses forces internes, & l'attention à leur donner tout le ressort dont elles sont capables, sans les user ni les affoiblir. Ce sont les seuls biens effectifs & durables, plus précieux que tous les trésors de l'Univers.

Quand nous aurions les possessions des deux hémisphères ; quand nous couvririons les mers de nos vaisseaux , & la terre de nos légions ; quand nous réunirions le commerce des Nations , & que nous pourrions entasser tout l'or du Potosi ; tous ces avantages s'éclipseroient insensiblement , si nous n'avions toujours des hommes & des vivres en abondance . C'est la terre qui les engendre ; il faut attacher les hommes à la terre , non par des chaînes de fer , ils cherchent à les rompre ; mais par des liens d'argent , ils les chérissent ; & le grand art est de les savoir fabriquer .

Nous ne saurions trop nous appliquer à connoître la valeur de nos terres , la quantité & la qualité de notre peuple , les ressorts de notre industrie , la na-

430 *Essai sur l'Agriculture.*
ture & les effets de nos subsides. Car la meilleure police sur les grains ne conduira point seule la culture à sa perfection, (a) si la nature & le recouvrement des impôts ne la facilitent. C'est de là que dépendent les événemens de l'avenir. Il semble caché dans une nuit profonde ; mais il se découvre aisément à des yeux attentifs qui cherchent à le pénétrer. Les hommes & les richesses coulent de siècles en siècles dans différens pays, & sont apportés par les flots du tems, dans tous les climats où ils peuvent aborder sans peine. Les loix, les institutions, & la prévoyance du ministere, les fixeront toujours où il y aura le plus d'aisance & de sûreté. La France

(a) *Element du commerce.*

mieux qu'aucun pays peut jouir de ces avantages que semblent lui assurer sa situation , son sol & le génie de ses Habitans.

La France autrefois ensevelie dans les ténèbres de l'ignorance est à présent le centre des Sciences , des Arts & du goût. Elle ne doit ces talens qu'aux soins de ses Souverains. Elle peut également devenir la source du commerce , de l'aisance , & de la force. Tout semble la favoriser ; des vices d'habitude peuvent seuls s'opposer aux progrès de sa puissance. Heureuse Patrie , qui sans d'autres efforts , que ceux de l'attention du Gouvernement, peut naturellement prétendre à la supériorité. L'augmentation des Sujets & de la culture peut aisément nous la donner ; ce sont les seuls fondemens de l'édifice politique ; & si quelqu'ac-

cident , quelque défaut de construction peut les ébranler ou les affoiblir , doit-on négliger de les réparer.

Si l'inégalité des subsides peut porter atteinte à la force interne du Royaume , faut-il desespérer de pouvoir les rétablir , parce que les projets de Taille tarifée & proportionnelle ont été jusqu'à présent sans succès ? Plus cette tentative paroît difficile , plus il faut apporter de courage & d'attention pour la conduire à sa perfection. L'or ne sort point pur de la mine , il faut le travailler ; & la terre seroit toujours couverte de ronces & d'épines , si l'on ne prenoit soin de les arracher.

Une Commission permanente , composée de Magistrats éclairés , & de personnes instruites , ne pourra - t'elle jamais trouver
les

les moyens de répartir les tributs sans risques, sans murmures, & au plus grand avantage des Peuples & de l'Etat. Ce n'est que par un examen suivi & détaillé, & par des connaissances précises & bien combinées, que l'on peut vaincre les difficultés, lever les obstacles, & remédier aux inconvénients. Que ces sages Observateurs portent leurs regards sur le capital du peuple & des terres; qu'ils descendent dans les détails des différentes qualités; qu'ils cherchent les causes de l'augmentation ou de l'affoiblissement; qu'il soit glorieux de s'y appliquer, & honteux d'ignorer ce qui peut operer le bien ou le mal; on trouvera insensiblement les remèdes, quand on aura sondé tous les replis. Toutes les recherches sont im-

portantes, quand il s'agit du bonheur & de la force de la Patrie ; & nous ne craindrons plus de nous égarer, quand nous aurons érigé un phare qui éclaire nos notions flotantes, & nous indique les écueils.

Quel moyen plus sûr & plus convenable pour exciter l'émulation de nos Citoyens, & les engager à s'occuper de l'utilité publique, à y consacrer leurs talents, à y sacrifier même leurs intérêts. À mesure que les hommes sont plus instruits, ils connaissent mieux leurs devoirs, & les avantages de la société ; & l'intérêt particulier joint à l'amour du Souverain, en est le plus ferme appui. Heureux liens, qui attachent le bonheur du peuple & la grandeur des Monarques par un même nœud, à

la connoissance exacte des facultés des sujets; pour les rendre heureux au dedans, & redoutables au dehors.

F I N.

T A B L E.

R	<i>Eglemens ,</i>	page 1 ^{re}
	<i>Magasins ,</i>	22
	<i>Liberté ,</i>	31
	<i>Marchands ,</i>	41
	<i>Abondance ,</i>	56
	<i>Disette ,</i>	63
	<i>Permissions ,</i>	77
	<i>Sorties ,</i>	104
	<i>Calculs ,</i>	116
	<i>Exemples ,</i>	135
	<i>Droits ,</i>	169
	<i>Commerce ,</i>	179
	<i>Avantages ,</i>	186
	<i>Prix ,</i>	197
	<i>Digression ,</i>	214
	<i>Tableau ,</i>	239
	<i>Observations ,</i>	257
	<i>Objections ,</i>	266
	<i>Agriculture ,</i>	297
	<i>Commission ,</i>	361
	Fin de la Table.	

245



